

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L'Affaire du "Lotus"

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et Soutenue le mercredi 21 novembre 1928, à 2 heures

PAR

Roger PORTAIL

Président : M. LE FUR, professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. BASDEVANT, professeur.} \\ \text{M. GIDEL, professeur.} \end{array} \right.$

PARIS (V^e)

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE

EDOUARD DUCHEMIN

L. CHAUNY et L. QUINSAC, Successeurs

18, Rue Soufflot, 18

—
1928



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553001_0095

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'Affaire du "Lotus"

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et Soutenue le mercredi 21 novembre 1928, à 2 heures

PAR

Roger PORTAIL

Président : M. LE FUR, professeur.

Suffragants : { M. BASDEVANT, professeur.
M. GIDEL, professeur.

PARIS (V^e)

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE

EDOUARD DUCHEMIN

L. CHAUNY et L. QUINSAC, Successeurs

18, Rue Soufflot, 18

1928

#17885



A MON PERE

INTRODUCTION

Nous nous excusons d'avoir fait, à deux publications de la Cour permanente de justice internationale (1), des emprunts qui constituent les premières pages de cette étude consacrée à l'abordage en haute mer, du navire français *Lotus* et du charbonnier turc *Boz-Kourt*. Toutefois, il nous a semblé nécessaire, dès cette première partie, de mettre en présence la thèse française et la thèse turque, afin de tracer, aussi fidèlement que possible, le cadre dans lequel se sont déroulés devant la Cour de La Haye, les débats de cette affaire qui, au point de vue juridique, s'est terminée par un arrêt rendu le 7 septembre 1927.

Le contenu de cette décision internationale, qui pour la première fois dans les annales de cette Cour traite du droit pénal, a été exposé en détail. On a constaté qu'un simple abordage, si fréquent cependant dans la vie maritime actuelle, a pris une importance exceptionnelle à raison des problèmes fondamentaux du droit international, soulevés par ce conflit de juridiction, qu'est l'affaire du *Lotus*. L'examen du compromis d'arbitrage de Genève a montré sous quelle forme étroite le différend franco-turc fut porté devant la juridiction internationale de La Haye.

(1) Publications de la Cour permanente de justice internationale :

1^o — Série A., n^o 10. Recueil des arrêts. *Affaire du Lotus*;

2^o — Série C., n^o 13. Actes et documents relatifs aux arrêts et aux avis consultatifs de la Cour. *Affaire du Lotus*.

Dans son arrêt la Cour a rappelé qu'elle s'en était tenue uniquement aux termes mêmes de ce compromis, dont la rédaction fut vivement critiquée. Depuis Genève, a-t-on dit, la France avait perdu sa cause.

A la suite de l'arrêt, l'exposé des opinions de l'imposante minorité des juges dissidents trouvait sa place logique. Il convenait de souligner leur importance et leur valeur doctrinale et de noter que tous ces avis constituaient autant de rappels aux principes du droit des gens et du droit pénal international, méconnus par la juridiction turque. Trois précédents (affaires : *Franconia-Cutting-Costa Rica Packet*) ont fait l'objet d'une citation toute spéciale dans cette seconde partie. Bien qu'ils ne se réfèrent pas tous à un abordage, il importait de mettre en relief les règles internationales considérées par eux comme essentielles.

Le lieutenant Demons, officier de quart, à bord du *Lotus* au moment de l'abordage, a été arrêté, incarcéré à Constantinople par les autorités turques et jugé en vertu de l'article 6 du Code pénal de la Turquie. Cette extension d'un droit interne à un étranger, coupable présumé d'un abordage en haute mer s'est heurtée au principe de la souveraineté des Etats. C'est le sens particulier que la Turquie a entendu donner à ce principe fondamental qui a été étudié dans une troisième partie. Là, se place également l'examen des principes généraux du droit international auxquels renvoie l'article 15 de la Convention de Lausanne. Nos développements, sur ce point, ont pris en considération les conceptions nouvelles qui président au développement du droit des gens et tendent à la formation, sans doute lointaine encore, d'un droit commun international.

Que penser de la thèse turque soutenue devant la Cour permanente de justice internationale, selon laquelle à défaut d'un

principe restrictif, un Etat est libre de conférer à sa législation interne l'extension qu'il lui plaît ? C'est la perspective d'une multiplicité de conflits de souveraineté consécutive à la négation du droit international. Or, « il n'y a pas plus de souveraineté absolue de l'Etat que de liberté absolue de l'individu, tous deux sont plongés dans un milieu et relèvent de conditions d'existence qui ne dépendent pas de leur seule volonté » (1). Tant au point de vue de l'individu, sujet de droit, qu'en considération de l'existence « d'un droit naturel à fondement moral » on s'est efforcé, dans la présente étude, de montrer la vanité de la conception turque.

Ainsi, avons nous été amené à envisager l'affaire du *Lotus-Boz-Kourt*, sous l'angle du droit pénal, constatant, chemin faisant, que l'idée d'un juge naturel, condamne également les prétentions de la juridiction turque.

Il n'était pas sans intérêt, à notre sens, après avoir pesé les thèses qui se sont affrontées, de consacrer un nouveau chapitre à l'abordage, en général, en montrant que la notion de faute de service du droit administratif offrait certaines analogies avec la faute professionnelle du capitaine ou des officiers du navire abordeur, sans négliger les conséquences de cette assimilation.

Enfin, la dernière partie de cette étude a été réservée à l'exposé des réactions de l'opinion publique et en particulier des milieux maritimes justement émus par les événements regrettables qui ont suivi l'abordage du *Lotus-Boz-Kourt* et surtout par la sentence de La Haye, qui si elle termine juridiquement cette affaire, ne la résout pas. Aussi est-il de toute importance que les Etats par une série d'accords particuliers, qui tendront à se généraliser,

(1) M. Le Fur, *Nécessité d'un droit international pour coordonner les diverses activités nationales*, page 15.

s'efforcent d'apporter une solution au problème de la compétence en matière d'abordage en haute mer.

Nous nous sommes appliqués à montrer le danger que pourrait faire courir le développement d'une thèse semblable à celle de la Turquie à l'évolution du droit international et la nécessité d'aboutir à une réglementation internationale pour prévenir de semblables conflits. Tel a été le double but de cette étude. Puissions-nous l'avoir atteint !

L'AFFAIRE DU "LOTUS"

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I

Exposé des faits

Le 2 août 1926, à 23 h. 40, le steamer français *Lotus*, appartenant à la Compagnie des Messageries Maritimes abordait le navire charbonnier turc *Boz-Kourt*. Cet abordage eut lieu en haute mer, à six milles environ du Cap Sigri (île de Mitylène, Grèce).

Le navire turc abordé sombra, huit hommes de son équipage périrent noyés, malgré les efforts des officiers et de l'équipage du paquebot français.

L'officier français Demons, premier lieutenant du bord, était de quart au moment où se produisit l'abordage.

Le *Lotus* après avoir recueilli à son bord les rescapés poursuivit sa route normale. Le 3 août, il entra dans le port de Constantinople. Le même jour une première enquête fut effectuée à bord par les autorités turques. Le lendemain 4 août, le rapport de mer du commandant du *Lotus* fut déposé au Consulat général de France et copie en fut remise à la Capitainerie du port.

Ce n'est que le 5 août, jour prévu pour le départ du steamer français et après que la Capitainerie du port eut délivré le per-

mis de départ, que le lieutenant Demons se rendit, à la demande des autorités turques, au Ministère de la Justice à Stamboul. A la suite d'un long interrogatoire, il fut maintenu en état d'arrestation malgré les protestations du chargé d'affaires français.

Ces protestations renouvelées auprès du Ministère des Affaires étrangères à Angora n'eurent aucun résultat. Le lieutenant Demons demeurait en état de détention préventive.

Le Cabinet de Paris intervint. Notre chargé d'affaires à Constantinople se rendit à Angora et le 28 août adressait une nouvelle note, très pressante, au Ministre des Affaires étrangères turc. Ce même jour, le lieutenant Demons comparaisait devant la Cour criminelle de Constantinople.

De Constantinople à La Haye

La réponse officielle du Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de Turquie parvenait le 2 septembre 1926 au chargé d'affaires de France. Elle précisait : « Je n'ai pas manqué de soumettre le point de conflit soulevé, à une étude approfondie de la part des juristes qui sont arrivés à la conclusion que, tant au point de vue de la législation du pays qu'à celui des principes du droit international, la compétence de la juridiction turque, en la matière est incontestable ».

« Le Gouvernement de la République convaincu de la justesse de sa thèse ne se refuserait point à ce que le conflit de juridiction soit porté devant la Cour de La Haye si le Gouvernement français estime qu'il y aurait lieu de le trancher par voie d'arbitrage ».

La note turque tenait à souligner que « le principe de l'indépendance des tribunaux faisant partie des lois fondamentales de

la République, une intervention dans le cours de la justice ne saurait être envisagée d'aucune façon ».

Ainsi le 12 septembre seulement le tribunal de Stamboul ordonna la mise en liberté provisoire, sous caution, du lieutenant Demons.

Le Gouvernement français s'empessa d'accepter la proposition turque et signifia au Gouvernement d'Angora son désir qu'il fût procédé, sans retard, à la rédaction d'un compromis à soumettre à la Cour de La Haye. M. Fromageot, jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères, se trouvant alors à Genève, fut chargé de cette mission.

CHAPITRE II

Le compromis d'arbitrage de Genève

Le représentant du Gouvernement Français et Mahmoud Essat bey, au nom du Gouvernement de la République turque, signèrent, à Genève, le 12 octobre 1926, un compromis d'arbitrage. Aux termes de ce compromis, les deux Gouvernements se sont mis d'accord pour soumettre à la Cour permanente de justice internationale la question de compétence judiciaire qui s'était élevée entre eux à la suite de la collision des vapeurs *Boz-Kourt* et *Lotus*.

L'article premier est ainsi conçu :

« *La Turquie a-t-elle, contrairement à l'article 15 de la Convention de Lausanne du 24 juillet 1923, relative à l'établissement et à la compétence judiciaire, agi en contradiction des principes du droit international — et si oui de quels principes — en exerçant, à la suite de la collision survenue, le 2 août 1926, en haute mer entre vapeur français Lotus et le vapeur turc Boz-Kourt et lors de l'arrivée du navire français à Stamboul en même temps que contre le capitaine du vapeur turc, des poursuites pénales connexes en vertu de la législation turque, contre le sieur Demons, officier de quart à bord du Lotus au moment de la collision, en raison de la perte du Boz-Kourt ayant entraîné la mort de huit marins et passagers turcs* ».

La reproduction des autres articles du compromis ne présente aucun intérêt pour l'étude qui va suivre.

Les débats qui ont eu lieu devant la Cour permanente de justice internationale ont montré l'importance capitale du compromis de Genève.

Les documents français et la plaidoirie de M. le professeur Basdevant y font allusion à plusieurs reprises. Mais alors que du côté turc on s'est efforcé de restreindre la portée de ce compromis, du côté français l'effort a été diamétralement opposé. Aussi peut-on affirmer que, dans une certaine mesure, ce compromis d'arbitrage a emporté la décision de la Cour de La Haye.

§ 1. — *Rédaction du compromis. — Sa forme*

Lorsqu'on examine le compromis au point de vue de sa forme même une chose surprend. Certains termes mis en relief, donnent au texte une précision qui tend à limiter le champ normal d'application des principes généraux du droit international.

« ... La Turquie a-t-elle agi en contradiction des principes du droit international et si oui *de quels principes...* » Dès l'ouverture des débats la France se trouve placée dans une situation fâcheuse, consécutive à la façon dont a été rédigé le compromis de Genève. Elle prétend, en effet, que la Convention de Lausanne doit être examinée à la lumière des principes généraux du droit international. La thèse turque demande à la Cour de dire s'il est exact qu'une règle précise de droit international s'oppose aux mesures prises par la Turquie.

Le souci de précision qui se dégage des mots ci-dessus soulignés, dresse dès l'origine le droit interne et le droit international, l'un contre l'autre.

La rédaction première du compromis d'arbitrage telle que l'avait conçue M. Fromageot, ne faisait allusion qu'au droit international en général. « Le Gouvernement turc est-il, d'après le

droit international fondé à... ». Formule vague, certes, mais plaçant très exactement le conflit de juridiction dans le cadre qui lui convenait : le droit international en général.

Toutefois, on peut reprocher à cette première ébauche de ne pas tenir compte suffisamment du droit international conventionnel et, en l'espèce, de l'article 15 de la Convention de Lausanne du 24 juillet 1923.

Que dit cet article 15 qui, sur l'insistance très légitime de la Turquie, fut inséré dans le compromis ?

« *En toutes matières, les questions de compétence judiciaire seront, dans les rapports entre la Turquie et les autres parties contractantes, réglées conformément aux principes du droit international* ».

En ne considérant que cette partie du compromis, il n'y a pas de confusion possible. La Cour aura à examiner une situation strictement juridique en se référant aux principes généraux du droit international. Mais la simple adjonction des mots « *de quels principes* » a suffi à modifier le sens du compromis et à en restreindre la portée.

La thèse turque s'efforcera d'interpréter restrictivement l'article 15, tel qu'il se dégage de la lecture de l'article premier du compromis. Ou il existe une règle de droit international condamnant de façon catégorique les poursuites contre un étranger coupable d'un délit en haute mer, commis à bord d'un navire étranger, et la Turquie n'avait donc aucun titre de compétence pour poursuivre le lieutenant Demons ; ou cette règle n'existe pas, et le Gouvernement turc n'a pas été à l'encontre des principes du droit des gens, en faisant procéder à l'arrestation du lieutenant français.

Singulière façon de se donner un titre de compétence, en

matière internationale, alors que cette compétence se fonde exclusivement sur un Code pénal national.

La nécessité de donner au compromis un sens plus large et plus conforme au droit international en général, n'échappe pas au rédacteur du mémoire présenté au nom du Gouvernement de la République Française. Après un exposé détaillé des faits, qui a trouvé sa place au début de cette étude, le mémoire rappelle que les principes sur la compétence judiciaire, applicables entre la France et la Turquie sont posés dans la convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire, signée à Lausanne le 24 juillet 1923. Le préambule de cette convention comporte cette déclaration des Etats contractants : « Désireux de régler *conformément au droit des gens modernes* les conditions d'établissement en Turquie des ressortissants des autres puissances signataires et les conditions d'établissement des ressortissants turcs sur les territoires de ces dernières, ainsi que certaines questions relatives à la compétence judiciaire ». Et il est précisé dans l'article 15 : « En toutes matières, sous réserve de l'article 16, les questions de compétence judiciaire seront dans les rapports entre la Turquie et les autres puissances contractantes, réglées conformément aux principes du droit international ». Les intentions de la Turquie au moment de l'élaboration de cette convention, ont d'ailleurs été officiellement exprimées en quelque sorte, par le négociateur de Lausanne, Son Excellence Ismet Pacha, dans une lettre adressée par lui aux représentants des puissances contractantes. Il y était fait allusion à « la nécessité de conformer toutes les relations entre la Turquie et les pays alliés aux exigences des règles du droit international général et de la pratique généralement suivie entre les nations indépendantes ».

Ce passage montre dans quel état d'esprit la Turquie sollicite

la suppression du régime des Capitulations et l'institution d'un système de juridiction nouvelle, respectant la souveraineté turque. Et c'est là une indication digne d'être retenue, car il convient de se placer dans l'atmosphère « des travaux préparatoires de la convention » pour en saisir toute la portée.

A cette phase préparatoire succède celle de la discussion. Le projet relatif au régime des étrangers en Turquie, proposé par les Puissances alliées, contenait l'article 21 suivant : « En Turquie les ressortissants des autres pays contractants seront, en matière pénale, justiciables, conformément aux règles ordinaires du droit international, de la justice Turque, pour tous les crimes, délits ou contraventions commis par eux, en Turquie... »

Ce projet rédigé à la date du 4 février 1923, ne paraît devoir soulever aucune objection sérieuse. Il tend en quelque sorte à consacrer l'opinion du Gouvernement turc, indiquée plus haut. Mais le 8 mars, un amendement turc est présenté :

« En Turquie les ressortissants des autres pays contractants seront en matière pénale, justiciables de la justice turque, pour tous les crimes, délits et contraventions commis par eux en Turquie, ainsi que pour ceux qui, étant commis sur le territoire d'un Etat tiers rentrent en vertu des lois de la Turquie, sous la juridiction des tribunaux de cette dernière... »

Il n'est désormais plus question de droit international. Les deux textes en présence sont inconciliables. D'une part, celui des Puissances alliées invoquant le droit international en général; d'autre part, l'amendement turc ne visant que sa législation interne.

Le projet allié devient l'article 15. Ainsi se trouve précisé avec force et sans équivoque, le sens de cet article. La Turquie, pleinement indépendante en matière judiciaire, voit le régime

des Capitulations aboli. N'est-il pas sage que les Alliés n'accordent à cette nation, hier encore placée sous un régime d'exception, qu'une compétence bien définie à l'égard des ressortissants étrangers auxquels le maximum de garantie devra être accordé ? Mais, qui constituent la garantie la plus certaine, sinon les règles judiciaires, admises par le droit international, règles qui ont subi l'épreuve de l'expérimentation.

D'après le mémoire turc, il conviendrait d'analyser la question de savoir si la justice turque a agi ou non, contrairement à l'article 15 de la Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire, exclusivement du point de vue des principes du droit international en vigueur. Mais il s'empresse d'ajouter : « Il est nécessaire, afin de savoir si la Turquie se trouve avoir agi au delà des limites de sa compétence,.... d'établir que son action a été en contradiction des principes du droit international présentement existants et observés. Quels sont ces principes internationaux ? Existe-t-il, en l'espèce, un principe international établi et en vigueur, et la Turquie se trouve-t-elle avoir agi à son encontre » (1).

Ainsi se trouve précisée très nettement la portée générale du compromis de Genève, selon l'interprétation du Gouvernement d'Angora.

Le différend est défini, délimité, mais dans quel cadre étroit ! Quoi qu'il en soit, c'est là, la déduction logique qui trouve son point de départ dans le texte même du compromis.

Mais ce qui peut être considéré comme étant plus défavorable encore pour la France, c'est l'obligation pour elle de prouver que la Turquie a violé le droit international !

(1) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 13. Mémoire du Gouvernement turc, pages 225-226.

§ 2. — *La charge de la preuve d'après le compromis*

Le contre-mémoire français définit clairement comme suit la mission de la Cour de La Haye :

« *Constater les principes du droit international et en faire l'application à la présente affaire* ».

Il place le différend sur le seul terrain juridique possible, conformément au droit conventionnel international et aux principes du droit des gens. D'autant plus que ce droit conventionnel, sous la forme de la Convention de Lausanne, article 15, reconnaît à ce point l'existence de ces principes généraux, qu'il laisse le soin aux Gouvernements, à l'occasion d'une difficulté d'ordre pénal, d'en dégager la solution.

Le contre-mémoire présenté par le Gouvernement de la République turque, interprétant les pourparlers auxquels donnèrent lieu l'article 21 de la Convention de Lausanne, n'hésite pas à séparer du droit international, le droit pénal pur, en citant une déclaration de Tahir Bey, conseiller juridique de la délégation turque, à Lausanne. Celle-ci faisait ressortir « qu'il est de règle, en droit pénal, que les cours et les tribunaux d'un pays ont non seulement le droit de juger les crimes et les délits commis dans ce pays, mais aussi certains crimes et délits commis à l'étranger... En décidant que la compétence pour les matières pénales n'est pas simplement territoriale, le droit public a voulu rendre aussi difficile que possible l'impunité » (1).

Cet argument a pour but d'établir une séparation nette entre, d'une part, le projet de l'article 21, proposé par les Alliés, le contre-projet turc dont il est question plus haut, et d'autre part,

(1) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 13. Contre-Mémoire turc, page 289.

l'article 15, inscrit dans la Convention de Lausanne. La Turquie repousse, en effet, la prétention française qui se réfère aux travaux préparatoires de cette Convention et qui figure dans le mémoire du Gouvernement français, sous cette forme : « La Turquie n'est pas fondée à réclamer aujourd'hui ce qui lui a été refusé lors de l'élaboration de la Convention ». Elle la combat dans son contre-mémoire, prétendant en outre, que dans la thèse française, il est donné un sens restrictif à l'article 15. Et ceci la conduit à demander à son tour au représentant du Gouvernement de la République française : « La France est-elle fondée à vouloir imposer à la Turquie ce qui n'a pas été prévu, ni stipulé par les parties contractantes lors de l'élaboration de la Convention ? » (1).

Ainsi le différend apparaît sous un aspect nouveau. Ce n'est pas le Gouvernement turc qui est allé à l'encontre des principes du droit international tels que les entend ce fameux article 15, mais c'est la France, qui, en altérant le sens précis de cet article par une interprétation tendancieuse, se met hors la loi internationale. De là à renverser le fardeau de la preuve, il n'y a qu'un pas et la rédaction défectueuse du compromis est tout à fait favorable au but visé par la Turquie. Le compromis d'arbitrage lui permet d'affirmer que le Gouvernement français est demandeur. A lui donc d'établir la preuve, que la prétention de la Turquie, de conclure à sa compétence est bien en contradiction des principes du droit international, admis et en vigueur, « d'un principe du droit international accepté d'un commun accord par tous les Etats et en vigueur aujourd'hui » est-il précisé dans la seconde partie du contre-mémoire turc !

(1) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 13. Contre-Mémoire turc, page 292.

La Cour n'a donc pas à faire une application des principes généraux admis en droit international; mais, il appartient à la France de rechercher et de dire quel est le principe que la Turquie a violé en procédant à l'arrestation d'un officier français de la marine marchande, présumé coupable d'un abordage en haute mer.

§ 3. — *La Cour et le compromis*

Trouve-t-on trace dans la décision de la Cour permanente de justice internationale de l'influence du compromis d'arbitrage ? A cette question on peut répondre affirmativement. Cette influence apparaît dès que la Cour aborde dans son arrêt le point de droit. Elle se propose, en effet, de se prononcer plus particulièrement sur la teneur de ce compromis, laissant au second plan les conclusions des parties. C'est entre les limites définies par le compromis que l'on se placera pour apprécier le différend franco-turc. En examinant le sens qu'il convient d'attribuer à l'article 15 de la Convention de Lausanne, le Gouvernement français veut l'interpréter à « la lumière de la genèse de cette convention ». La Cour, au contraire, pose ce principe « qu'il n'y a pas lieu de tenir compte des travaux préparatoires et que le texte de la Convention est en lui-même suffisamment clair » (1). Il ne s'agit pas de déterminer les principes internationaux sur lesquels la Turquie fonde son titre de compétence, mais de rechercher ceux qui vont à l'encontre de l'extension de la compétence de sa juridiction. Ainsi, la Cour entre dans les vues du Gouvernement d'Angora, affirmant la compétence des tribunaux turcs, en l'absence de tout principe international

(1) Publications de la Cour permanente de justice internationale. Recueil des arrêts. Série A., n° 10. L'arrêt de la Cour, page 15.

la repoussant de façon formelle. Pour elle, cette interprétation découle du texte même du compromis qui « demande à la Cour de dire si la Turquie a agi en contradiction des principes du droit international et quels seraient — dans l'affirmative — ces principes ? ».

Sa préférence pour la thèse turque, se manifeste encore sous une forme assez inattendue et qu'il convient de citer ici :

« Tout ce qu'on peut demander à un Etat, c'est de ne pas dépasser les limites que le droit international trace à sa compétence, au delà de ces limites, le titre à la juridiction qu'il exerce se trouve dans la souveraineté » (1).

Fort de cette interprétation, l'arrêt conclut ainsi : « Le Gouvernement français ne démontre pas l'existence d'un principe du droit international qui excluerait la compétence de la Turquie » (2).

Ainsi, il appartenait à la France de rechercher et de démontrer l'existence du principe international violé par la Turquie. C'était admettre que le fardeau de la preuve lui incombait.

De ce qui précède, il ressort que le compromis de Genève est une des pièces maîtresses sur laquelle repose le conflit juridique qui met aux prises, devant la Cour permanente de La Haye, la Turquie et la France. Sa rédaction permet à la Turquie d'étayer sa thèse, en se plaçant certes, en face du droit international, mais en faisant uniquement reposer son titre de compétence sur l'article 6 de son Code pénal. La Cour partagera ce point de vue

(1) Publications de la Cour permanente de justice internationale. Recueil des arrêts. Série A., n° 10. L'arrêt de la Cour, page 19.

(2) Publications de la Cour permanente de justice internationale. Recueil des arrêts, n° 10. L'arrêt de la Cour, page 31.

et au nom de la souveraineté condamnera la thèse française qui ne contient pas la preuve suffisante de l'existence d'un principe de droit international admis et nettement déterminé, s'opposant à l'extension de la compétence de la juridiction turque, sur le terrain international.

CHAPITRE III

L'affaire du « Lotus » devant la Cour de La Haye

L'affaire du *Lotus* peut se résumer ainsi : Deux navires de nationalité différente s'abordent en pleine mer. L'un d'eux, le navire abordé, coule entraînant avec lui un certain nombre de ses passagers. Cet abordage met en présence les ressortissants de deux nations distinctes ; d'une part, un prétendu responsable et d'autre part, des victimes. Or, la faute, et le préjudice qu'elle a causé, se sont manifestés sur deux territoires différents.

Quel va être le tribunal compétent pour apprécier ce délit commis en haute mer ? Sur quel titre de compétence sera fondée son intervention ? Au nom de quel principe le coupable sera-t-il puni ? Ce sont là des questions particulièrement délicates, en raison même des points de droit qu'elles soulèvent. Il sera, en effet, nécessaire de se référer au droit pénal qui présidera aux poursuites engagées contre l'auteur du délit, mais seulement du point de vue international. La connaissance du droit maritime en matière d'abordage s'imposera au même titre que celle du droit international pur.

L'ampleur même du problème montre la difficulté de trouver une solution propre à résoudre ce conflit de juridiction.

SECTION I

Les thèses en présence :

La thèse française. — Le mémoire français (1)

Entre la Turquie et la France existe une Convention signée à Lausanne, le 24 juillet 1923, relative à la compétence judiciaire des tribunaux de chacun des deux Etats. Cette Convention indique, dans son article 15, que les questions de compétence seront réglées conformément aux principes du droit international ne faisant, en cela, que préciser le préambule de cette convention, où il est dit que « Les Etats contractants désireux de régler *conformément au droit des gens moderne*... certaines questions relatives à la compétence judiciaire... ».

La poursuite intentée par la justice turque, contre le lieutenant Demons, est une poursuite pénale, motivée par un ensemble de faits caractéristiques constituant un délit.

Le délit a été commis : 1° Par un étranger, à l'étranger ; 2° A bord d'un navire français en haute mer ; 3° Sous la forme d'un abordage.

Le mémoire français examine successivement ces trois points essentiels, qui mettent en relief l'importance de l'affaire soumise à l'appréciation de la Cour permanente.

§ 1°. — *Délit commis par un étranger à l'étranger*

Le Tribunal de Constantinople s'est déclaré compétent d'après l'article 6 du Code pénal turc, qui constitue une règle de droit interne. Or, c'est d'après le droit international que la Cour doit

(1) Publications de la Cour permanente. Série C. Actes et documents, n° 13, *Affaire du Lotus*, pages 173 à 213.

examiner cette compétence, en vertu, tant du compromis, que de la Convention de Lausanne.

L'article 15 de cette Convention, dont il est fait mention dans le texte du compromis soumis à la Cour est la pierre angulaire de tout le conflit. S'il est vrai que celui-ci doit être examiné du point de vue international, il importe également de rechercher si une solution première ne se dégage pas de l'article précité. Aussi est-il nécessaire de se référer aux travaux de la Conférence de Lausanne d'où il est sorti.

Le mémoire français cite notamment l'article 21 du projet de convention, rédigé à la date du 4 février 1923, et ainsi conçu : « Les ressortissants des autres pays contractants seront, en matière pénale, justiciables, *conformément aux règles ordinaires du droit international*, de la juridiction turque pour tous les crimes, délits et contraventions *commis par eux en Turquie...* » Il est indiqué nettement dans ce texte que la compétence de la juridiction ne sera fondée qu'autant qu'il s'agira de crimes, délits ou contraventions commis sur le territoire turc et cela conformément aux règles du droit international (1). A ce projet la Turquie répondit par un amendement, dont les termes ont été reproduits plus haut (2).

Ce contre-projet évitait, non seulement, de mentionner que la compétence de la juridiction turque devait s'exercer selon les règles du droit international, mais il entendait l'étendre aux crimes, délits et contraventions commis hors du territoire turc, à la seule condition que cette compétence soit consacrée par la loi interne turque. C'était là opposer trop brutalement le droit interne

(1) Ce texte a été présenté par les puissances Alliées représentées à la conférence de Lausanne: l'Empire Britannique, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce, la Roumanie, l'Etat Serbo-Croate-Slovène.

(2) Supra, page 20.

au droit international, et admettre ce point de vue aurait eu pour résultat de consacrer une extension exorbitante de la souveraineté turque à l'égard des ressortissants des autres nations.

L'Empire britannique, par la voix de Sir Horace Rumbold, déclara cet amendement « inacceptable » ; la France et l'Italie firent de leur côté « toutes réserves sur ce texte ».

La question fut renvoyée aux juristes qui présentèrent un nouveau projet stipulant que les questions de compétence judiciaire seront dans les rapports entre la Turquie et les Puissances contractantes « réglées conformément aux principes du droit international ». Ce projet devint l'article 15, de la Convention de Lausanne.

Il est à remarquer d'ailleurs, que le prétendu délit reproché au lieutenant Demons, n'a pas été commis à l'étranger, mais en pleine mer.

Cette référence montre dans quel esprit a été rédigé le texte de la Convention et permet d'affirmer que l'interprétation de l'article 15, ne peut négliger de tenir compte du refus qui a accueilli la contre-proposition turque et qui a été formulé *au nom du droit international*.

Les principes du droit international confirment ce point de vue.

La poursuite pénale intentée contre le lieutenant Demons, est fondée sur l'article 6 (1) du Code pénal turc. Cette extension de la compétence nationale repose sur l'*idée de protection*, qui n'est pas admise en droit international actuel. Le mémoire

(1) Article 6 du Code pénal turc : « Quand un étranger commet contre un Turc, en pays étranger, un acte susceptible d'entraîner pour son auteur, d'après les dispositions du Code pénal turc, un emprisonnement de plus d'une année, cet étranger sera jugé par les tribunaux et conformément aux lois pénales de Turquie, s'il est trouvé sur le territoire turc ».

français cite à l'appui de cette assertion divers précédents, notamment l'affaire *Cutting*, où s'affrontèrent les conceptions mexicaines et américaines. Il s'agissait en l'espèce de l'arrestation au Mexique du citoyen américain Cutting, à raison d'un délit de presse commis sur le territoire des Etats-Unis et visant un ressortissant mexicain. Au sujet de cette affaire, le président Cleveland, dans son message annuel, du 6 décembre 1886, déclara la prétention du Mexique, sans fondement d'après « les principes du droit et les usages internationaux ». Il refusa à tout souverain étranger, le droit de punir un citoyen américain pour un délit commis sur le territoire des Etats-Unis, même si la victime est un sujet de ce souverain, montrant que la prétention mexicaine fait naître une double responsabilité pour les étrangers et détruit « cette certitude du droit qui est essentielle à la liberté » (1). Cette thèse était admise, à cette époque, dans la plupart des Etats de l'Europe : La France, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Angleterre, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, la Suisse, etc... Elle fut consacrée, en outre, par un traité d'extradition (1899) intervenu entre le Mexique et les Etats-Unis, qui décida que sauf le cas de malversation de fonds publics, chaque partie contractante s'engageait à ne pas exercer de juridiction pour punir des crimes exclusivement commis sur le territoire de l'autre. C'était le triomphe du point de vue américain qui coïncidait d'ailleurs, avec celui généralement admis en Europe, ainsi que le faisait ressortir une étude juridique très documentée, publiée par le Gouvernement fédéral dans le *Report on Extraterritorial Crime and the Cutting case*. Dans ce document, il est constaté qu'aucun principe de droit international

(1) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 13. Mémoire du Gouvernement français, page 186.

n'existe, permettant aux tribunaux d'un Etat de juger et de punir des étrangers, pour des actes accomplis hors de la juridiction de cet Etat, une telle prétention ne pouvant se fonder que sur un accord des législations positives. Il est indiqué, de plus, que le développement des relations internationales a permis de mieux comprendre les limites de l'autorité nationale et la nécessité de protéger les individus contre les poursuites intentées sur la base de lois qu'ils ignorent. Qu'enfin, une prétention semblable à celle du Mexique est une atteinte à l'indépendance de l'Etat et tend à admettre une *double* responsabilité et même une *responsabilité indéfinie*.

De même, le traité de droit pénal international de Montevideo (23 janvier 1889), signé par la République Argentine, la Bolivie, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay, règle la compétence pénale selon le principe territorial.

Enfin, ces précédents et en particulier l'affaire *Cutting* se trouvent confirmés par les négociations de Lausanne.

En ce qui concerne la France, la jurisprudence de la Cour de cassation ne se réfère aucunement à l'idée de protection comme base de compétence, en matière de crime ou de délit. Le principe de cette jurisprudence est que le droit de punir émane du droit de souveraineté, qui ne s'étend pas au delà des limites du territoire (1). Les rares exceptions admises (art. 7 du Code d'instruction criminelle) sont fondées sur un droit de légitime défense. La plupart des pays d'Europe et notamment l'Angleterre, l'Allemagne, la Suisse, partagent cette conception juridique. Seuls quelques Etats comme l'Italie en Europe, le Mexique et le Brésil en Amérique, y sont opposés. Ainsi la

(1) Cassation, 10 janvier 1873. Dalloz, 1873-1-41.

législation turque trouve fort peu de législations donnant la compétence à leurs tribunaux pour des crimes commis à l'étranger, par un étranger, contre un national. Elle ne peut donc invoquer quelques analogies législatives qui ne constituent pas dans leur ensemble, cet assentiment général, auquel faisait allusion le rapport américain, relatif à l'affaire *Cutting*.

§ 2°. — *Délit commis en haute mer
à bord d'un navire français*

Un principe certain domine la matière, dit le mémoire : le *principe de la liberté des mers*. En haute mer, en effet, un Etat ne peut exercer son autorité que sur les navires battant son pavillon. Cette compétence pénale de l'Etat du pavillon est affirmée par la doctrine ; elle est conforme également à la jurisprudence internationale.

Dans la célèbre affaire du *Franconia*, la Cour anglaise *of crown Cases Reserved*, assimilait même les eaux territoriales à la haute mer, au point de vue de la compétence en matière d'abordage.

Enfin, cette jurisprudence est consacrée dans l'affaire du *Costa Rica Packet*. Le capitaine de ce navire anglais s'était approprié des marchandises se trouvant sur une pirogue abandonnée mais appartenant à des indigènes des Indes néerlandaises. Il fut arrêté quelques années plus tard dans le port de Ternante (Indes Néerlandaises) et poursuivi. A la suite des protestations du Gouvernement britannique un compromis signé, le 16 mai 1895, soumettait le différend à l'arbitrage de M. de Martens. Les mémoires britanniques et hollandais admettaient l'un et l'autre que la connaissance des faits accomplis en haute mer, à bord d'un navire, appartenait aux autorités judiciaires de l'Etat dont dépendait ce

navire. Donc, pas de désaccord sur un principe de droit international. Le Gouvernement Néerlandais soutenait que, dans l'espèce, le délit avait été commis sur la pirogue et justifiait ainsi les poursuites engagées contre le capitaine anglais.

Des précédents cités par le mémoire français se dégage une règle coutumière de droit international maritime, application directe du principe universellement reconnu de la liberté des mers. Cette règle est tellement importante que même dans les cas où, pour des raisons particulières, certaines dérogations ont été apportées au principe de la liberté des mers, la règle de la compétence pénale des tribunaux du pavillon trouve toujours son entière application. Et l'on remarque que la Turquie elle-même a été signataire de différentes conventions consacrant ce point de vue (1).

Ces conventions, ajoute le mémoire français, consacrent la compétence des tribunaux du pavillon, non pas seulement pour des faits commis sur tel navire, mais encore pour des infractions qui se sont manifestées à l'extérieur de celui-ci (cas de la protection des câbles sous-marins). Ainsi est écartée la compétence fondée sur la nationalité de la victime. La loi du pavillon, considérée à juste titre par la majorité des puissances maritimes comme une garantie indispensable à la liberté des mers, s'impose avec plus de force dans le cas présent, étant donné qu'il y a eu abordage en haute mer.

(1) a) Traité du 25 janvier 1880 entre l'Angleterre et la Turquie pour la suppression du commerce des esclaves, attribue la compétence juridictionnelle aux tribunaux du navire capturé.

b) Convention internationale relative à la protection des câbles sous-marins. Tribunaux compétents ceux du pays auquel appartient le navire à bord duquel l'infraction a été commise.

§ 3°. — *La poursuite se fonde sur un fait d'abordage*

Le fait coupable, en cas d'abordage fautif, consiste en une fausse manœuvre accomplie à bord du navire abordeur. Mais, la compétence pénale de l'Etat du pavillon n'a pas pour seul fondement la localisation des faits sur le pont du navire. Il convient, en effet, de considérer le navire de commerce comme un tout organisé conformément aux lois et sous la surveillance de l'Etat du pavillon, en particulier lorsque ce navire se trouve en haute mer où toute souveraineté territoriale fait défaut. Etant donné qu'en matière d'abordage il n'existe que des règlements essentiellement nationaux on ne peut laisser à un tribunal étranger le soin d'interpréter ses règles internes.

Il faut donc s'en tenir aux principes établis, selon lesquels la compétence pour la répression pénale des faits relatifs à la manœuvre d'un navire en haute mer, ayant pu causer un abordage, appartient exclusivement aux tribunaux nationaux de ce navire.

SECTION II

La thèse turque. — Le mémoire turque (1)

S'appuyant sur l'article 15 de la Convention de Lausanne et sur l'article 1^{er} du compromis de Genève, le mémoire turc estime : « qu'il est nécessaire, afin de savoir si la Turquie se trouve avoir agi au delà des limites de sa compétence, d'établir que son action a été en contradiction des principes du droit international présentement existants et observés » (2).

(1) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 13, pages 224 à 244.

(2) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 13, pages 225 à 226.

Quels sont ces principes internationaux ?

Existe-t-il, en l'espèce, un principe international établi et en vigueur, et la Turquie se trouve-t-elle avoir agi à son encontre ? La question est posée avec la même précision que l'on trouve dans le compromis lui-même.

Le mémoire fait ensuite appel aux opinions doctrinales, en vue de déterminer les éléments caractéristiques de la coutume ; il les résume ainsi : « Pour qu'un principe coutumier de droit international soit obligatoirement respecté par la Société internationale, il faut que ce principe ait acquis depuis longtemps le consentement général des membres de la Société, qu'il soit stable, constant, appliqué uniformément et d'une manière réciproque » (1).

La Turquie en exerçant sa compétence dans l'affaire *Boz-Kourt-Lotus*, estime ne pas avoir agi à l'encontre d'un principe présentant ces caractères. Au sujet des cas d'abordage, elle cite l'opinion de Fauchille, d'après laquelle trois solutions sont adoptées par les Etats. Les uns affirment la compétence exclusive du lieu de l'activité criminelle, les autres, celle de l'endroit où s'est fait sentir cette activité. Un troisième système préconise la compétence concurrente des souverainetés en présence.

Or, ces trois modes de solution s'accordent avec le point de vue turc.

Envisageant le premier cas, le mémoire turc introduit la notion de *délit connexe* et souligne que l'activité criminelle a eu effectivement lieu à la fois sur les deux navires, donc en Turquie. Les effets de cette activité criminelle se sont manifestés sur le

(1) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 10. Mémoire du Gouvernement turc, page 229.

navire turc, c'est-à-dire sur le territoire turc, ce qui entraîne dans le sens du second système, la compétence de la juridiction turque. Pas de difficultés en face de la dernière solution, compétence concurrente des deux Etats en cause.

La ligne de conduite de la justice turque n'est point en contradiction des principes du droit international, comme le montre outre la doctrine, la jurisprudence. Ce sont : le jugement du tribunal correctionnel de Bône et l'arrêt de la Cour d'Alger, en date du 16 mai 1908, dans l'affaire de l'*Ange-Schiaffino* ; le jugement du tribunal de Libourne confirmé par la Cour de Florence, le 7 juillet 1882, à la suite de l'abordage survenu entre les navires *Ortigia* et *Oncle-Joseph*. Enfin, l'arrêt du tribunal de Bruges attribuant à la juridiction belge, concurremment avec la juridiction étrangère, la connaissance des faits consécutifs à l'abordage du bateau-phare belge *West-Hinder* par le navire allemand *Ekbatana*. Le mémoire turc ne manque pas d'indiquer que le délit mis à la charge du prévenu (capitaine du navire allemand) se compose de deux éléments essentiels : le fait d'imprudence à bord de l'*Ekbatana*, et la mort de l'équipage du *West-Hinder*, et que sans la réunion de ces deux éléments, il n'existe pas de délit. Il ajoute. Trois groupes d'opinions distinctes se sont constitués en ce qui concerne la portée des lois pénales hors des frontières de l'Etat. L'un, se basant sur l'effet purement territorial des lois criminelles, déclare qu'un Etat ne peut soumettre à sa juridiction les infractions commises par des étrangers en dehors de son territoire. L'autre, invoquant la solidarité universelle des peuples dans la répression des crimes, admet, au contraire, l'extension du droit de punir les étrangers pour toutes infractions, même commises à l'étranger. Entre ces deux systèmes par trop absolus, trouve place

un troisième dont les représentants pensent que la loi criminelle d'un Etat ne peut s'appliquer à l'étranger, mais que cet Etat peut exercer son droit de répression, lorsque le crime ou l'infraction commis en pays étranger, par un individu étranger, lui porte atteinte, par suite d'une relation juridique.

Le Code pénal de 1926, de la République turque, s'est inspiré de ce troisième système. Aussi serait-il osé de prétendre que ce système, approuvé par la majorité des spécialistes, en matière de droit pénal et de droit international, est contraire aux principes du droit international.

Quant à la loi du pavillon suivant l'opinion de John Westlake elle ne s'applique pas en cas d'abordage. D'après Karl Strupp, si un délit a été commis en pleine mer et que le vaisseau où il a été commis entre dans le port de l'Etat, dont la victime était le ressortissant, des poursuites semblent possibles, au point de vue du droit international public, si le navire est un navire de commerce. La France n'aurait-elle pas exercé des poursuites à l'arrivée, dans un port français, d'un vapeur turc à bord duquel se trouverait, par exemple, un étranger accusé d'avoir fabriqué de la fausse monnaie française ?

De l'analyse des observations des spécialistes, en matière de droit international, des décisions des tribunaux et des législations en vigueur, on voit que la Turquie n'a point agi en contradiction d'un « principe international établi, pratiqué », et, par suite, elle n'a pas enfreint les stipulations de l'article 15 de la Convention relative à l'établissement et à la compétence judiciaire. En conséquence, elle est compétente pour poursuivre le procès en question, soumis à ses tribunaux en vertu de son droit de souve-

raineté : « Le droit de souveraineté n'est pas un principe, mais le fondement même du droit international » (1).

Il est à remarquer, ajoute le mémoire turc, qu'il n'existe pas entre la Turquie et la France, une convention ou un traité spécial, concernant les questions d'abordage. Et il conclut après avoir évoqué Grotius, que la liberté des mers ne peut servir à l'impunité des coupables et que la mer, libre de toute souveraineté territoriale, ne peut être libre de toute souveraineté juridique.

SECTION III

Le contre-mémoire français (2)

C'est la réponse au mémoire turc et le résumé de l'argumentation sur le point de droit du Gouvernement de la République Française.

§ 1. — *Compétence pénale en cas d'abordage*

a) Opinion des jurisconsultes.

Le traité de droit international public de Fauchille ne saurait fournir, à une Cour de justice, une base d'appréciation suffisante. Les passages cités au paragraphe 1^{er} du mémoire turc dénotent que cet auteur a plus souci de grouper les opinions doctrinales que de déterminer le droit international positif. Par contre, un examen plus approfondi de ce traité permet de rencontrer des développements allant à l'encontre de la thèse turque et où il ne parle qu'incidemment de l'abordage et simplement à titre d'exemple.

(1) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 10. Mémoire du Gouvernement turc, page 242.

(2) Publications de la Cour. Série C., n° 13, page 245.

Selon le mémoire turc, les trois modes de solution, envisagés par Fauchille, s'accordent avec l'action de la justice turque dans l'affaire *Boz-Kourt-Lotus*. Le premier système consacre la compétence du tribunal du lieu de l'activité criminelle. Dans le cas actuel, est-il à la fois sur les deux navires ; y a-t-il délit connexe imputable aux deux officiers de quart ? En réalité, on se trouve en présence d'un abordage consécutif soit à la faute d'un officier français ayant manœuvré contrairement aux règlements français, soit à la faute d'un officier turc contrevenant aux règlements de son pays, soit à la faute des deux. Mais la culpabilité de l'un est indépendante de celle de l'autre. Que doit-on entendre par délits connexes ? Le mémoire turc ne s'explique pas sur ce point. Cette notion juridique n'existe pas en droit international. Si elle est connue en droit interne, cela ne justifie pas son extension sur le terrain du droit international.

Quant au second système, il donne la compétence au tribunal du pays où le délit s'est réalisé. Selon la thèse turque les effets du délit se sont produits sur le navire turc. Or, en matière d'abordage, la collision est un pur fait. Le délit, s'il existe, est le résultat d'un manquement aux règles françaises sur la conduite des navires, qui s'est manifesté sur le navire français. D'ailleurs, le décès des matelots, conséquence de ce délit, ne s'est pas produit sur le bateau, mais en mer. En fait comme en droit, pas de titre de compétence en faveur de la Turquie.

(Le troisième système n'est que la combinaison des deux premiers.)

b) *Décisions judiciaires.*

Le contre-mémoire français examine les trois décisions judiciaires rendues en matière d'abordage et citées par le mémoire turc :

1° Jugement du tribunal de Bône, confirmé par la Cour d'Alger.

La collision s'est produite entre deux navires français. Cette affaire ne présente donc aucune analogie avec l'affaire du *Boz-Kourt-Lotus*.

2° Décision du tribunal de Libourne et de la Cour de Florence, dans l'affaire des navires *Ortigia* et *Oncle-Joseph*.

Les juges italiens n'indiquent pas comment se justifie leur compétence. D'autre part, leur décision est nettement contredite par la Cour d'appel d'Aix, au nom du droit international, le prétendu délit ayant été commis en pleine mer, sous pavillon français.

3° Affaire du bateau-phare belge *West-Hinder* (1). Le tribunal correctionnel de Bruges, précise dans les attendus de son jugement : « Que le *West-Hinder* doit être considéré comme un navire destiné à un service de sécurité publique, et que son établissement dans la mer du Nord a été annoncé à l'étranger par les soins du Ministre belge des Affaires étrangères. Qu'il représente plus qu'un navire ordinaire, une partie de la puissance publique de l'Etat. Ce bateau-phare fait donc partie intégrante des services publics belges et ne peut être, en tous points, comparable à un navire de commerce. On admet d'ailleurs qu'un Etat exerce sa compétence, hors de ses eaux territoriales. Cette extension semble pouvoir trouver son application lorsqu'il s'agit d'une installation de sécurité telle que le bateau-phare *West-Hinder* ».

Les décisions des juridictions nationales invoquées par le

(1) Publications de la Cour. Série C., n° 13. Contre-mémoire du Gouvernement français, pages 258 et suivantes.

mémoire turc sont en contradiction avec celle rendue dans l'affaire du *Franconia*.

La *Cour of Crown Cases Reserved* déclara les cours anglaises incompétentes, en face d'un crime ou délit commis à bord d'un navire étranger, alors même que ce navire serait dans les eaux territoriales anglaises.

§ 2. — *Compétence pénale des Etats*

Se référant aux spécialistes du droit international, le mémoire turc distingue trois groupes d'opinions :

1° La première opinion reconnaît un caractère purement territorial à la compétence pénale.

2° La seconde proclame l'universalité du droit de punir.

3° La troisième fonde la compétence sur la protection.

Il prétend que selon chacun de ces systèmes les tribunaux turcs étaient compétents à l'égard de l'officier de quart du *Lotus*. Mais c'est sur le troisième surtout qu'il s'appuie, sans distinguer les délits contre l'Etat et les délits contre les nationaux. Cette compétence pénale lui semble suffisamment fondée, parce qu'elle est conforme à un certain nombre d'opinions doctrinales. Or ce ne sont pas quelques opinions doctrinales qui suffisent à former le droit positif ; c'est seulement d'après le droit existant que la Cour permanente doit statuer.

§ 3. — *Compétence déterminée d'après le pavillon*

En matière d'abordage en haute mer, la compétence ne peut être déterminée d'après le pavillon, précise le mémoire turc, citant quelques passages du traité de droit international de Westlahe. Mais, par contre, dans d'autres paragraphes, cet

auteur souligne qu' « en haute mer le caractère territorial imprimé au navire par son pavillon est pour les fins de la juridiction, une fiction aussi exacte que jamais puisse l'être une fiction »...

... « chaque navire, suivant la règle générale, appartient à l'Etat dont il porte le pavillon, il est entièrement et exclusivement soumis, tant qu'il se trouve en haute mer, au contrôle de cet Etat » (1).

Il appartient donc à la Cour permanente de justice internationale de constater les principes visés par l'article 15 de la Convention de Lausanne de juillet 1923, et d'en faire l'application à la présente affaire.

§ 4. — *Le risque d'impunité des coupables*

La liberté des mers ne doit pas servir à assurer l'impunité des coupables. Et en cela, le Gouvernement français est en parfait accord avec le Gouvernement turc. Aussi dès le retour du *Lotus*, à Marseille, une enquête est-elle ordonnée et le rapport d'enquête conclut qu'aucune faute professionnelle n'est à relever contre le lieutenant Demons.

§ 5. — *Résumé de l'argumentation sur le point de droit*

La collision entre le *Boz-Kourt* et le *Lotus* s'est produite en haute mer. Le lieutenant Demons arrêté, a été poursuivi devant la juridiction turque.

« La question à trancher par la Cour permanente de justice internationale, est celle de savoir si en exerçant de semblables

(1) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 13. Contre-mémoire français, page 272. Citation de Westlahe. Traité de Droit international, pages 187-188.

poursuites, la Turquie a agi en contradiction des principes du droit international ».

La Turquie revendique « la compétence de ses tribunaux s'appuyant, d'une part, sur les divers systèmes relatifs à la compétence pénale dans les rapports internationaux et, d'autre part, sur ceux visant la compétence en cas d'abordage ». Elle repousse la compétence de l'Etat du pavillon et prétend être dans un domaine ouvert au libre exercice de sa souveraineté. La France conteste cette compétence tant au point de vue du droit conventionnel, que du droit international.

Droit conventionnel. — La proposition turque faite à Lausanne en vue de l'extension de sa compétence à l'égard des étrangers, a été écartée. Par contre, la Convention de Lausanne « interprétée à la lumière des circonstances qui ont précédé son élaboration et des intentions nettement manifestées » montre sans équivoque possible, que la juridiction turque est incompétente pour connaître des poursuites pénales dirigées contre un Français à raison de délits commis hors la Turquie.

En examinant le *droit international*, il ne faut pas se baser sur les opinions doctrinales, qui ne sont pas l'expression du droit positif existant, mais sur les principes reconnus du droit des gens et les précédents jurisprudentiels.

Le droit des gens ne consacre pas pour un Etat le droit d'étendre la compétence de sa juridiction à des crimes ou délits commis par un étranger, à l'étranger, même si la victime est un ressortissant de cet Etat.

Le principe de la liberté des mers entraîne cette conséquence que les faits accomplis, en haute mer, à bord d'un navire, ne

relèvent que des tribunaux de l'Etat dont le navire porte le pavillon; et que les tribunaux de la victime ne peuvent être saisis.

Contrairement à ce que prétend la Turquie, l'abordage ne peut être localisé sur le navire coulé et l'idée de connexité, mise en avant pour justifier la compétence de ses tribunaux, ne trouve pas son application en droit international. De plus, le caractère fautif de l'abordage doit être examiné conformément aux règles nationales imposées au navire qui est lui-même placé sous la surveillance des autorités de l'Etat dont il dépend.

SECTION IV

Contre-mémoire turc (1)

Répondant au mémoire français, le contre-mémoire turc fait tout d'abord l'historique de l'article 28 du Traité de Lausanne et de l'article 15 de la Convention signée dans cette même ville. Le régime capitulaire auquel la Turquie était soumise a été aboli par le Traité de Lausanne, mais les Alliés tentent, suivant l'expression du Président de la Délégation turque, « d'instituer un système plus onéreux que celui des Capitulations ».

La proposition alliée limitant la compétence turque à son territoire, fut repoussée. Une contre-proposition de la Turquie demanda alors l'extension de sa juridiction aux crimes, délits et contraventions commis par les ressortissants des autres pays contractants, même sur le territoire d'un Etat tiers. Ce nouveau projet fut appuyé par les déclarations du Conseiller juridique de la délégation turque, Tahir-Bey, en ce termes :

(1) Publications de la Cour. Série C., n° 13, page 287.

« Il est de règle en droit pénal que les Cours et tribunaux d'un pays ont non seulement le droit de juger les crimes et les délits commis dans ce pays, mais aussi certains crimes et délits commis à l'étranger. Qu'en décidant que la compétence pour les matières pénales n'est pas simplement territoriale, le droit public a voulu rendre aussi difficile que possible l'impunité ».

Le contre-mémoire turc ne voit l'existence d'aucun lien entre les pourparlers auxquels ont donné lieu le projet allié, le contre-projet turc et, d'autre part, l'article 15.

Poursuivant l'examen du mémoire français, il y relève cette phrase : « La Turquie n'est pas fondée à réclamer aujourd'hui ce qui lui a été refusé lors de l'élaboration de la Convention de Lausanne ». La Turquie ne partage nullement ce point de vue. Elle estime qu'en se reportant aux négociations de Lausanne, la France donne à l'article 15 un sens restrictif inadmissible. Cet article, ajoute-t-elle, parfaitement net et précis, se suffit à lui-même et il n'est pas besoin, par voie d'interprétation, d'en altérer le sens et de lui attribuer une signification, pour le moins arbitraire. Une convention règle entre la France et la Turquie les questions de compétences judiciaires, elle se réfère, dans son article 15, « sans conditions, ni restrictions aux principes du droit international ».

§ 1. — *L'article 6 du Code pénal turc*

Le rédacteur du contre-mémoire turc s'est attaché dans la seconde partie de son exposé, à montrer que l'article 6 du Code pénal turc, n'est pas en contradiction des principes du droit international.

Il cite un juriste français, Travers, qui, dans un de ses ouvrages de droit pénal international, parlant de la loi pénale

d'un groupement affirme : « Que c'est une loi de défense sociale, et qu'elle doit frapper tous les faits qui peuvent être considérés comme portant atteinte au groupement, quel que soit le lieu de l'infraction et quelle que soit la nationalité du coupable ». Et ce même auteur ajoute : « Cette loi de défense sociale est compétente alors même que la loi répressive d'un autre groupement réclame également le droit d'agir ». (1) Le contre-mémoire turc s'associe aux opinions des juristes français pour tenter de justifier l'application de son droit pénal interne. Il s'appuie notamment sur l'opinion de Garraud pour qui « la protection des lois françaises doit s'étendre sur les nationaux en quelque lieu qu'ils se trouvent » (2). Le système de protection des nationaux, selon la thèse turque, est consacré par les législations positives étrangères, protectionnistes en matière pénale. Contrairement à ce qu'il est dit dans le mémoire français, le nombre des Etats s'attribuant le droit d'exercer des poursuites hors de leurs frontières est plus élevé que celui des Etats qui acceptent exclusivement le système territorial. Pour le rédacteur turc l'article 6 ne va pas à l'encontre des principes du droit international; en effet, les Etats sont, en vertu de leur souveraineté, libres d'élaborer à leur guise leur législation pourvu que celle-ci ne soit pas en contradiction des principes internationaux, admis et en vigueur.

La Turquie se prétend compétente en l'espèce pour entreprendre des poursuites pénales, d'après les règles suivantes :

- a) Règles du lieu du résultat du délit.
- b) Règles de la connexité du délit.
- c) Règles régissant l'abordage.

(1) Travers. Le Droit pénal international. T. I., page 13.

(2) Garraud. Droit pénal français, T. I., pages 399-400.

§ 2. — *Le lieu du résultat du délit*

Un navire en haute mer est le « champ d'action » des lois de l'Etat dont il porte le pavillon. Le Gouvernement turc déduit de cette règle, que la totalité des effets du délit s'est réalisée à bord du navire turc *Boz-Kourt*. Le lieu du délit c'est le territoire turc ; ce qui entraîne la compétence pénale des tribunaux turcs. Les systèmes de la territorialité de la loi pénale et de la protection donnent l'un et l'autre compétence à la juridiction du lieu où se sont produits les effets du délit.

§ 3. — *Délits connexes*

Il ne serait pas possible, dans un abordage, d'établir le délit, dit le contre-mémoire turc, si l'on ne poursuivait qu'une partie des prévenus. Aussi convient-il de déterminer le degré de culpabilité des officiers de quart des deux navires en présence. Une simple probabilité existe au sujet du délit ; et, dans le cas présent, cette idée de connexité a entraîné l'arrestation de l'officier du navire turc et celle du lieutenant français Demons.

§ 4. — *Abordage*

L'argumentation turque est la suivante : En matière d'abordage, il n'y a pas de principe de droit international. La Turquie a donc toute liberté pour exercer des poursuites pénales. Ou bien, partant de l'idée de protection des nationaux, c'est là loi pénale de la victime qu'il convient d'appliquer.

Enfin, le contre-mémoire turc conclut : « C'est au Gouvernement français qui, d'après le compromis d'arbitrage, se trouve être le demandeur, à prouver que la prétention de la Turquie, à affirmer sa compétence dans l'affaire qui nous occupe est bien

en contradiction des principes du droit international admis et en vigueur » (1). La France a prétendu, en effet, que les poursuites exercées par la justice turque allaient à l'encontre des principes du droit international. La Turquie a refusé d'admettre ce point de vue. D'où la rédaction du compromis de Genève. Mais l'auteur turc estime que le mémoire français n'a pas apporté la preuve qu'il existe un principe international s'opposant à l'extension de la juridiction turque dans l'affaire du *Boz-Kourt-Lotus*. Les poursuites engagées par le tribunal de Constantinople se trouvent ainsi justifiées.

SECTION V

L'arrêt de la Cour permanente de justice internationale

Point de droit :

« La Cour ayant été saisie de la présente affaire au moyen de la notification d'un compromis, conclu par les parties en cause, c'est dans les termes de ce compromis plutôt que dans les conclusions des parties qu'elle doit rechercher quels sont les points précis sur lesquels il lui appartient de se prononcer » (2). Ainsi, après un bref examen du point de fait, débute l'arrêt de la Cour; on voit déjà l'importance effective du compromis de Genève qui contient en lui-même une mise en demeure faite aux juges de rechercher dans le droit international un principe parfaitement déterminé, universellement admis qui aurait été violé par la Turquie à la suite des poursuites engagées par elle contre le lieutenant Demons.

(1) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 13. Contre-mémoire turc, page 313.

(2) Publications de la Cour permanente. Série A., n° 10. Recueil des arrêts, page 12.

Présenter le problème sous cette forme, c'était le résoudre. Néanmoins, il est nécessaire de connaître les points essentiels de cet arrêt, et cette connaissance est d'autant plus utile qu'on se trouve en présence d'une décision grosse de conséquences.

§ 1. — *La Notion de Connexité*

La mort des huit marins et passagers turcs peut être considérée comme la conséquence directe de l'abordage. Cette relation de cause à effet n'a pas été contestée par le Gouvernement français, ce qui permet à la Cour de préciser sa pensée au sujet de la notion de connexité, notion que le Gouvernement turc a fait sienne. Le droit français, dit-elle, connaît la connexité par unité du temps et du lieu, donc en l'espèce, les poursuites contre le capitaine du vapeur turc et celles dirigées contre le lieutenant du *Lotus*, sont considérées comme une unité. L'abordage survenu constitue un ensemble de faits dont l'examen doit être confié à une même juridiction, étant donné cette connexité et cette unité. Délits indivisibles ? Oui, dit la Cour. La Turquie est compétente ; la connexité entraîne cette compétence.

§ 2. — *L'article 15 de la Convention de Lausanne*

Cet article renvoie les parties contractantes aux principes du droit international, en matière de compétence judiciaire.

Pour le Gouvernement français, le sens précis de cet article se dégage des travaux préparatoires qui ont précédé sa rédaction définitive. La Cour estime, au contraire, « qu'il n'y a pas lieu de tenir compte de ces travaux, si le texte d'une convention est en lui-même suffisamment clair ». C'est le cas de l'article 15 dans lequel les mots « principes du droit international » indiquent bien qu'il s'agit du droit international en vigueur entre

toutes les nations faisant partie de la communauté internationale (1).

§ 3. — *Le titre de compétence*

Le titre de compétence de la Turquie devrait trouver sa base dans le droit international, dit le Gouvernement français. Alors que, d'après la thèse turque, l'article 15 est considéré comme admettant la compétence judiciaire turque, dans tous les cas ou cette compétence ne va pas à l'encontre d'un principe de droit international. Et c'est là qu'apparaît à nouveau le compromis dont la Cour s'est inspirée si largement. Selon le compromis, dit l'arrêt, il s'agit de formuler les principes qui, « éventuellement, auraient été violés par ces poursuites ». Ayant ainsi posé le problème, la Cour fait la distinction suivante : Si, au point de vue international, la juridiction est territoriale, il est également vrai de dire que le droit international n'interdit pas à un Etat d'exercer, sur son propre territoire, sa juridiction, à l'occasion de faits qui se sont déroulés à l'étranger. Actuellement, et d'une façon générale, aucune interdiction n'existe en ce sens. Aussi est-ce pour cette raison que des conventions sont intervenues entre différents Etats en vue de pallier aux inconvénients inhérents à cette liberté. Une semblable argumentation permet à la Cour d'ajouter que, sous réserves des limites tracées par le droit international à la compétence d'un Etat, ce dernier trouve toujours dans sa propre souveraineté, un titre de compétence, à l'égard des étrangers. On ne pouvait mettre plus ouvertement en opposition le droit interne et le droit international, la netteté de l'un et le caractère encore imprécis de l'autre.

(1) Publications de la Cour permanente. Série A., n° 10. Arrêt de la Cour *Affaire du Lotus*, page 17.

§ 4. — *Le principe de la territorialité du droit pénal*

Généralement, à la base de toutes les législations on rencontre ce principe. Mais on constate aussi que nombreuses sont les législations qui, dans des cas déterminés, étendent leur action au delà des limites de leur territoire. « La territorialité du droit pénal n'est pas un principe absolu du droit international et ne se confond aucunement avec la souveraineté territoriale » (1). Faut-il admettre que le principe de la liberté, au nom duquel chaque Etat peut régler sa législation, à sa guise, s'étend à la compétence judiciaire en matière pénale ? Ou bien que le seul principe de la territorialité de la loi pénale, s'oppose à l'extension hors des frontières de chaque Etat, de la compétence de ses tribunaux. Selon ce second point de vue, les exceptions au principe de la territorialité ne reposeraient donc que sur des « règles permissives spéciales » faisant partie intégrante du droit international. Ces règles découleraient soit d'une convention expresse, soit d'une coutume ayant force de droit.

La Cour insiste tout particulièrement sur ce point. Que l'on choisisse l'un ou l'autre des deux systèmes, il importe de rechercher si oui ou non, le droit international comporte un principe interdisant à la Turquie, dans le cas actuel, toutes poursuites contre le lieutenant Demons. Ce principe existe-t-il dans le droit international général, auquel renvoie l'article 15 de la Convention de Lausanne ? C'est par cette question extrêmement précise que la Cour aborde le fond du différend qui lui est soumis. Mais poser ainsi le problème, n'est-ce pas laisser entrevoir sa solution ? Quoi qu'il en soit, la Cour examine en premier

(1) Publications de la Cour permanente. Série A., n° 10, page 20.

lieu ce qu'elle appelle « les allégations » faites par le Gouvernement français. Elle en distingue trois essentielles :

a) « Le droit international ne permettrait pas à un Etat de poursuivre les délits commis à l'étranger par des étrangers, en raison seulement de la nationalité de la victime. Tel serait le cas en l'espèce, car le délit devrait être considéré comme ayant été commis à bord du navire français ».

b) « Le droit international reconnaîtrait la compétence exclusive de l'Etat du pavillon pour tout ce qui se passe à bord d'un navire dans la haute mer ».

c) « Enfin, ce principe s'imposerait avec une force toute particulière lorsqu'il s'agit d'un fait d'abordage. ».

Se référant au premier argument, la Cour indique qu'elle juge inutile d'examiner la thèse selon laquelle un Etat ne pourrait punir les délits commis à l'étranger par un étranger, en raison seulement de la nationalité de la victime. En l'espèce, la nationalité de la victime n'est pas le seul critère sur lequel repose la compétence pénale. Les poursuites pénales engagées par les tribunaux turcs peuvent être justifiées aussi « au point de vue du principe dit de la territorialité », en considérant le lieu où s'est manifesté un des éléments constitutifs du délit, où se sont produits les effets de ce délit. On voit à quel point triomphe la turque dont les bases essentielles de son argumentation reposent sur les notions de connexité et de localisation du délit à bord du navire turc. Par conséquent, dit la Cour, étant donné que les effets du délit se sont manifestés sur le navire turc, il n'y a pas de règle de droit international défendant à la Turquie d'exercer des poursuites pénales à l'égard du lieutenant du *Lotus*.

Le deuxième argument invoqué dans la thèse française, vise la loi du pavillon. Compétence exclusive de l'Etat vis-à-vis du

navire sur lequel flotte son pavillon, pour tous les faits qui se passent en haute mer. La Cour ne conteste pas ce principe duquel elle rapproche celui de la liberté de la mer. Le navire en haute mer, est une portion du territoire de l'Etat à l'autorité duquel il se trouve soumis. Mais l'Etat ne doit pas exercer sur ce navire des droits dépassant ceux qu'il exerce sur son territoire proprement dit. L'acte délictueux est commis à bord d'un navire en haute mer, mais ses effets se produisent sur un navire de nationalité différente. On doit alors considérer qu'il s'agit de deux territoires d'Etats différents. Aucune règle de droit international ne s'oppose donc aux poursuites pénales engagées contre le délinquant par l'Etat sur le territoire duquel le délit a été commis. De l'avis de la Cour, la France s'est efforcée de démontrer l'existence d'une pareille règle en invoquant la doctrine, la jurisprudence nationale et internationale et certaines conventions, sans toutefois y parvenir. Il est exact, en effet, que la majorité des auteurs enseignent que les navires en pleine mer, sont soumis exclusivement à la juridiction de l'Etat du pavillon. Mais la plupart d'entre eux arrivent à cette conclusion que, les délits commis sur un navire doivent être considérés comme s'ils avaient été commis sur le territoire de l'Etat dont le navire porte le pavillon. Les règles de chaque législation, même en présence de ces délits particuliers, trouvent leur application sans heurter un principe de droit international nettement défini.

Quant aux précédents, la Cour se borne à mentionner celui qui a mis en présence les Etats-Unis et l'Angleterre.

Un marin anglais, John Anderson, avait commis un homicide à bord d'un navire américain. Les Etats-Unis demandaient l'extradition du meurtrier. L'Angleterre refusa. Elle ne contestait pas la compétence de la juridiction américaine, mais elle préten-

daît avoir le droit d'exercer la sienne concurremment. Cela prouve, dit l'arrêt, que le « principe de la juridiction exclusive du pays du pavillon n'est pas universellement admis » (1).

Enfin, même lorsque les conventions réservent expressément cette juridiction, il est à remarquer que les délits spéciaux prévus ne visent que l'intervention d'un seul navire : traite des esclaves, endommagement des câbles sous-marins, pêche. Le Gouvernement français développant son troisième argument, note que si les questions de compétence, en matière d'abordage, sont fréquentes devant les juridictions civiles, la jurisprudence des tribunaux repressifs est, par contre, fort peu abondante. Les poursuites pénales se déroulent donc presque toujours devant les tribunaux de l'Etat du pavillon. C'est la preuve d'un consentement tacite entre les Etats et de l'existence d'une règle de droit international positif, dans les cas d'abordage. Cette conclusion la Cour ne l'admet pas. Pour elle, il n'y a pas de consentement tacite unanime, mais une simple abstention de la part des Etats, d'exercer des poursuites pénales (2).

Les différentes décisions de tribunaux nationaux qui ont été citées par les parties à l'appui de leur thèse respective montrent combien est divisée la jurisprudence. De ce manque d'unité de vue, la Cour conclut à l'inexistence d'une règle restrictive de

(1) Publications de la Cour permanente. Série A., n° 10, page 27.

(2) A ce sujet la Cour s'exprime ainsi dans son arrêt : « Même si la rareté des décisions judiciaires que l'on peut trouver dans les recueils de jurisprudence était une preuve suffisante du fait invoqué par l'agent de Gouvernement français, il en résulterait simplement que les Etats se sont souvent abstenus, en fait, d'exercer des poursuites pénales, et non qu'ils se reconnaissent obligés de ce faire; or, c'est seulement si l'abstention était motivée par la conscience d'un devoir de s'abstenir que l'on pourrait parler de coutume internationale ». Publication de la Cour. Série A., n° 10, page 28.

droit international, en matière d'abordage. Il n'y a donc pas de règle internationale relative aux cas d'abordages. Pas de compétence exclusive aux tribunaux de l'Etat du pavillon. Dans le cas actuel, l'abordage met en présence deux juridictions d'Etats différents. L'acte constituant le délit se manifeste sur le navire français, mais ses effets se produisent exclusivement sur le navire turc. Entre l'acte initial et les effets, naît une indivisibilité juridique absolue. On se trouve en présence d'un cas de juridictions concurrentes.

Les arguments invoqués par le Gouvernement français, dit la Cour, dans sa conclusion, « ne démontrent pas l'existence d'un principe de droit international qui excluerait la compétence de la Turquie d'entreprendre les poursuites contre le lieutenant Demons » (1). La Turquie, en intentant « en vertu de la liberté que le droit international laisse à tout Etat souverain » les poursuites pénales en question, n'a pas agi en contradiction des principes du droit international aux termes du compromis étant donné l'absence en droit international de règles spéciales restrictives visant les cas d'abordage.

(1) Publications de la Cour permanente. Série A., n° 10. Arrêt, n° 9, page 31.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE I

Les Précédents

Leur valeur respective dans l'affaire du « Lotus » et plus généralement au regard du droit international.

L'examen, même rapide, de quelques conflits internationaux devait être fait à cette place. Il permet de rappeler que certains problèmes posés dans l'affaire du *Lotus-Boz-Kourt*, ont, dans le passé, donné lieu entre Etats à des controverses, à des mises au point et aussi à des accords consacrant telle règle particulière, tel principe fondamental du droit international. Ainsi est-on amené à rechercher les raisons qui s'opposaient, dans l'affaire d'abordage du *Lotus*, à l'application de principes jadis admis.

§ 1. — L'affaire du « *Franconia* »

L'affaire du *Franconia*, qui a été invoquée à l'appui de la thèse française, vise un cas d'abordage et d'homicide par imprudence très voisin de celui du *Boz-Kourt-Lotus*.

Voici les faits : En février 1876, un navire allemand, le *Franconia*, aborda un navire anglais, le *Strathclyde*, à moins d'une lieue des côtes anglaises. Le *Franconia* toucha Douvres où

le capitaine du navire allemand fut arrêté et jugé par la Cour centrale criminelle de Londres. On avait retenu contre lui le délit d'homicide par imprudence, un passager anglais ayant trouvé la mort dans la collision. Le jury rendit un verdict de culpabilité, mais le juge sursit à prononcer la condamnation, attendant que la « Cour Of Crown Cases Reserved » se soit prononcée sur la question de compétence des tribunaux anglais en pareille matière. Par sept voix contre six la Cour décida que l'exception d'incompétence soulevée par le capitaine allemand était valable. Les tribunaux anglais étaient donc incompétents pour poursuivre pénalement un officier d'une marine marchande étrangère, responsable d'un abordage. Deux points essentiels, soulevés par cet abordage, durent être envisagés par la Cour anglaise. Le délit commis dans les eaux territoriales entraînait-il l'application du droit anglais ? Ne fallait-il pas considérer ce délit comme commis à bord du navire anglais, ce qui aurait déterminé la compétence de la juridiction britannique ? Or, la Cour anglaise assimila, d'une part, les eaux territoriales à la haute mer et, d'autre part, repoussa la localisation du délit sur le navire abordé. L'incompétence des tribunaux de l'Etat du navire abordé se trouvait ainsi affirmée. Le contre-mémoire turc fait observer que cette décision a provoqué un certain émoi en Angleterre, qui s'est traduit par l'élaboration d'une loi dont les dispositions sont diamétralement opposées à l'opinion de la Cour. Cette loi, du 16 août 1878, contient, en effet, un article 2 ainsi conçu : « Une infraction commise par un individu, sujet ou non de sa Majesté, dans les eaux territoriales, tombe sous la juridiction de l'Amiral même si elle est commise à bord d'un navire étranger. » Cette loi ne vise toutefois, que les infractions qui ont eu pour théâtre les eaux territoriales. Quant à la haute mer, le législateur anglais ne

croit pas qu'il soit nécessaire de préciser que seul le droit international doit s'y appliquer. Il n'en parle donc pas.

Cependant, la thèse turque rejette le précédent du *Franconia* qui n'aurait aucun rapport avec l'affaire du *Lotus*, alléguant que les juges anglais ont examiné la question de compétence en matière d'abordage uniquement du point de vue du droit interne. Mais M. le professeur Basdevant a su rappeler à la Turquie, devant la Cour, la « fameuse maxime » selon laquelle le droit international, dans toute son étendue, fait partie du droit de l'Angleterre.

Pourrait-on d'ailleurs ignorer le droit international, lorsque sont en présence deux navires de nationalité différente et qu'un litige éclate ?

Le représentant de la France a tenu, en outre, à montrer dans sa plaidoirie que si la loi de 1878 reconnaît la compétence des tribunaux anglais dans les eaux territoriales, elle « base cette compétence sur un titre territorial » et non sur la qualité, sur la nationalité de la victime ou sur le pavillon du navire abordé, comme la Turquie prétend le faire, même en présence de faits qui ont eu leur manifestation en haute mer. Et il précise à ce sujet : « L'Angleterre a implicitement admis que le droit international autorisait l'Etat souverain à exercer sa compétence pénale pour les faits accomplis dans ses eaux territoriales ». Cette affirmation « au profit de l'Etat riverain n'a de raison d'être et d'objet que si le droit international ne reconnaît pas la compétence de l'Etat du navire abordé d'une manière générale, c'est-à-dire même dans le cas où l'abordage se produit en haute mer » (1).

(1) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 13. Discours prononcé par M. Basdevant, page 61.

L'Angleterre n'a pas voulu ignorer le droit international et a pris soin, au contraire, de ne pas agir à son encontre. On ne peut d'ailleurs pas considérer dans l'état actuel du droit, l'extension de la juridiction pénale britannique aux eaux territoriales comme une atteinte aux principes généraux du droit des gens. Plus spécialement, en ce qui concerne la localisation du délit, le point de vue anglais a fait intervenir *l'élément intentionnel* de l'infraction. La Cour des cas réservés à la Couronne a écarté le moyen tendant à justifier la compétence des tribunaux anglais, et selon lequel le décès, conséquence de l'abordage, se serait produit à bord du navire anglais.

A ce sujet, Sir Robert Phillimore constatait après l'instruction, que le capitaine du *Franconia* n'avait pas *l'intention* de nuire aux passagers du navire anglais, qu'il s'était évidemment rendu coupable de négligence, d'imprudence ou de maladresse, mais que le décès d'un passager du *Strathclyde* n'était pas la conséquence directe de son fait. En effet, ajoutait-il, parlant de l'officier allemand, « il n'a pas abandonné le pont de son navire et n'a lancé aucun projectile sur l'autre navire, on ne peut dire qu'il ait été soit réellement, soit fictivement sur le pont du navire anglais » (1). Donc, pas de compétence aux tribunaux anglais pour des actes commis par un étranger se trouvant en dehors du champ d'application de la législation anglaise. De ce qui précède, on voit que l'affaire du *Franconia* se rapproche de l'affaire du *Lotus* et qu'elle constitue bien une application des principes généraux du droit international. La Cour ne pouvait négliger ce précédent.

(1) Citation du Contre-mémoire du Gouvernement français. Publications de la Cour permanente de justice, page 254.

D'ailleurs, l'article 38 de son statut dispose qu'elle doit appliquer notamment les décisions judiciaires comme « moyen auxiliaire pour la détermination des règles de droit... »

§ 2. — *L'affaire Cutting*

Cette affaire mettait en présence deux conceptions juridiques opposées; celle des Etats-Unis et celle du Mexique.

Un citoyen américain, Cutting, avait écrit et fait publier sur le territoire des Etats-Unis un article calomnieux mettant en cause un citoyen mexicain. La publication qui reproduisait cet article franchit la frontière. Les autorités mexicaines en eurent connaissance et le 23 juin 1886 Cutting, qui se trouvait alors sur le territoire mexicain, fut arrêté. Des poursuites furent engagées contre lui conformément à l'article 186 du Code pénal mexicain, punissant les infractions commises contre un citoyen mexicain, par un étranger, même en territoire étranger. Il suffisait seulement pour que cette disposition pénale puisse jouer, que l'auteur de l'infraction fut arrêté au Mexique. Le Ministre des Etat-Unis à Mexico qualifia l'arrestation du sieur Cutting « d'illégale » et demanda sa mise en liberté.

Il est hors de doute que le rédacteur de l'article tendancieux avait eu l'intention de nuire à un mexicain résidant au Mexique et qu'il avait fait en sorte que le journal dans lequel figurait son article y soit répandu. On est en présence d'un délit de presse, « continu ». L'infraction qui avait pris naissance sur le territoire des Etats-Unis s'était prolongée, continuée sur le territoire mexicain. Aussi le Gouvernement mexicain ne manqua pas de souligner que le délit avait en quelque sorte pris « consistance » sur son territoire, attendu que le journal publiant l'article incriminé avait été distribué dans une ville mexicaine, selon la vo-

lonté même du sieur Cutting. Il était incontestable que la loi mexicaine avait été violée sur le territoire où elle s'exerçait normalement et celui qui l'avait enfreint tombait sous le coup de la législation répressive mexicaine. En se plaçant au point de vue mexicain, il semblait bien que les poursuites dirigées contre Cutting se justifiaient pleinement. L'argument tiré de l'article 186 qui consacrait une règle dont ceux qui s'en réclamaient constituaient une minorité, pouvait être écarté. La nature même du délit pouvait justifier l'arrestation du citoyen américain.

C'était un délit continu qui, en effet, avait été consommé en pays mexicain. Les autorités mexicaines étaient alors intervenues pour protéger un de leurs nationaux, au nom de son intérêt lésé sur le territoire national. Logiquement, c'était le seul argument en faveur de la thèse mexicaine : démonstration que le délit avait été commis et perpétré au Mexique. En matière répressive et surtout à cette époque, l'extension de la juridiction répressive extra-territoriale n'avait été accueillie que par un nombre infime d'Etats civilisés. Ceux d'ailleurs qui revendiquaient ce droit d'extension de leur législation interne, en faisaient un droit de protection et de défense. Et on peut penser qu'ils n'en concevaient la mise en œuvre qu'exceptionnellement et lorsque les intérêts de leurs nationaux gravement compromis, pouvaient entraîner des conséquences graves. Est-ce dans ces conditions que le Gouvernement de Mexico pouvait faire l'application de ce système répressif intégré dans l'article 186 de son Code pénal ? Était-il en présence d'un de ces cas exceptionnels par sa gravité ? Le doute était permis. Sur le terrain du droit international, la thèse mexicaine devenait insoutenable. En faisant appel aux principes du droit international les Etats-Unis étudièrent ce conflit et sortant du cadre étroit du cas d'espèce qu'était

l'affaire Cutting, ils donnèrent une portée très générale à leur intervention. C'est ainsi que leur président Cleveland, en décembre 1886 (1), tint à préciser le point de vue du Gouvernement américain. Il déclara tout d'abord la prétention du Mexique « sans fondement d'après les principes du droit et les usages internationaux ». Tout l'intérêt de cette affaire est dans cette référence au droit international, banale polémique en elle-même que cette affaire Cutting, mais qui revêt un caractère tout particulier si l'on considère le souci des représentants des Etats-Unis, de fixer avec précision, le droit des gens en regard du droit de punir. La prétention mexicaine, selon eux, fait naître une double responsabilité pour les citoyens et détruit « cette certitude du droit qui est essentielle à la liberté » (2).

Puis, c'est le Secrétaire d'Etat Bayard, qui, à son tour, précise la conception américaine : « Nul principe n'est mieux établi que celui d'après lequel les lois pénales d'un pays n'ont pas de force extra-territoriale » (3). Examinant les législations en vigueur en Europe, il note que la majorité des Etats n'admettent pas la règle mexicaine. Et il conclut à l'abrogation de l'article 186 du Code pénal mexicain, comme contenant une « prétention attentatoire à la souveraineté indépendante d'un Etat voisin et ami ». Il n'est pas sans intérêt de noter que cette affaire se termina par la signature, le 22 février 1899, d'un traité d'extradition entre les Etats-Unis d'Amérique et le Mexique; aux termes de ce traité, chacune des parties contractantes s'enga-

(1) Il est à remarquer qu'à cette date, le citoyen américain Cutting, avait été mis en liberté, après désistement du plaignant.

(2) Citation. Mémoire français. Publications de la Cour permanente de justice internationale. Série C., n° 13, page 186.

(3) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 13. Mémoire français, page 186.

geait à ne pas exercer sa juridiction répressive à l'égard de crimes commis sur le territoire de l'autre.

Toute l'importance de ce précédent réside dans le fait qu'une solution internationale, matérialisée en un acte écrit, mettait fin à un conflit international de juridiction et stipulait, en outre, pour l'avenir.

Le Gouvernement américain ne s'était d'ailleurs pas contenté de formuler, officiellement, sa façon de voir. Il avait étudié avec soin, au point de vue juridique, ce que devait être la compétence d'un Etat au sens strictement international. Cette étude était contenue dans le « report on Extraterritorial crime and the Cutting Case », étude très complète dans laquelle, après avoir examiné la doctrine, on passait en revue les différentes législations étrangères, sans négliger l'examen approfondi de la jurisprudence des cours, notamment, celles de France et d'Angleterre.

Ce rapport indiquait expressément qu'il n'existait aucun principe de droit international, reconnaissant à un Etat, le droit d'étendre sa juridiction à des étrangers, pour des actes accomplis sur un territoire étranger. Qu'une semblable extension des législations internes, ne pouvait être admise qu'après accord des législations positives. Qu'en tous cas, une telle prétention constituait un danger, car elle tendait à soumettre à une double responsabilité et même à une responsabilité indéfinie, un individu tel que le sieur Cutting. Quelles appréciations a suscité la citation, par le représentant français à La Haye, de l'affaire Cutting ?

La Turquie a estimé que cette affaire était exclusivement politique et qu'elle n'offrait aucune analogie avec celle du *Lotus*. Formuler une telle objection, n'est-ce pas vouloir méconnaître

l'étude sérieuse et consciencieuse à laquelle s'était livré le Gouvernement des Etats-Unis avec le légitime souci de faire reposer sa thèse sur les bases mêmes du droit international. Par contre, le professeur Fedozzi, dans sa consultation, annexée au mémoire turc, tire argument du traité d'extradition signé par les Etats-Unis et le Mexique et il va jusqu'à prétendre que l'examen de ce traité est favorable à la thèse turque. En particulier, le principe selon lequel les tribunaux d'un Etat sont incompétents pour connaître des crimes commis hors de son territoire, par des étrangers, admet une exception dans le cas de malversation de fonds publics, ce qui, à son avis, fait « fléchir » la base même du principe posé. Enfin, il estime qu'un traité réglementaire ne peut être obligatoire pour les Etats qui n'ont pas concouru à son élaboration ou qui n'y ont pas apporté, postérieurement, leur adhésion (1). M. le professeur Mercier, a, de son côté, fait connaître son opinion dans un mémoire analogue et il se borne à dire que la thèse soutenue par le Gouvernement américain « ne paraît plus répondre exactement aux tendances actuelles de ce pays (2). Ces critiques ne sont pas probantes. L'exception admise, dans le cas de malversation de fonds publics n'enlève rien à la portée de la règle posée par le traité d'extradition. Cette exception est un de ces cas très spéciaux, dont il sera question plus loin, qui trouvent leur raison d'être dans un ensemble de faits mettant en cause des intérêts généraux particulièrement importants et, en un mot, l'existence même de l'Etat. Le droit international actuel montre qu'une règle de droit inter-

(1) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 13 ... Observations de M. le professeur Fedozzi, pages 338 à 340.

(2) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 13 ... Consultation de M. le professeur Mercier, page 414.

national, contenue dans un traité ou englobée dans une coutume, alors même qu'elle n'aurait pas reçu l'approbation de tous, tend malgré tout, à s'imposer à tous. M. le professeur Mercier semble avoir négligé cet aperçu nouveau du droit des gens.

En résumé, et malgré toutes ces critiques rapidement énoncées, il n'en reste pas moins vrai que l'affaire Cutting est un précédent d'une importance considérable. Elle a donné, en effet, naissance à une controverse qui fut portée dès l'origine sur le terrain du droit international. Un « tour d'horizon » du droit international a été effectué, à cette époque par le Gouvernement des Etats-Unis, mise au point indispensable dont la nécessité a été reconnue par la signature d'un traité d'extradition qui dépasse singulièrement les limites ordinaires des relations diplomatiques et qui, en raison des problèmes soulevés, a pris logiquement sa place, dans le droit international.

§ 3. — *L'affaire du « Costa Rica Packet »*

Le capitaine Carpenter, commandant un navire baleinier britannique, le *Costa Rica Packet*, avait rencontré, en pleine mer, une pirogue abandonnée. Ayant fait mettre une embarcation à la mer, il avait accosté la pirogue et s'était approprié les marchandises dont elle était chargée. Trois années après, le *Costa Rica Packet* touchait un port des Indes néerlandaises : Ternante. Carpenter fut alors arrêté et poursuivi en vertu d'une sentence de la Cour de justice de Macassar. C'était en janvier 1891. Les autorités judiciaires de cette colonie avaient retenu contre lui le délit d'appropriation frauduleuse de marchandises appartenant à un citoyen néerlandais, infraction qui, d'après le mandat d'arrêt, avait été commise à moins de 3 milles des côtes néerlandaises. Carpenter fut relâché après l'interven-

tion du Gouverneur des Etablissements des Détroits. L'instruction avait d'ailleurs montré qu'en réalité le délit avait eu lieu à plus de 3 milles de distance des côtes, donc en haute mer. Néanmoins, le Gouvernement britannique demanda des dommages-intérêts en faveur du capitaine du *Costa Rica Packet* pour arrestation illégale.

Les deux Gouvernements anglais et néerlandais se mirent d'accord pour soumettre leur différend à un arbitre et signèrent un compromis le 16 mai 1895. Cet arbitre, désigné par le tsar Nicolas II, fut M. Martens, conseiller au Ministère des Affaires étrangères de Russie. Deux questions étaient soumises à son appréciation : 1° les autorités néerlandaises étaient-elles compétentes pour connaître du délit reproché au sieur Carpenter, commandant du navire *Costa Rica Packet* ?

2° Dans la négative, le Gouvernement néerlandais devait-il une indemnité ? Le Gouvernement britannique soutint que les faits s'étaient déroulés en haute mer, qu'en conséquence la loi anglaise était seule applicable. Or, à aucun moment, ce premier point n'a été contesté par le Gouvernement des Pays-Bas lui-même. Celui-ci combat la thèse anglaise, en s'appuyant sur ce fait, que le délit dont s'était rendu coupable Carpenter avait été commis à bord de la pirogue néerlandaise et que la compétence des tribunaux néerlandais en découlait. L'argumentation du Gouvernement néerlandais nous paraît exacte. Le navire britannique et la pirogue se trouvaient bien en haute mer et, suivant l'expression même de M. Martens, « constituaient des parties détachées du territoire de l'Etat dont ils portaient le pavillon ». Mais l'appropriation frauduleuse des marchandises appartenant à un ressortissant des Indes néerlandaises, s'est accomplie sur la pirogue. Le capitaine anglais a quitté le pont de

son navire. Il s'est embarqué sur une chaloupe soumise encore, il est vrai, à la loi britannique, mais en abordant la pirogue, et surtout en procédant aux opérations de transbordement qui consistaient à faire passer, sur le navire anglais, des marchandises prises sur ladite pirogue, le délit se localisait alors sur cette dernière, donc sur le territoire néerlandais. Ce précédent doit être rapproché du cas du *Boz-Kourt-Lotus*.

Dans l'affaire du *Costa Rica Packet*, on est en présence d'une localisation très nette du délit. Le capitaine du navire a quitté son bord, avec l'intention de s'approprier certains objets, — acte volontaire. Le délit a été consommé sur une embarcation abandonnée, en pleine mer, mais dépendant malgré tout d'un Etat. M. Valéry, dans un article publié en 1898 (1), critique l'opinion de M. Martens, estimant que le Gouvernement anglais « n'était guère en droit de blâmer la conduite des autorités hollandaises et, par conséquent, de réclamer une indemnité ». Il dit notamment : « La pirogue, à la dérive, ne continuait pas moins à appartenir à un sujet hollandais ». On a prétendu que cette pirogue constituait une épave dangereuse pour la navigation et que l'amariner était un devoir. M. Valéry reconnaît l'exactitude de cette proposition mais, d'après lui, le capitaine Carpenter, qui avait pris en remorque l'épave, puis l'avait coulée, aurait dû rendre compte de son acte au premier port où il avait relâché : ce port étant néerlandais et l'infraction devenant parfaite à partir de ce moment, la compétence des tribunaux néerlandais ne pouvait être contestée. Rien de semblable dans l'attitude du lieutenant Demons, officier de quart à bord du *Lotus*. On ne trouve aucun des mêmes éléments carac-

(1) Revue Générale de Droit international public, 1898.

térisant le délit et déterminant le lieu du délit. Mais l'affaire du *Costa Rica Packet* a une importance plus grande encore au regard des principes généraux du droit international. Les parties elles-mêmes ont admis d'un commun accord l'existence d'une règle de droit international en vertu de laquelle les faits qui ont eu lieu en haute mer, sont, au point de vue pénal, justiciables des tribunaux de l'Etat du pavillon du navire sur lequel ils se sont produits (1). Cette règle rejette, par contre, la compétence des tribunaux de l'Etat de la victime. C'est cette unité de vue relative à l'application d'un principe de droit international qui donne à cette affaire son véritable intérêt. Ainsi, l'examen des objections concernant la nature de la pirogue néerlandaise, assimilée à une épave sans nationalité ou de nationalité douteuse, passe au second plan. Une différence essentielle sépare toutefois le cas du baleinier britannique de celui du *Boz-Kourt-Lotus*. Dans l'un, le délit a été commis sur un seul des deux navires en présence. Dans l'autre cas, au contraire, l'acte délictueux s'est manifesté sur un navire et ses effets se sont fait sentir sur l'autre. Qu'importe, en définitive, que l'affaire du *Costa Rica Packet* ne soit pas identique à celle du

(1) La sentence arbitrale de M. Martens, conclut à l'incompétence des autorités néerlandaises en ces termes : « Considérant... que la souveraineté de l'Etat et l'indépendance de ses autorités judiciaires ou administratives ne saurait prévaloir jusqu'à supprimer arbitrairement la sécurité légale qui doit être garantie tant aux étrangers qu'aux régnicoles sur le territoire de tout pays civilisé — attendu que la pirogue flottant à l'abandon en mer et arrêtée en janvier 1888 par le sieur Carpenter, capitaine du *Costa Rica Packet*, fut saisie par celui-ci incontestablement en dehors de la mer territoriale des Indes néerlandaises; que l'appropriation de la cargaison de ladite pirogue par le sieur Carpenter ayant eu lieu en pleine mer, n'était pas justiciable que des tribunaux anglais ».

Lotus. Il suffit de retenir qu'une sentence arbitrale, visant une question de droit international, et en accord complet avec les parties en présence, a posé la compétence exclusive de l'Etat du pavillon en haute mer.

CHAPITRE II

Les opinions dissidentes

MM. Loder, ancien président de la Cour permanente, Weiss, vice-président et Lord Finlay, MM. Nyholm et Altamira, juges, ne se rallièrent pas à l'arrêt rendu par la Cour. Chacun d'eux donna les raisons de son attitude sous la forme d'un exposé qui a été publié à la suite dudit arrêt. (Publications de la Cour permanente. Série A, n° 10. Recueil des arrêts, page 34 et suivantes) (1).

L'examen de ces exposés permettra de noter les traits essentiels qui se dégagent des diverses opinions exprimées par des personnalités particulièrement qualifiées en matière de droit international. Après avoir analysé séparément chaque opinion, il sera intéressant de chercher à dégager les points communs qui ont recueilli une approbation presque unanime auprès de cinq juges de la Cour permanente.

1° *Opinion dissidente de M. Loder (Pays-Bas)*

Il n'y a pas en droit international de règle prohibitive s'opposant, de façon formelle, aux poursuites engagées par un Etat contre un délinquant étranger ayant commis son acte, hors du

(1) Juges constituant la majorité de la Cour : MM. Huber (Suisse), président, de Bustamante (Cuba), Oda (Japon), Anzilotti (Italie), Pessôa (Brésil), juges. — Freizi-Daim Bey (Turquie), juge national.

territoire de cet Etat. En conséquence, la Turquie prétend avoir été autorisée à poursuivre le lieutenant Demons, par l'absence de toute règle prohibitive.

La Cour admet cette thèse. M. Loder regrette de ne pouvoir partager son avis. Quant à lui, cette thèse semble peu concordante avec l'esprit du droit international qui repose sur un ensemble de convictions générales, de règles admises par une majorité d'Etats.

Ces règles peuvent subir des modifications sous l'influence de cette majorité, mais en aucun cas, des lois nationales, acceptées par une minorité, ne doivent y porter atteinte. La force obligatoire d'une loi nationale ne s'exerce d'ailleurs pas hors du territoire national en raison de la souveraineté et de l'indépendance des Etats. « C'est le postulat même de l'indépendance interétatique » (1). Or, le droit de juridiction est un des attributs de la souveraineté et il ne saurait s'étendre aux délits commis par un étranger à l'étranger, sans heurter la souveraineté de cet Etat étranger. Telle est la conséquence logique des principes de la souveraineté et de l'indépendance. Et, le représentant des Pays-Bas ajoute, que la présence ultérieure du coupable sur le territoire de l'Etat ne « saurait élargir la compétence de cet Etat » (2).

Mais on constate actuellement une évolution. Un certain nombre de législations admettent des dérogations à cette règle, lorsque les délits des étrangers à l'étranger visent la sûreté ou le crédit de l'Etat lui-même. Cette exception ne suffit pas à détruire la règle précédente. On peut donc soutenir que le système dit de « protection » soutenu par la Turquie n'est pas

(1) Opinion dissidente de M. Loder, page 35.

(2) Opinion dissidente de M. Loder, page 35.

admis en droit international positif. Le fait précis soumis à la Cour est un abordage qui, selon la thèse turque, est consécutif à la faute commune des deux navires. Le lieutenant Demons, officier de quart à bord du *Lotus* au moment de l'accident, est coupable d'homicide par négligence et ce délit s'est manifesté à bord du *Boz-Kourt*. Cela entraîne automatiquement la compétence des tribunaux turcs. Si le délit a été commis, comme le prétend la Turquie, sur le navire turc, par conséquent sur le territoire turc, les poursuites engagées à Constantinople ne peuvent être soumises à aucune critique. Toute la question réside dans la *localisation du délit*. Le lieu du délit est celui où se trouve le coupable. Le lieu de l'effet du délit est distinct. Ils ne se confondent que si l'auteur de l'acte délictueux a l'intention de nuire dans un autre lieu que celui où il se trouve, au moment où il agit. Dans le cas présent, cette confusion est impossible. L'intention de nuire n'existe pas. L'examen des manœuvres nautiques relève des autorités navales dont dépend le navire abordeur.

Du côté turc, il a été soutenu en outre qu'il y a connexité entre les manœuvres effectuées par les deux navires, avant et au moment de l'abordage. D'après M. Loder, cette thèse est dépourvue de fond. « Simultanéité n'est pas connexité. » Les deux manœuvres sont indépendantes l'une de l'autre. De plus, si la jonction des deux affaires, pour connexité, peut s'effectuer dans le cadre d'une législation nationale, le juge saisi étant compétent à l'égard de chacune d'elles, cette même jonction est impossible en matière internationale. « Connexité ne produit pas compétence. » Si le principe fondamental de l'indépendance et de la souveraineté des États, a subi exceptionnellement quelques atténuations, lorsqu'il s'agit du territoire ter-

restre, comme il a été indiqué ci-dessus, la loi du pavillon et la juridiction nationale ont conservé toute leur autorité à l'égard du navire en haute mer. Le navire de commerce est soumis exclusivement à la surveillance de l'Etat du pavillon. Il relève également de cet Etat, en matière pénale. Dans le cas présent, il est à remarquer que le lieutenant Demons s'est rendu coupable d'une prétendue fausse manœuvre résultant de l'inobservation des règlements nationaux. Il est responsable envers les autorités de son pays et seulement envers elles.

Et M. Loder conclut : « Il me paraît donc que la Turquie en s'arrogeant juridiction sur les actes d'un officier étranger, en fonction en haute mer sur un navire portant un pavillon étranger, a agi en contradiction du principe de l'indépendance et de la souveraineté des Etats » (1).

2° Opinion dissidente de M. Weiss (France)

Le Traité de Lausanne, du 24 juillet 1923, a aboli le régime des Capitulations. La Turquie est devenue l'égale des autres Etats, n'ayant comme eux « d'autre souverain que le droit international » (2). Cette soumission au droit international est constatée par l'article 15 de la Convention conclue à Lausanne, aux termes duquel, les questions de compétence judiciaire, entre la Turquie et les parties contractantes, seront réglées conformément aux principes du droit international.

La sentence rendue à Constantinople contre le lieutenant Demons est fondée sur l'article 6 du Code pénal turc, mais cet article ne se suffit pas à lui-même. Il doit être examiné et

(1) Opinion dissidente de M. Loder, page 39.

(2) Opinion dissidente de M. Weiss, page 40.

éclairé par les principes du droit international, dans les rapports entre turcs et étrangers.

Le droit international autorise-t-il cette intervention de la justice turque dans la répression d'actes délictueux ou criminels commis par un ressortissant étranger hors de Turquie, ainsi que l'admet l'article 6 précité ? M. Weiss ne le pense pas. La Turquie n'a pu invoquer le droit conventionnel. Aucun appui ne s'offrait à elle, étant donné l'attitude de ses plénipotentiaires lors des travaux de la Conférence de Lausanne, l'échec de l'amendement présenté par leurs soins et le texte même de l'article 15 gardant le silence en ce qui concerne la compétence des tribunaux turcs pour connaître des crimes et délits commis par des étrangers à l'étranger. C'est aux principes généraux du droit international que la Turquie a fait appel.

La Souveraineté des Etats. — Tout Etat, dit la Turquie, est souverain. Il peut tout ce qu'il veut à moins qu'un traité ou qu'une coutume internationale ne s'opposent formellement à l'exercice de cette liberté. A l'appui de sa thèse, le Gouvernement turc citant de nombreux auteurs, et se référant à diverses décisions judiciaires, s'est efforcé de démontrer que les poursuites engagées contre le lieutenant français ne heurtaient aucune prohibition du droit international et qu'elles étaient même conformes à la pratique suivie par les Etats. Il a prétendu, en outre, faire reposer la compétence de ses tribunaux sur :

- a) Le devoir de protection des nationaux en territoire étranger.
- b) La localisation à bord du navire coulé des faits constituant le délit d'abordage.
- c) Les règles observées par diverses législations en matière d'infractions connexes.

M. Weiss adresse, tout d'abord, à la thèse turque, un reproche d'ordre général : « C'est de chercher le droit international là où il n'est pas ». — « Le droit international ne naît pas de l'accumulation des opinions et des systèmes. » — La seule source est le « consensus omnium » (1).

A la base des règles de droit international, on trouve la Souveraineté des Etats.

La Turquie reconnaît cette règle. Mais elle en exagère l'application et la portée. On considère d'une façon générale, que les droits de police et de juridiction d'un Etat expirent à sa frontière. Si on admet parfois, une extension de la compétence territoriale, c'est dans des cas bien déterminés et pour des motifs qui n'existent pas dans l'affaire du *Lotus*. « La juridiction pénale de l'Etat a pour assise et pour limite l'étendue du territoire sur lequel cet Etat exerce sa souveraineté », précise M. Weiss. Mais qu'arrive-t-il si l'infraction envisagée est commise au delà de la limite des eaux territoriales, c'est-à-dire en haute mer ! On se trouve alors en présence d'un autre principe : celui de la *liberté de la haute mer*. — La haute mer est libre. Aucune autorité territoriale ne s'exerce sur elle. C'est alors qu'apparaît la nécessité d'étendre à chaque navire, en l'absence de toute autre autorité, la *loi du pavillon* qu'il porte. Ce principe a d'ailleurs trouvé son application dans l'arbitrage de M. Martens au sujet de l'affaire du *Costa Rica Packet*. Quoi qu'il en soit et bien que la Turquie ne conteste pas la compétence de la loi du pavillon, elle affirme qu'il ne doit pas exister dans l'affaire du *Lotus* une compétence exclusive et que les tribunaux turcs peuvent également en connaître. Le représentant de

(1) Opinion dissidente de M. Weiss, pages 43-44.

la Turquie a soutenu que la compétence des tribunaux turcs se justifiait par le *droit de protection*. Sur ce point, la Cour ne l'a pas suivi. Ce système de protection des nationaux, quel que soit le lieu où ils ont été victimes d'un délit, n'est pas, en lui-même, contraire au droit international. Mais M. Weiss le considère comme en marge de ce droit et ne pouvant faire échec ni au principe de la liberté des mers, ni à la loi du pavillon. La Turquie d'ailleurs, ne démontre pas l'existence d'un tel principe.

La thèse turque recherche d'autres titres de compétence, notamment dans la localisation du délit, à bord du navire turc, cette localisation devant entraîner logiquement la compétence territoriale de la juridiction turque. Selon l'éminent juriste français, ce point de vue est erroné. Cette erreur est mise en lumière par la décision rendue sur l'affaire du *Franconia*. Un délit, en effet, est véritablement consommé là où se trouve son auteur au moment précis où il le commet.

Le Gouvernement turc a prétendu, en outre, qu'il y avait *connexité* entre les poursuites engagées contre l'officier du *Boz-Kourt* et celles dirigées contre le lieutenant Demons. Mais, la connexité « emportant prorogation de compétence n'agit que dans les rapports de deux ou plusieurs tribunaux du même ordre, siégeant dans les limites du même Etat » (1). Cette notion est donc étrangère aux rapports internationaux.

En résumé, termine M. Weiss deux principes de droit international subsistent : le principe de la souveraineté des États et le principe de la liberté de la haute mer avec l'application de la loi du pavillon. Le Gouvernement turc en engageant des pour-

(1) Opinion dissidente de M. Weiss, page 48.

suites contre le lieutenant français Demons a méconnu ces principes et est allé à l'encontre de l'article 15 de la Convention de Lausanne.

3° *Opinion dissidente de lord Finlay (Angleterre)*

La question soumise à la Cour est la suivante : les tribunaux turcs étaient-ils compétents pour juger et condamner Demons ? Elle est purement de droit criminel. Selon la pratique, lorsqu'un crime a été commis en haute mer, les tribunaux compétents sont ceux du pays dont ressortit le navire. Si la nationalité du coupable n'est pas la même que celle du navire, les tribunaux du pays dont il est le ressortissant peuvent également le juger. Il n'y a qu'une exception dans le cas de piraterie. Les pirates peuvent, en effet, être jugés devant les tribunaux de tous les pays.

La Turquie a-t-elle agi en contradiction des principes du droit international ?

D'après l'interprétation donnée au compromis par la Turquie, il appartient à la France d'indiquer quelle est la règle précise du droit international refusant à la juridiction turque de juger et condamner Demons. Le juge anglais ne peut entendre le compromis dans ce sens. Il n'est pas question d'une « règle » mais seulement de « principes », précise Lord Finlay. Au nom de la Turquie, il a été indiqué que le délit imputable au lieutenant Demons avait été commis sur le navire turc, donc sur le territoire turc. Ce qui entraîne la compétence territoriale des tribunaux turcs. Cette opinion est le résultat d'une conception erronée de l'idée selon laquelle un navire en haute mer peut être considéré comme faisant partie du territoire du pays dont il porte le pavillon. Or, un navire est un meuble et non un lieu. La compétence relative aux crimes ou délits qui se sont pro-

duits à bord d'un navire en mer, n'est pas de nature territoriale. Elle appartient aux tribunaux du pays du pavillon.

L'examen de précédents amène à la même conclusion. C'est entre autres, l'affaire du *Franconia*. Au nom de la Couronne, et pour des motifs analogues à ceux invoqués dans l'affaire du *Lotus*, les tribunaux anglais furent déclarés compétents. La « Court for Crown Cases Reserved » examina la question de compétence et à la majorité de onze juges sur treize, elle décida que les tribunaux anglais étaient incompétents.

La Cour permanente s'est ralliée à la thèse turque sur ce premier point; mais elle n'a cru devoir se prononcer sur un autre motif qui tend à justifier les poursuites contre l'officier français en se basant sur l'article 6 du Code pénal turc. Cet article vise la protection des nationaux, d'après cette idée que chaque Etat a le devoir de protéger ses nationaux, même lorsque ceux-ci se trouvent sur un territoire étranger. Cela est exact, dit Lord Finlay, mais les poursuites doivent être effectuées conformément à une procédure déterminée et devant des tribunaux compétents. Il n'existe donc pas en droit international, une compétence fondée sur la « protection ». Lord Finlay cite à ce sujet Oppenheim. « Les Etats qui revendiquent une compétence aussi étendue, veulent atteindre certains délits dirigés contre l'Etat lui-même : haute trahison, fabrication de fausse monnaie, etc... mais leur juridiction ne pourra s'exercer qu'autant que le coupable viendra, son acte accompli, sur leur territoire » (1). L'Etat auquel appartient le coupable, devra-t-il alors accepter la condamnation ? Non, dit Oppenheim car, « au moment où le délit a été commis, son auteur ne se trouvait pas sous l'autorité des Etats qui l'ont puni » (2).

(1-2) Opinion dissidente de Lord Finlay, page 56.

Résumant son opinion, Lord Finlay conclut : Le système dit de « protection » est-il devenu partie du droit international par le consentement général ? Le représentant de l'Angleterre ne le croit pas. L'article 6 du Code pénal turc ne lie pas la France et la compétence turque, ne trouve pas de justification sur ce point.

« Les deux motifs invoqués par la Turquie en faveur de la condamnation sont mal fondés et la France a droit à obtenir de la Cour un arrêt en sa faveur » (1).

4° *Opinion dissidente de M. Nyholm (Danemark)*

Deux principes essentiels sont à la base du droit international : le principe de la souveraineté et celui de la territorialité. Conformément à ces principes chaque nation est maître sur son territoire, mais par contre, l'exercice de toute autorité lui est interdit sur le territoire des autres nations. Un vide existe donc entre ces nations, aussi est-il nécessaire de créer, entre elles, des rapports qui obéiront à des règles définies. Ces règles feront l'objet de conventions d'une portée plus ou moins grande. L'idéal serait évidemment la mise au point d'une législation universelle, codifiée. En son absence, on ne doit compter que sur la coutume pour fixer le droit international. Mais comment s'établit cette coutume internationale ? Par les actes des Etats dans le domaine de leurs relations internationales. La coutume devra s'appuyer sur une volonté commune à plusieurs Etats et constituer ainsi une « unité des volontés ».

Le litige actuel est une infraction réelle au principe de territorialité, infraction que le simple silence ne peut légaliser.

(1) Opinion dissidente de Lord Finlay, page 58.

D'après ce qui précède, un consentement tacite ne suffit pas à autoriser l'extension d'une juridiction interne, un consentement exprès est indispensable. On ne saurait soutenir avec l'arrêt de la Cour, qu'à défaut d'une règle positive restrictive, les Etats sont libres de donner à leurs législations, la portée qu'ils entendent.

M. Nyholm pense que l'article 15 de la Convention de Lausanne n'est que l'expression d'une application générale du droit international. En cela, il partage le point de vue de la Cour. Quant à la localisation du délit, la Turquie, dit-il, n'a fourni aucun élément, qui permette de constater où la mort s'est produite.

En conséquence, la prétention turque est inacceptable.

L'article 6 du Code pénal turc étend la compétence des tribunaux turcs à certains actes commis à l'étranger par un étranger contre un turc. Cette extension est-elle admise en matière d'abordage ? Trois points sont à examiner :

1° Les rapports généraux sur terre entre Etats en ce qui concerne la compétence pénale.

2° Les mêmes rapports sur mer.

3° Le fait spécial d'abordage.

Sur terre, les exceptions au principe de territorialité n'ont pas été consacrés, par les différents Etats civilisés d'une manière suffisante pour mettre en échec ce principe. Sur mer, même constatation. Un bateau est assimilé à une partie du territoire avec la compétence y afférente. Les cas de compétences concurrentes sont très rares; la compétence exclusive s'impose. Etant donné que le navire se trouve sur la mer libre, c'est-à-dire soumise à l'autorité d'aucun Etat, il est nécessaire qu'il conserve

son caractère national exclusif. Même en cas d'abordage, le principe de territorialité subsiste intact.

La Turquie a donc agi contrairement au principe de la territorialité, tel qu'il est actuellement formulé. Mais le « droit international subit des fluctuations continuelles » et il se manifeste un mouvement tendant « à diminuer la rigueur de ce principe » (1). Si, en l'espèce, l'action de la Turquie ne peut se justifier, il est à noter également, qu'elle n'est nullement agressive. Et l'article 6 suit une tendance moderne, à laquelle s'oppose encore un nombre important de nations.

5° Opinion dissidente de M. Altamira (Espagne)

Le principe de la territorialité de la juridiction de chaque Etat sur ses nationaux est certainement un des principes les plus reconnus du droit international.

Les exceptions concernant l'admission d'une juridiction étrangère, sur les ressortissants d'un Etat déterminé, sont tout à fait exceptionnelles. Il faut qu'une nécessité inévitable, répondant à un besoin général, préside à cette admission. Dès que cette nécessité ou que ce besoin font défaut, le principe de la territorialité s'applique dans toute sa rigueur. Pour ces raisons, M. Altamira n'admet pas qu'une juridiction puisse « étendre sa compétence, sur la base d'une loi nationale, sur un étranger qui demeure à bord d'un bateau de son pavillon sans descendre à terre avec l'intention d'y séjourner, et en considération d'un délit présumé commis hors du territoire du pays qui prétend exercer sur lui la juridiction » (2). Une semblable extension est excessive. Des exceptions de ce genre doivent d'ailleurs appar-

(1) Opinion dissidente de M. Nyholm, page 63.

(2) Opinion dissidente de M. Altamira, page 96.

tenir au droit international, sous forme de conventions ou de coutumes. Mais il convient de remarquer que la coutume est un fait positif. Il est indispensable que les actes, qui tendent à la constituer, se soient effectivement produits. L'inexistence de la répétition des ces actes ne peut être considérée comme une coutume. Les législations nationales ne sont donc pas de nature à fonder une coutume. Elles peuvent cependant permettre de connaître l'opinion des Etats à l'égard de telle ou telle question internationale. C'est dans ce sens seulement que l'examen de ces législations offre un intérêt certain. De l'étude des précédents, il résulte que la majorité de ceux-ci marquent leur préférence pour l'application de la loi du pavillon quant aux faits qui se sont produits à bord d'un navire. Lorsque, dans le domaine général du droit pénal, l'application de la juridiction sur des étrangers pour des délits commis à l'étranger est reconnue, cette intervention a toujours été limitée soit à certaines catégories de délits, soit par des conditions spéciales. Les délits visés sont en règle générale, ceux dirigés contre l'Etat lui-même. Mais, même dans les cas où l'exception à la territorialité a été étendue aux délits contre les particuliers (principe de protection des nationaux) les législations nationales semblent surtout avoir voulu atteindre les délits où se manifestent la « malveillance » ou la « perversité » et les « délits de sang » (1).

Admettons même par hypothèse, dit encore M. Altamira, qu'aucun principe de droit international ne s'oppose aux poursuites des autorités turques contre Demons. Il n'existe pas de principe établissant, en cas d'abordage en haute mer, la juridiction pénale exclusive de la loi du pavillon « nous nous trou-

(1) Opinion dissidente de M. Altamira, page 99.

vons en présence de deux juridictions concurrentes ». Chacune d'elles peut agir librement dans les limites de son propre territoire, sur les étrangers s'y trouvant. Mais cette liberté doit être subordonnée au consentement exprès ou tacite de l'Etat auquel appartient l'auteur du délit. Ce besoin de consentement est un principe fondamental du droit international qui a pour base : la volonté des Etats.

Autre motif de rejeter cette règle de la liberté absolue : le respect des droits de la personnalité humaine « respect qui doit primer tout » (1), ajoute M. Altamira. Il y a un manquement à ce respect si l'on contraint un homme à subir les effets d'une législation, qui est étrangère à celle en vigueur dans son pays.

6° *Opinion dissidente de M. Moore (Etat-Unis)*

M. Moore indique tout d'abord que son « dissentiment est uniquement fondé sur le rapport de l'affaire pendante avec l'article 6 du Code pénal turc » (2). Mais il est d'accord avec l'arrêt de la Cour pour constater qu'aucune règle de droit international ne consacre la compétence exclusive des tribunaux du pays d'où ressortit le navire abordeur, sur lequel un délit a été commis.

L'article 6 du Code pénal turc

L'article 6 est ainsi conçu : « L'étranger, qui commet à l'étranger, au préjudice de la Turquie ou d'un Turc, un délit pour lequel la loi turque prononce une peine restrictive de la liberté dont le minimum ne soit pas inférieur à une année, est puni, d'après le Code pénal turc, pourvu qu'il soit arrêté en

(1) Opinion dissidente de M. Altamira, page 104.

(2) Opinion dissidente de M. Moore, page 65.

Turquie ». La prétention du Gouvernement turc est de s'arroger le droit de juger et de punir un étranger, coupable d'un délit commis à l'étranger, au préjudice d'un turc. M. Moore estime qu'elle est contraire aux principes bien établis du droit international. Ceux qui ont soutenu cette prétention mettent en avant le « système de la protection », d'après lequel le ressortissant d'un pays, voyageant à l'étranger, est protégé par la législation de ce pays. En conséquence, tous ceux qui, sur leur territoire, seront en contact avec cet étranger, pourront éventuellement tomber sous le coup des lois qui le protègent, partout où il se trouve. Dans ce cas, le « système de protection » heurte le principe de la juridiction exclusive d'un Etat sur son propre territoire. Il est de plus en contradiction avec le principe, selon lequel une personne, traversant ou séjournant dans un pays étranger, est soumise à la législation locale. Dans les débats devant la Cour, on a mis en avant l'affaire Cutting, citoyen des Etats-Unis, poursuivi au Mexique, en vertu de l'article 186 du Code pénal mexicain, dont la teneur est analogue à celle de l'article 6 de la législation turque. Affaire essentiellement « politique » a-t-on dit. Aussi M. Moore s'efforce-t-il de montrer que ces deux Gouvernements ont, au contraire, examiné le cas Cutting, au point de vue juridique et international. C'est le Gouvernement des Etats-Unis qui a souligné, dans ses représentations au Mexique, que les étrangers ne pouvaient être protégés aux Etats-Unis par leur législation nationale, « et que les tribunaux mexicains ne pouvaient, sans violer le droit international », juger un citoyen des Etats-Unis pour un délit commis et consommé dans son propre pays, simplement parce que la victime se trouvait être de nationalité mexicaine. C'est dans ce sens, que les parties en présence, ont signé le traité d'extradition, le 22 février

1889 aux termes duquel, notamment, chacune d'elles s'interdisait de « punir des crimes exclusivement commis sur le territoire de l'autre ».

Aussi M. Moore estime-t-il que les poursuites pénales engagées contre le lieutenant français et basées sur l'article 6 du Code turc, sont en contradiction avec les principes suivants du droit international :

1° « Pouvoirs exclusifs de juridiction d'un Etat sur son propre territoire. »

2° « Les étrangers voyageant dans un pays sont soumis à la législation de ce pays et doivent s'en remettre aux tribunaux du pays pour leur protection judiciaire. »

3° « Un Etat ne saurait légitimement revendiquer le droit de punir des étrangers pour de prétendues infractions à des lois auxquelles ils n'étaient, au moment de l'accomplissement du prétendu délit, en aucune façon soumis. » (1).

*
* *

Ces opinions dissidentes méritent de retenir l'attention. Elles ont une valeur incontestable. Alors que la Cour permanente n'a pas cru devoir indiquer quels étaient les principes du droit international qui l'incitaient à marquer sa préférence pour la thèse turque, se bornant à un examen étroit du compromis qui lui était soumis, les juges dissidents ont envisagé l'affaire du *Lotus*, d'une manière très large, à la lumière des principes généraux du droit des gens. Si la Cour n'a pas motivé suffisamment sa décision, les auteurs des différentes opinions dissidentes, se sont au contraire référés aux règles et aux coutumes, générale-

(1) Opinion dissidente de M. Moore, page 94.

ment admises dans les rapports internationaux. Ils ont exprimé, avec netteté une « opinion internationale », appuyant leurs avis sur des bases solides, et se plaçant sur un terrain strictement international. En présence d'un cas d'espèce précis, ces juges, ne se sont pas contentés d'opter pour l'une ou l'autre des thèses en présence. Ils ont cherché à dégager une solution qui leur soit propre, après avoir assisté aux débats devant la Cour et après avoir étudié et pesé, tout à loisir, les mémoires et contre-mémoires des parties en présence. Ces opinions dissidentes présentent donc un réel intérêt en raison même des circonstances, dans lesquelles elles se sont développées. Fait nouveau, elles ont pris naissance dans une enceinte internationale et à l'occasion d'un conflit de droit pénal extrêmement délicat. Aussi est-il permis de dire que leur portée dépasse le cadre habituel des opinions doctrinales et apporte, dans une certaine mesure, au développement du droit international, une contribution véritablement utile.

Cependant, certains auteurs et en particulier M. H.-W. Verzijl, ont souligné la divergence des opinions ainsi exprimées qui s'est faite sentir « en ce qui concerne le choix du principe primordial duquel il fallait déduire des conclusions pour le cas d'espèce » (1). Les unes, écrit-il, partent de la souveraineté des Etats, les autres de la territorialité, de la compétence étatique et de l'autorité de la loi du pavillon. Cette constatation renferme sans doute plutôt un regret qu'une critique. Mais, en réalité, il importe peu que les juges dissidents n'aient pas choisi, à l'unanimité, un « principe primordial » qui aurait constitué la base de leur argumentation critique. Ne suffisait-il pas qu'ils con-

(1) M. H.-W. Verzijl. *Revue de droit international et de législation comparée*, 1928, nos 1 et 2. « *L'affaire du Lotus devant la Cour permanente de justice internationale* », page 32.

damnent ensemble le point de vue turc et le sens de l'arrêt de la Cour de La Haye, au nom des principes généraux du droit international, en « isolant » ceux qui paraissaient le mieux répondre à leurs conceptions particulières. Cette « divergence », à notre sens, n'altère en rien la valeur de ces opinions. Elle tendrait, au contraire, à montrer que nombreux sont les points faibles de la thèse soutenue par l'agent du Gouvernement turc.

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE I

Le principe de la Souveraineté des Etats et la Turquie

La Turquie, dans l'exposé écrit de sa thèse et au cours des débats, n'a pas contesté l'existence du principe de la souveraineté des Etats. Bien au contraire, elle a formellement reconnu son existence et la place prépondérante qu'il occupe en droit international.

Toutefois, lorsqu'elle a fait appel à ce principe général, elle lui a attribué une portée très particulière. Selon la thèse turque, souveraineté est synonyme de liberté; liberté appartenant à l'Etat souverain d'agir à sa guise dans le domaine international, toutes les fois qu'une convention spéciale ou qu'une règle coutumière admise par tous, ne s'oppose pas d'une façon formelle à son action. Les Capitulations n'existent plus. La jeune République turque est souveraine; sa souveraineté lui confère donc une autorité illimitée, qu'elle exercera aussi loin de ses frontières qu'elle le voudra. Telle est, à grands traits, la conception turque. L'éventualité d'une prohibition semble être un correctif bien incertain à cette souveraineté par trop absolue et, en l'absence de toute prohibition ne peut-on pas se demander jusqu'où s'étendra le pouvoir des autorités nationales? Les

frontières territoriales seront franchies. La mer territoriale sera considérée comme une limite purement arbitraire et la haute mer elle-même deviendra le champ d'application de cette souveraineté.

Mahmout-Essat Bey s'exprime ainsi dans sa plaidoirie (1) : « Le principe fondamental qui domine la matière est le droit pour tout Etat souverain de légiférer librement, d'organiser ses autorités judiciaires et d'en fixer les compétences ». Et il ajoute : « Une restriction de cet attribut essentiel de la souveraineté ne peut être présumée; elle doit être prouvée par celui qui l'allègue ». C'est une compétence, en quelque sorte illimitée, que la Turquie entend s'arroger en s'appuyant sur le principe de la souveraineté des Etats. Car là où il n'y a pas de défense nettement caractérisée, l'Etat souverain a le champ libre. Définir ainsi la Souveraineté c'est lui donner un sens trop absolu et une portée excessive. Et, bien que le droit international suppose des Etats souverains et indépendants, il est indispensable que ce droit, encore si fragile, ne soit pas systématiquement méconnu par ces Etats, au nom même de leur souveraineté. Est-ce contribuer à son développement que proclamer possible l'extension de la compétence des tribunaux judiciaires nationaux dans le domaine international en l'absence de dispositions prohibitives ? Et, cependant, cette extension concerne un cas de justice répressive très délicat, lié à la question du droit de punir, droit qui découle directement de la souveraineté. Combien différente est cette affirmation de la Cour de Cassation française : « Le droit de punir émane du droit de souveraineté qui

(1) Discours prononcé par Mahmout-Essat Bey. Publications de la Cour permanente de justice internationale. Série C., n° 13, page 134.

ne s'étend pas au delà des limites du territoire » (1). Comment peut-on concevoir qu'une compétence internationale puisse reposer sur un droit de souveraineté territoriale.

Le principe général sainement compris veut que la souveraineté d'un Etat s'arrête à ses frontières et les dérogations à ce principe seront, bien entendu, tout à fait exceptionnelles. Le raisonnement du représentant du Gouvernement turc est inverse, il fait de l'exception la règle normale. Il faut condamner la conception turque. La seule volonté d'un Etat ne suffit pas, en effet, à créer une règle de droit international. Cette extension du droit interne, d'autre part, heurte et froisse, inévitablement, d'autres souverainetés. Elle est l'occasion de conflits multiples entre Etats souverains et nuit au développement normal du droit international. « L'Etat, créé pour assurer le règne du droit, court le risque d'apparaître comme un obstacle à son application (2). Il est aisé de comprendre combien le danger des conflits grandirait si une semblable prétention trouvait parmi les Etats, quelque crédit.

« Le droit de souveraineté n'est pas qu'un principe, mais le fondement même du droit international » (3). Voilà ce qui a été soutenu au nom de la Turquie. On serait tenté de croire que le principe de la souveraineté domine les relations internationales. Cependant, les rapports des Etats entre eux font apparaître inévitablement des droits et des devoirs réciproques. Les uns n'existent pas sans les autres. Sur quelle base reposent-ils ? Ont-ils

(1) Dalloz, 1873-1-41.

(2) M. Le Fur: « Nécessité d'un droit international pour coordonner les diverses activités nationales », page 14.

(3) Publications de la Cour. Série C., n° 10. Mémoire du Gouvernement turc, page 242.

pour seul fondement la souveraineté ? Non. Car à l'origine de toutes relations internationales, on trouve la nécessité, l'obligation, la contrainte de vivre. La souveraineté ne peut les expliquer. La souveraineté ne peut les régir. Elle s'arrête, selon l'expression de M. de Lapradelle, « au seuil du droit international » (1). Son domaine, c'est le territoire de l'Etat. L'Etat souverain et indépendant jouit dans le monde international d'une liberté non pas absolue, selon la thèse turque, mais relative, parce que des limites lui sont tracées par ce droit international nécessaire, qui puise sa force même dans le fait qu'il existe une Société internationale (2).

(1) M. de Lapradelle. Cours de Doctorat, 1923-24. (Droit international public).

(2) Un journal de Constantinople, l'*Ikdam* du 3 septembre 1926, publiait un article, sur l'affaire du *Lotus*, qui semblait se faire l'écho des susceptibilités des citoyens de la jeune République turque, jaloux à l'excès de ce qui, à leur sens, relevait uniquement de la souveraineté turque. Il est intéressant d'en donner l'extrait suivant :

« Le vrai motif de la colère que suscite en France l'arrestation du capitaine du *Lotus* consiste en ce que l'accusé se trouve dans l'obligation de rendre compte de son acte devant la justice turque. On voit bien que là-bas on n'a pas changé d'idée sur les Turcs et qu'on se croit encore au temps de la « Sublime-Porte ». Les Français s'imaginent que leur gouvernement fera des démarches diplomatiques et même une démonstration militaire et que l'accusé sera remis en liberté après avoir reçu les excuses du gouvernement turc ! La faute des Français est de confondre la « Sublime-Porte » avec la République turque. Il n'y a que les Etats faibles qui se laissent influencer par les autres et se laissent conduire par eux »..... « Les Etats européens considèrent toujours la Turquie comme si elle était sous le régime des capitulations ».

CHAPITRE II

Les principes généraux du droit international venant à l'appui de la thèse française

§ 1. — *De l'interprétation des traités*

En l'espèce, l'article 15 de la Convention de Lausanne, prévoyait que les questions de compétence judiciaire, entre la France et la Turquie, seraient réglées conformément aux principes du droit international. D'après la thèse française, cet article devait être « interprété à la lumière des débats qui se sont déroulés à la Conférence de Lausanne » (1). On ne pouvait donc reconnaître à la Turquie une compétence extraterritoriale, qui lui avait été formellement refusée lors des négociations du traité. Comme il a été indiqué plus haut, la Turquie avait, en effet, présenté un amendement tendant à faire admettre la compétence de ses tribunaux, même pour les infractions commises sur le territoire d'un Etat tiers. De leur côté, les Puissances alliées proposaient de considérer les ressortissants, étrangers à la Turquie, comme justiciables des tribunaux turcs, toutes les fois qu'ils commettraient des crimes, délits ou contraventions en Turquie. Les deux projets étaient profondément différents. Celui de la Turquie fut écarté, devant les protestations anglaises et les réserves françaises et italiennes. Quant au projet allié, il

(1) Discours prononcé par M. Basdevant devant la Cour permanente de La Haye. Publications de la Cour permanente de justice internationale. Série C., n° 13. Arrêt, n° 9. Affaire du *Lotus*, p. 35.

ne fut pas retenu. La Commission de rédaction présenta, à son tour, un nouveau texte, qui devint l'article 15 de la Convention. Ce ne sont pas les textes rédigés par les parties en présence qui ont été adoptés, en conséquence l'article 15 doit être considéré comme un simple renvoi aux principes généraux du droit international, tel était le point de vue turc qui a prévalu devant la Cour. M. Moore, juge dissident, s'est rangé cependant à cet avis. L'article 15 est « simple et clair, et pour l'interpréter point n'est besoin de puiser à une source autre que les termes mêmes du traité » (1), telle est son opinion. Fait à noter : les autres juges dissidents ne font au cours de l'exposé de leurs opinions aucune allusion au sens de cet article.

L'interprétation d'un traité ou d'une convention devient nécessaire lorsque des clauses peuvent paraître contradictoires entre elles ou que certains points sont par eux-mêmes obscurs. Il semble essentiel de rechercher en premier lieu quel a été le but visé, au moment de la conclusion de l'acte, et d'examiner à cet effet l'esprit du texte (2). Dans le cas actuel, quel était le but assigné à la Convention de Lausanne, sinon d'apporter une solution internationale aux différents problèmes inhérents à la signature de la Paix entre la Turquie et les Alliés. Plus spécialement, la compétence des juridictions turques vis-à-vis des

(1) Publications de la Cour permanente de justice internationale. Recueil des arrêts. Série A., n° 10. Opinion dissidente de M. Moore, page 67.

(2) On aurait pu admettre que le texte de l'article 15 de la Convention de Lausanne, reflétait fidèlement l'intention formelle et la volonté certaine des parties contractantes de s'opposer à l'extension de la juridiction des tribunaux turcs hors du territoire turc. L'affaire du *Lotus* aurait alors pu être tranchée sans qu'il soit nécessaire de faire appel aux principes généraux du droit international.

étrangers, après l'abolition du régime des Capitulations, devait être déterminée conformément aux principes du droit international. Le texte même de l'article 15 ne donnait lieu à aucune équivoque. C'est bien un sens large qu'il fallait lui attribuer. Et en effet, pourquoi préférer, selon la thèse française, un projet d'article à un autre alors qu'aucun des deux textes n'avait en définitive été retenu par la Commission de rédaction. Cette référence aux principes généraux du droit international montre toute l'ampleur des questions à envisager. Aussi conviendra-t-il de procéder ici à l'examen rapide de ces principes en ne perdant pas de vue que le conflit porté devant la Cour était relatif à la compétence d'une juridiction répressive. L'idée de répression domine en quelque sorte toute l'affaire du *Lotus*.

§ 2. — *Ce que contiennent les notions de souveraineté
et d'indépendance*

L'Etat souverain a sur son territoire le pouvoir de prendre toutes dispositions, toutes mesures propres à assurer son existence. Au delà de ses frontières, au contraire, le principe de souveraineté lui impose le respect des droits des autres Etats, en lui interdisant tout acte d'autorité. Libre à l'intérieur, l'Etat dans le domaine des relations extérieures doit accepter certaines restrictions à l'extension de ses droits. Des obligations s'imposent à lui. Certaines sont strictes, telle que l'obligation de respecter l'indépendance des Etats voisins. Alors que d'autres sont de simples convenances diplomatiques. Ce qui caractérise donc la notion de souveraineté, c'est l'existence de droits et corrélativement la nécessité de conformer sa conduite à des obligations strictes. La coexistence de ces droits et de ces obligations est immuablement liée à la bonne harmonie des relations

internes et externes des Etats (1). Il est indispensable que la « communauté internationale ne détruise pas le caractère individuel des Nations » comme l'affirme M. Martens dans son traité de droit international. Mais il est nécessaire aussi que l'Etat ne transgresse pas le droit international auquel il est soumis. C'est un *état d'équilibre* qui doit se créer. Un Etat qui méconnaît les principes généraux du droit international rompt cet équilibre. Ainsi a agi la Turquie. Elle a cependant pris soin d'affirmer son respect du principe de la souveraineté des Etats donnant ainsi à son argumentation une apparence de conformité avec les notions établies du droit des gens. Mais il a été indiqué, d'autre part, que le point de vue turc se ramenait à la conception d'une liberté absolue incompatible avec le droit des gens moderne.

A la notion de souveraineté se rattache celle d'indépendance. En son nom, un Etat repousse toute immixtion étrangère sur le territoire où s'exerce librement son autorité. Mais vis-à-vis du droit des gens, ce principe d'indépendance ne peut être reconnu que « sous la réserve des droits de la communauté internationale » (2). Sinon c'est un danger pour elle. Aussi faut-il considérer les Etats indépendants comme libres entre des limites déterminées par le droit international. Reconnaissance restrictive parce que dans la Société internationale aucun droit absolu ne doit pouvoir s'exercer.

Les mots souverain et indépendant ne signifient pas pouvoir

(1) Il est certain que l'Etat a également sur son territoire des obligations à remplir, vis-à-vis de ses nationaux et que dans la société internationale un Etat a des droits à faire valoir.

(2) M. Pillet. Les droits fondamentaux des Etats. (Revue générale du droit international, année 1898).

illimité, pour l'Etat, d'exercer ses prérogatives. Ils doivent exprimer, au contraire, que les notions qu'ils servent à qualifier sont, essentiellement, relatives et contingentes. L'évolution des conceptions juridiques postérieurement et consécutivement à la guerre, indiquerait d'ailleurs que ces notions sont appelées à subir des modifications profondes. Le dogme de la souveraineté a été ébranlé. Ce pouvoir « absolu et incontrôlable » de l'Etat, s'effrite peu à peu, en face de la force rayonnante du droit international. Evolution lente, que cette progression d'un droit nouveau de la Société internationale; mais évolution pleine de force, étant donné qu'elle répond à de nouveaux besoins sociaux. La personnalité humaine s'est affirmée dans tous les domaines du droit. L'homme occupe une position nouvelle dans l'ordre international. Ce fait est constaté par Westlake en Angleterre, Bonfils en France, Fiore en Italie, et M. Politis (1) s'exprime ainsi : « Les devoirs et les droits des Etats sont tout simplement les devoirs et les droits des hommes qui les composent ». La comparaison n'est peut-être pas absolument vraie, mais elle traduit néanmoins, assez exactement, la tendance actuelle de soumettre l'homme à un droit propre, même dans le domaine international : *le droit commun international*. Ce droit supérieur s'imposerait à tous les Etats. Or, les notions de souveraineté et d'indépendance absolues se refusent à reconnaître toute autorité extérieure supérieure. Mais les nécessités de la vie internationale et la complexité des relations entre Etats réclament impérieusement que certains actes humains soient sanctionnés par une autorité supérieure à tous. Ainsi le veut le développement considérable des différents groupements sociaux, dans le domaine des affai-

(1) Les tendances nouvelles du droit international. M. Politis.

res industrielles et commerciales dont l'activité se manifeste bien au delà des frontières. Ainsi le veut la conception moderne de l'Etat qui n'est pas une fin en soi, mais seulement un moyen d'ordonner et de coordonner les rapports des hommes qui le composent. Ainsi l'exige le fondement et le but même du droit international (1) appelé à constater et à perfectionner les règles qui assurent aux individus des divers groupements nationaux, le parfait développement de leur personnalité.

Le droit international, suivant cette conception, n'a qu'une source : « La conscience juridique des peuples qui donne le caractère obligatoire aux règles économiques et morales issues de leur solidarité » (2). Il cesse d'être le droit exclusif des Etats qui régit leurs rapports et tend à devenir celui des peuples, des individus. La Société des Etats correspond aux anciennes conceptions du droit international, reposant sur les droits absolus attachés à l'idée de souveraineté et à l'idée d'indépendance. Alors que les bases de la Société des Nations sont imprégnées de ce nouvel esprit international, dont la naissance est fonction du milieu social et des circonstances politiques et économiques de la guerre. L'article 17 du Pacte de la Société des Nations proclame : « l'existence d'un droit antérieur aux conventions », d'un droit qui serait l'image d'un état d'esprit particulier et d'un mouvement d'opinion puissant, conséquence d'une conscience universelle qui s'est enfin manifestée, mais qui n'en existait pas moins déjà, au fond de l'âme humaine. Ainsi donc est-on ramené vers ce *droit naturel*, base fondamentale de toute vie en commun.

(1) Les tendances nouvelles du droit international. M. Politis.

(2) Transformation du droit international, article de M. Politis. Revue du droit international, 1^{re} année, n° 1.

La preuve est apportée qu'en l'état actuel du droit international, la conception turque des droits inhérents à la souveraineté et à l'indépendance de l'Etat, repose sur des principes, sinon périmés, du moins profondément modifiés.

§ 3. — *Le principe de la territorialité de la juridiction*

Un des attributs essentiels de la souveraineté c'est le droit de juridiction. Il a été indiqué ci-dessus que l'Etat n'exerçait ses droits de souveraineté qu'à l'intérieur de son territoire. La souveraineté est territoriale par essence. Comme elle le droit de juridiction devra avoir ce même caractère et tendre de plus en plus à faire du territoire son champ d'application exclusif. Les tendances actuelles confirment cette limitation dudit principe. Ce n'est que très exceptionnellement que des exceptions ont été admises. Il faut d'ailleurs noter que celles-ci se réfèrent à des cas qui correspondent à un besoin général de répression ; et qu'elles ne doivent en aucune façon faire fléchir la règle générale. Les conceptions actuelles du droit international permettent d'entrevoir dans un avenir peut-être lointain encore, la naissance d'un droit de juridiction unique qui, visant ces cas exceptionnels, s'appliquerait à la communauté internationale tandis que les différentes juridictions seraient strictement territoriales. Il est hors de doute que le délit d'homicide par imprudence, origine de l'affaire du *Lotus-Boz-Kourt*, ne pouvait être rangé parmi ces cas exceptionnels qui constituent des dérogations au principe de la territorialité (1).

(1) Le représentant de la Turquie à La Haye n'a-t-il pas tenté de prévenir les objections basées sur le principe de la territorialité en complétant ce principe par celui de la « protection des nationaux ? »

§ 4. — *La liberté des mers et la loi du pavillon*

L'abordage entre le *Lotus* et le *Boz-Kourt* s'est produit en haute mer. Sur cet espace immense, aucune souveraineté particulière ne peut se manifester exclusivement par des actes d'autorité. La mer est « *res communis* ». Elle est ouverte à tous. On a dit qu'elle constituait le « *patrimoine de l'humanité* ». Même à proximité de la côte, la mer par nature, n'est susceptible d'aucune possession. Selon M. de Lapradelle, l'Etat riverain, n'est ni propriétaire, ni souverain de la mer territoriale. Il a seulement « *le droit d'imposer au souverain de la mer, la Société des Etats, des restrictions basées sur les nécessités de sa protection personnelle* » (1). C'est surtout un droit de surveillance. Mais la délimitation de la mer territoriale, qui a fait l'objet de nombreuses discussions, est purement arbitraire. Ainsi, étant donné qu'en droit, on ne peut rien fonder sur une base arbitraire, cette portion de la mer qui baigne les côtes, devrait être assimilée à la haute mer.

Un principe aujourd'hui unanimement reconnu fixe le droit international maritime. Le principe de la liberté des mers a pour conséquence fondamentale : la liberté de la navigation. « *Le libre usage de la haute mer est un bien commun à tous les Etats, l'exercice de cette liberté par les uns ne saurait nuire aux autres* » (2). Il appartient donc au droit international d'intervenir pour déterminer les limites nécessaires à cette liberté, pour qu'elle ne conduise pas à une sorte d'anarchie. Voilà le vrai champ d'application de ce droit supérieur qui s'impose à tous en l'absence de toute souveraineté particulière. La mer est

(1) Revue de droit international public, 1898. M. de Lapradelle.

(2) Bonfils. Manuel de droit international public. Edition 1908, page 352.

un trait d'union, même entre les nations les plus éloignées. Elle est utile à tous les Etats et nécessaire au développement des relations internationales, elle est enfin indispensable aux progrès de la civilisation. En conséquence, tous les navires, quelle que soit leur nationalité, peuvent sur un même pied d'égalité, emprunter en toute liberté, cette voie commune à tous.

Des navires sillonnent librement l'Océan qui ne connaît aucune souveraineté territoriale et de ce fait n'est soumis à aucune juridiction territoriale. Si l'on considère isolément un de ces multiples navires, dans quelle situation est-il placé ? A quelle autorité va-t-il obéir ? Il serait prématuré de dire que le droit international suffit à définir et à préciser sa situation. Mais il existe cependant une seule loi qui puisse régir l'organisation et la bonne marche du navire ; et c'est *la loi du pavillon*. Son application répond à une nécessité.

Un navire voguant sur la mer libre de toute souveraineté doit conserver son caractère national, car il forme un tout, organisé selon des lois définies. Cette absence de souveraineté territoriale en haute mer, implique réciproquement l'absence d'un droit répressif. Mais, à bord du navire, qui est constitué par des éléments individuels formant une sorte de communauté, se suffisant à elle-même, il est de toute nécessité qu'une loi, que des règles précises président à son existence. Cette loi, ces règles ne peuvent être que nationales.

Au nom de la Turquie, on a reconnu l'existence de la loi du pavillon ; en soutenant, toutefois, que son application n'est pas exclusive. Dans sa plaidoirie M. le professeur Basdevant ne le conteste pas. Il dit notamment : « Nous ne prétendons pas que la juridiction du pavillon soit, en toutes circonstances, exclu-

sive. Nous disons seulement : en première ligne, nous constatons la compétence du pavillon en vertu du droit international, mais à côté, il existe peut-être des compétences subsidiaires ou concurrentes... Je dis seulement qu'une compétence subsidiaire ou concurrente ne peut exister que sur la base du droit international » (1). Il y a un système qui, d'après la thèse turque, fait échec à la loi du pavillon : le système de la « protection des nationaux ». Repose-t-il sur le droit international ?

Il est consacré par l'article 6 du Code pénal turc, sur lequel le Tribunal de Constantinople a basé sa compétence. Cette notion de protection des nationaux ou de *la personnalité passive* est certainement, d'après M. Donnedieu de Vabres, le plus mauvais argument en faveur de la thèse turque (2). Comme M. Weiss (3), il estime que le système de la protection est « en dehors du droit international, en marge de ce droit ». Si, en lui-même, ce système n'est peut-être pas contraire au droit international, il ne constitue cependant pas un principe capable de se substituer à celui de la liberté des mers et à son corollaire, la loi du pavillon. L'évolution actuelle du droit des gens porterait à croire, au contraire, que l'admission de ce principe nouveau serait funeste au progrès normal dudit droit, car ce serait faire pénétrer, parmi les règles générales internationales, une formule d'égoïsme national, incompatible avec l'existence et l'interdépendance des divers éléments de la communauté inter-

(1) Publications de la Cour permanente. Série C., n° 13. Discours de M. Basdevant, pages 38-39.

(2) L'affaire du *Lotus* et le droit pénal international, article de M. Donnedieu de Vabres, publié dans la Revue de droit international, 2^e année, n° 1.

(3) M. Weiss. Opinion dissidente. Publications de la Cour. Recueil des arrêts. Série A., n° 10, page 46.

nationale. Admettre, à titre principal, le système de la protection, c'est considérer le ressortissant comme étant protégé par ses propres lois, même hors des frontières. C'est admettre, comme le souligne M. Moore, dans l'exposé de son opinion dissidente, « que le ressortissant d'un pays, lorsqu'il voyage dans un autre pays, transporte avec lui, aux fins de protection, la législation de son propre pays et soumet ceux au contact desquels il entre à l'application de cette législation » (1). Cette citation montre précisément qu'on se heurte toujours au principe de la juridiction exclusive d'un Etat sur son propre territoire.

Le système de la protection des nationaux doit être repoussé, au nom des principes généraux du droit international.

(1) Publications de la Cour. Recueil des arrêts. Série A., n° 10. Opinion dissidente de M. Moore, page 92.

QUATRIEME PARTIE

CHAPITRE I

« D'un principe qui ne peut être valablement admis en droit international »

La Turquie, se plaçant dans le domaine du droit international, a justifié l'extension de sa loi interne en des termes qui pourraient se résumer ainsi : « Tout ce qui n'est pas défendu est permis ». Cette justification est inacceptable car, affirmer qu'une liberté générale doit présider aux rapports internationaux, c'est laisser le champ libre à des conflits de toutes natures. Elle ne tient pas suffisamment compte des « obligations réciproques, des Etats ». La « conception de la souveraineté amplifiée à ce degré serait la négation même du droit (1).

En effet, un Etat estime qu'en l'absence de toute prohibition du droit international il est en droit d'appliquer sa loi interne à l'occasion d'un fait quelconque sous le simple prétexte que son intérêt (ce mot doit être entendu dans un sens très général) est mis en jeu. En face de lui, il rencontrera sans doute un ou même plusieurs autres Etats affirmant aussi une égale liberté et un conflit sera le résultat certain de cette coexistence de plusieurs souverainetés. Le droit international n'aura pas à interve-

(1) R. Ruze. Revue de droit international et de législation comparée, 1928, n^{os} 1-2. « L'affaire du *Lotus* », page 124.

nir diront les antagonistes, attachés également à leur législation interne, puisque celui-ci ne contient aucune règle s'opposant au prolongement au delà des frontières de nos lois nationales. Quel sera dans ces conditions, la solution qui interviendra pour mettre fin à ce conflit ? On ne peut songer raisonnablement à un accord s'inspirant des principes généraux du droit international, puisque ceux-ci, par hypothèse, devront être écartés. La question peut encore être résolue sous la forme de concessions réciproques des Etats en présence. Il est cependant à prévoir que, jaloux de leur souveraineté et de la liberté qu'ils s'arrogent à l'égard du droit international, ces Etats ne repoussent tout arrangement transactionnel amiable. Reste la solution de force qui, désormais, est la seule possible. Cette simple hypothèse montre les dangers que ferait courir au droit des gens la généralisation de cette notion de liberté, découlant directement des principes de la souveraineté et d'indépendance entendus dans un sens trop absolu. Ce serait la négation même du droit international.

Il est à noter, d'autre part, que la prétention turque a été formulée au sujet de la compétence des tribunaux répressifs de ce pays. Cela suffit à donner à cette question un intérêt tout spécial, étant donné qu'il s'agit de l'application extraterritoriale du droit pénal, droit qui met en cause la *liberté individuelle*.

Il faudra donc étudier en premier lieu, la situation juridique de l'individu dans ses rapports avec l'Etat et dans ses rapports avec la Société internationale, en se demandant ce qu'est la liberté individuelle en l'état actuel du droit. Cette étude rendra nécessaire aussi l'examen de la liberté individuelle, par rapport à la morale et au droit, et cela tant en droit interne que sur le terrain du droit international. Mais ne se trouvera-t-on pas, alors, en présence de *droits naturels*, fondés sur la distinction du

bien et du mal et universellement admis ? Et si un regard est jeté vers l'avenir, ne pourra-t-on pas prévoir la disparition progressive des conflits de souveraineté, en matière pénale notamment, étant donné que l'on voit s'effriter chaque jour davantage le dogme de la souveraineté, alors que les principes essentiels du droit naturel s'affirment avec plus de force et de raison, tendant à constituer un « droit commun » international.

§ 1. — *L'individu sujet direct du droit interne et sujet indirect du droit international*

L'homme ne peut vivre isolément. Les premiers hommes avaient instinctivement constitué des groupements plus ou moins vastes, plus ou moins organisés, pour vivre. Cette nécessité de se grouper aurait répondu surtout à des besoins physiques, besoins pour l'individu d'assurer sa conservation et de se défendre contre les divers éléments de la nature. La « famille », première cellule sociale, aurait fait son apparition avec l'homme et elle se serait constituée suivant des affinités matérielles et instinctives. Ainsi, dit Montesquieu, l'homme aurait « songé à la conservation de son être avant de chercher l'origine de son être » (1). C'est un sentiment de faiblesse et de crainte, en face des forces de la nature qui aurait amené les individus à se rapprocher. Plusieurs familles, vivant dans un même lieu, auraient fondé un groupement ; à leur tour, plusieurs groupements auraient fusionné. Voilà sans doute l'évolution première de la société. Dans ces sociétés primitives, les plus forts auraient imposé leur volonté aux plus faibles en constituant ainsi, une sorte de gouvernement dont l'autorité aurait uniquement reposé sur la force.

(1) Montesquieu. De l' « Esprit des Lois ». Livre I, chapitre II. Des lois de nature.

C'était déjà une organisation politique. Les individus qui en faisaient partie, ceux qui exerçaient si l'on peut dire, le gouvernement et ceux qui obéissaient, ne se préoccupaient vraisemblablement pas de savoir si leur conduite devait obéir à des règles définies. Le droit existait en puissance ; mais ce n'est que plus tard qu'il devait devenir un fait conscient.

La force expliquait l'état des rapports des êtres qui constituaient, à l'origine, la société. Cependant un but, vers lequel se concentraient les efforts de chacun coordonnés sans doute par des « chefs », existait : le besoin de vivre et peut-être même le désir de vivre ! Déjà l'utilité de l'association de plusieurs individus en vue d'une fin commune se manifestait et où l'homme isolé aurait échoué le groupement social vivait pour le plus grand bien de ceux qui étaient placés sous son égide.

Ainsi deux notions essentielles se dégagent de l'organisation sociale première : la notion de force et la notion d'un but « commun » en vue de satisfactions individuelles. Le groupement agit dans l'intérêt de tous et dans l'intérêt de l'individu en particulier. L'individu a donc été amené à vivre en Société parce qu'il ne pouvait en être autrement et que son isolement aurait entraîné, prématurément, sa disparition.

De nos jours, en considérant l'Etat, groupement organisé, on est amené à faire les mêmes constatations. L'Etat préside aux destinées des individus. A l'intérieur, il fait régner l'ordre et il impose le respect des lois, en vue de la prospérité de l'être humain. Si l'individu cherche dans le sein de la Société, une protection et un moyen d'assurer son bien-être, l'Etat de son côté met tout en œuvre pour remplir cette double mission. L'individu est donc bien le sujet du droit interne. La vie en société

lui a été imposée par les nécessités matérielles de l'existence ; et sa personnalité s'est effacée devant l'entité du groupe social. Mais, en revanche, le but final, la fin de l'organisme social qui semble avoir absorbé intégralement l'individu, c'est l'individu lui-même. L'Etat n'est en somme, que le moyen utile à l'homme pour parvenir à son parfait développement. « L'Etat se justifie, dit M. de Lapradelle, par l'utilité qu'il présente pour l'homme » (1). Sur le territoire de l'Etat, l'individu est seul un sujet du droit interne. Un sens trop absolu pourrait être attribué à cette proposition, ce qui en fausserait la portée. Dire en effet que les lois nationales ont pour unique fin l'individu, c'est affirmer qu'elles doivent protéger les nationaux contre toute atteinte, quelqu'en soit l'auteur et quel que soit le lieu où celle-ci se manifeste. C'est une conception étroite de la mission de protection de l'individu qui incombe à l'Etat. Elle pouvait s'expliquer alors que les groupements voisins s'ignoraient, mais elle doit subir à l'heure présente des atténuations, si l'on tient compte de cette autre nécessité qui s'impose à l'Etat lui-même, c'est-à-dire, la vie dans la communauté internationale. Sans vouloir établir une assimilation trop étroite, entre les rapports de l'individu et de l'Etat et ceux de l'Etat et de la société internationale, il se dégage néanmoins une idée d'*interdépendance* c'est-à-dire une entr'aide nécessaire, une division obligatoire des efforts, un but commun, s'imposant aux individus comme aux Etats.

Dans cette forme supérieure du groupement qu'est la société internationale, l'individu devra être considéré encore, comme fin du droit international. Car, tous les hommes, sur tous les ter-

(1) M. de Lapradelle, Cours de doctorat. Droit international public, année 1923-1924.

ritoires, ont les mêmes besoins et les mêmes désirs inhérents à la nature humaine. Cette unité de l'espèce humaine, explique que les rapports entre Etats tendent à la satisfaction de l'individu. Sujet du droit interne, l'individu est aussi sujet du droit international, mais indirectement, derrière l'Etat. Au nom des individus, sur lesquels il exerce son pouvoir de souverain, l'Etat demande aux autres hommes de reconnaître et de respecter les droits individuels de ses ressortissants. Ceux-ci privés de ce concours, seraient dans l'impossibilité de les faire valoir utilement. Aucun lien n'existe, en effet, entre eux et les Etats voisins, alors que l'Etat, membre de la société internationale organisée, a un rôle à jouer au sein de celle-ci, sur les bases des principes généraux du droit des gens. En droit interne, même, ainsi que le fait observer M. le professeur Le Fur (1), lorsqu'il s'agit de questions sociales ou politiques, l'individu est « masqué » par des groupements, syndicats ou associations.

Ces organismes représentent quelque chose de plus que la somme des intérêts des éléments individuels qui les constituent, ils reflètent un intérêt collectif. Voilà pourquoi, suivant les cas, la personnalité de l'individu s'estompe derrière le Syndicat ou disparaît derrière l'Etat. En résumé l'individu, élément constitutif de tout groupement social, est la fin du droit, qui lui a été imposé par la nécessité d'appartenir à une société. Cette société le contraint au respect du droit dont le but final est le bien-être individuel. Dans le domaine international, l'homme est encore sujet du droit, mais indirectement, l'Etat s'interposant entre lui et les autres souverainetés.

Verra-t-on, un jour, les individus devenir sujets directs d'un

(1 Revue du droit international, n° 3, 1^{re} année.

droit international universel, la notion d'Etat ayant disparu ? Peut-être. Quant à présent et malgré l'évolution rapide, depuis quelques années, du droit qui préside aux relations internationales, l'Etat reste le véritable sujet du droit, en matière internationale. Car, l'Etat et les groupements secondaires synthétisent non seulement les intérêts des individus qui les constituent, mais encore un intérêt collectif caractéristique. Le développement qui précède, montre que la souveraineté d'un Etat rencontre toujours si elle tend à s'exercer au delà de ses frontières, des individus qui, nécessairement, ne peuvent lui être soumis. En admettant même que ces individus soient membres de la communauté internationale, ils ne relèvent à ce titre que du droit international lui-même. A son défaut, et c'est le cas en l'état actuel des conceptions juridiques, ils restent soumis à une législation interne. En l'absence donc, de règles précises d'un droit universel, l'homme demeure un sujet de son droit interne, produit du groupement auquel il appartient.

Cette règle est si fortement établie, que sa violation crée automatiquement un conflit de souveraineté. Dans l'affaire du *Lotus*, la Turquie a négligé ce point.

§ 2. — *De la liberté individuelle*
par rapport au droit pénal et à la morale

a) *Le droit interne.*

En principe, l'homme peut agir librement, mais à l'occasion de chacun de ses actes, il doit se rappeler qu'il fait partie intégrante d'un ensemble d'individus, occupant un même territoire. La nécessité de vivre le contraint à s'adapter au milieu social

dans lequel le hasard l'a placé. Cette adaptation restreint inévitablement sa liberté. Sa propre liberté doit s'arrêter où une autre commence et cet enchevêtrement de devoirs et d'obligations concourt également à cette limitation. C'est un peu l'idée que M. Duguit développait en ces termes, au cours d'une conférence : « Toute société est une discipline et comme l'homme ne peut vivre sans société, il ne peut vivre que soumis à une discipline » (1). Impossibilité donc pour un individu de se soustraire à cette obéissance, sans nuire aux autres membres de la société, en raison des liens d'interdépendance qui l'unissent à eux. La liberté individuelle apparaît déjà très limitée à l'origine même de la société.

Quelle évolution a-t-elle subie ? A l'époque révolutionnaire il fut beaucoup question d'elle et l'article 4 de la Déclaration des Droits de l'Homme, la définit ainsi : « La liberté individuelle consiste à faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ; ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de limites que celles qui assurent aux autres membres de la société, la jouissance des mêmes droits ». Et il ajoute : « Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi ». Cette dernière phrase indique que l'exercice de la liberté individuelle, à l'intérieur d'une société, ne rencontre aucune restriction morale et que seule la loi détermine les limites que l'homme libre ne devra pas dépasser, sous peine de sanctions légales. Liberté relative, puisque l'homme est exposé, dans son activité, à rencontrer un obstacle ou, le cas échéant, à encourir une pénalité, au nom des lois qui

(1) Conférences faites en 1908, à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales, sous le titre : « Le droit social, l'individu et la transformation de l'Etat. »

assurent l'unité et la durée du groupement social auquel il appartient.

C'est encore la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, qui, en France, a défini les rapports de la loi et de la liberté individuelle, dans son article 5 : « La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société, tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint de faire ce qu'elle n'ordonne pas. » La loi n'intervient donc que si l'intérêt de la société l'exige. L'intérêt de la société coïncide, dans une certaine mesure, avec l'intérêt des individus qui la constituent. Aussi est-il parfaitement logique, de frapper l'individu dont les actes peuvent être nuisibles à l'organisme tout entier en général, et en particulier à un de ses membres. La loi n'exerce, en conséquence, son pouvoir répressif que sous condition ; il faut que l'ordre établi soit menacé et que les règles dont le respect est intimement lié à l'existence même de la société, soient méconnues. Selon l'expression de M. Garraud : « La contrainte pénale marque l'extrême limite du pouvoir de l'Etat », la sanction pénale ne s'impose pas dans tous les cas. La violation d'une loi, ne met pas toujours en cause l'intérêt social. Un dommage causé doit être réparé, mais il n'implique pas inévitablement l'application d'une peine.

Les législations répressives des pays civilisés s'accordent pour distinguer la réparation de la faute et la répression de la faute.

On a dit que la sanction pénale était une « réaction de l'organisme social ». C'est une réaction matérielle. Mais il existe une autre sanction, réaction de la conscience humaine, qui a aussi son importance et qui a certainement joué, dans le développement de la civilisation un rôle de tout premier ordre : il s'agit de la *sanction morale*. La morale dicte à l'homme des

devoirs vis-à-vis de lui-même d'abord, à l'égard de ses semblables ensuite, mais ce qui la caractérise, c'est qu'elle n'est sanctionnée par aucune peine légale. Néanmoins, la place prépondérante qu'elle occupe dans la vie sociale, s'explique par ce fait qu'une sanction, dont la valeur est certaine, s'attache à elle : la réprobation de la propre conscience de l'individu et surtout actuellement, la réprobation supérieure de l'opinion publique. Ainsi elle complète le droit pénal.

Mais que devient alors la liberté individuelle placée entre le droit pénal interne, défenseur de l'organisation sociale, et la morale. Sa disparition est-elle proche ? Et, après avoir été exaltée, par les idées que la Révolution française a répandues dans le monde, en proclamant sous l'inspiration d'un J.-J. Rousseau « l'affranchissement de l'individu de l'omnipotence de l'Etat », est-elle destinée à disparaître derrière les groupements sociaux qui constituent l'Etat nouveau ? La poussée individualiste avait supprimé les corporations qui paraissaient devoir restreindre cette liberté, chère aux philosophes du XVIII^e siècle. Et, aujourd'hui, on voit se développer amplement, sous le couvert des lois, associations et syndicats. Or, que constate-t-on ? Une réaction inverse, mais parallèle au mouvement qui tend à noyer l'individu dans un ensemble d'individus. D'une part, l'association, d'autre part, l'individualisme. Les deux tendances ne se contrarient pas parce que le but final de tout groupement, à l'intérieur d'un Etat, c'est l'individu. Il y a d'ailleurs, un état d'esprit qui confirme cette tendance individualiste très nette, et qui se traduit par ce besoin pour la foule d'acclamer un nom plutôt qu'une idée !

Mais, si l'on franchit les limites de l'Etat où l'individu est assuré du libre développement de sa personnalité, du plein épa-

nouissement de ses facultés, que devient la liberté individuelle dans les rapports internationaux !

b) *Le droit international.*

L'Etat est soumis au droit international et étant donné les liens nécessairement étroits qui unissent l'homme à l'Etat, l'homme y est également soumis. Mais, il entre dans la société internationale avec les droits inhérents à la personnalité humaine. Sans vouloir, toutefois, assimiler, complètement, les rapports de l'individu et de l'Etat et ceux existant entre l'individu et la Société internationale, on doit constater cependant, une certaine analogie. Les besoins de l'être humain ont dépassé le cadre trop étroit de l'Etat. Cette extension est liée, d'une façon très générale, à toutes les étapes du progrès qui créent, qui déterminent, sans cesse, des besoins nouveaux. L'homme doit donc pouvoir trouver partout, hors du territoire auquel il appartient, la même protection et la même garantie qu'à l'intérieur de ses frontières. C'est une obligation internationale, réciproque pour tous les Etats, d'assurer à tout individu, quelle que soit sa nationalité, le plein exercice de sa liberté individuelle sous réserves que cette activité dans le lieu où elle se manifestera, respectera les lois et la morale qui concourent également à sauvegarder les intérêts individuels de ceux qui sont placés normalement sous leur empire. Ainsi, en temps que sujet indirect du droit international, l'individu possède des droits dans la Société internationale. Il les fera valoir sous l'égide de l'Etat auquel il appartient et qui lui confère sa nationalité. Le ressortissant d'un Etat ne subira la rigueur d'une loi étrangère que si tous les liens qui l'attachent à cet Etat, apparaissent comme étant brisés. Sinon, il ne relèvera que de sa seule loi nationale, parce qu'il la connaît et qu'il est placé normalement

sous son autorité. Il relèvera encore de la morale dans le domaine international parce que celle-ci est universelle. La réprobation d'un acte particulièrement grave qui dresse contre lui la conscience humaine, s'étendra au-delà des frontières de l'Etat où l'acte a eu lieu. Le coupable aura si lourdement porté atteinte à la morale humaine, que sa punition pourra être poursuivie en tous lieux, par telle ou telle législation répressive particulière, au nom de cette morale universelle qu'il a offensée. En dehors de cette hypothèse « l'éminente dignité de la personne humaine » selon l'expression d'Henry Michel, implique la reconnaissance internationale de la liberté individuelle. En règle générale, l'individu ne devra l'obéissance aux lois qui le régissent, qu'à titre de ressortissant. Mais en temps que sujet indirect du droit international, la morale seule s'imposera à lui.

Cette croyance à une réprobation universelle, caractérise la conception anglo-saxonne des sanctions en droit international. Elle s'est fait jour, au cours des Conférences qui ont suivi la guerre et dans le sein même de la Société des Nations. Selon elle, les idées de justice font naturellement leur chemin. Elles se développent dans le monde, en recueillant une approbation toujours plus large à tel point que tout acte, qui les méconnaîtrait, soulèverait contre lui, la réprobation universelle.

§ 3. — *Le droit naturel et le droit international*

Ainsi, le droit international connaît une sanction morale. C'est exceptionnellement et à raison du caractère de gravité que peut revêtir un acte, que la sanction morale peut se transformer et devenir pénale. L'idée d'une justice supérieure explique cette transformation, cette substitution de la loi positive à la loi morale.

Cette notion d'une justice objective est extrêmement impor-

tante, car elle constitue la base même des règles qui se sont toujours imposées aux hommes, dans les rapports nécessaires à leur vie en commun. Or « cet ensemble de règles objectives, antérieures à la volonté de l'homme et s'imposant à elle, constatées et non créées par la loi, constitue le *droit naturel* » selon la définition donnée par M. le professeur Le Fur, dans un article de la *Revue de droit international* (1).

L'idée de justice repose sur la distinction du bien et du mal. Mais quand peut-on dire que tel acte est bon et que tel autre est mauvais ? Dans cette distinction, il y a, certes, une part de spontanéité et d'instinct qui guide la conscience. Mais, néanmoins, la raison doit intervenir. Pour l'homme le bien c'est tout ce qui est conforme à son but final. Tous les hommes ayant les mêmes besoins et le même but, cette idée de justice est universelle. « Le droit naturel dit, encore M. Le Fur, est, en réalité, l'expression même de l'idée de justice, par là même une notion universelle ». Le droit naturel, qui à sa place dans le domaine du droit interne, s'étend aussi aux rapports internationaux car c'est un droit invariable, renfermant des règles simples, et qui parle à la conscience humaine de justice et d'équité. Ces deux notions premières n'ont pas cessé d'être reconnus par les êtres humains et de servir de base à l'élaboration d'un droit positif « qui est le moyen pour la Société d'imposer à tous, non pas toute la justice, mais simplement le minimum de justice indispensable à son fonctionnement » (2). Le droit naturel apparaît donc partout où les hommes entrent en contact. Il domine leurs accords et préside à leurs relations. Il sert de base à toute vie en commun, que ce soit dans le cadre des frontières ou dans la com-

(1) *Revue de droit international*, n° 3, 1^{re} année.

(2) M. Le Fur. Le fondement du droit.

munauté internationale; car, en tous lieux et de tout temps, ce droit a été l'expression d'un minimum de règles fondamentales et nécessaires. Hobbes en avait distingué trois principales (1) : 1° Les hommes doivent chercher la paix; 2° ils doivent renoncer à leurs droits absolus sur toutes choses; 3° ils doivent, enfin, être fidèles aux contrats. Mais le droit naturel comporte une autre règle essentielle : « L'obligation de réparer le préjudice injustement causé ». On perçoit alors, la nécessité d'une réparation consécutive à ce sentiment de justice et d'équité, véritable animateur du droit naturel. Mais il y a plus, la morale réclame elle aussi, cette réparation, tant il est vrai qu'elle considère uniquement le but final de l'individu, comme le critérium du bien et du mal.

Cette philosophie du droit sert à préciser le rôle que la morale et le droit naturel jouent dans la Société internationale. Ils tendent avant tout à consacrer entre les êtres humains de bons rapports, des relations en harmonie avec le bien-être commun et, enfin, à assurer le respect des accords et des conventions conclus.

Par contre, à leur empire, semble échapper encore la répression. En règle générale, en effet, la liberté individuelle ne doit subir de restriction que de la part d'une législation répressive particulière, tout au moins dans l'état actuel du développement du droit pénal international. On ne réprime pas, on ne punit pas encore au nom de la morale et des principes du droit naturel. Mais cependant, « seul l'attachement de la loi pénale a une idée d'obligation morale..... fait reconnaître à ses prescriptions une valeur obligatoire pour l'humanité entière » (2).

(1) M. Albert Valensin. Traité de droit naturel.

(2) Les principes modernes du droit pénal international, de M. Donnedieu de Vabres, page 451.

L'abordage du *Lotus-Boz-Kourt* impliquait une sanction puisqu'il y avait eu faute et une réparation, puisqu'un préjudice avait été causé. Avant tout, il importait de déterminer la nature de cette faute que la loi interne, à laquelle le coupable était soumis, pouvait seule sanctionner. En matière de faute, la personnalité du coupable doit surtout être prise en considération. C'est la gravité de la faute qui sert à déterminer la sanction et non l'importance du préjudice causé.

La thèse turque, concluant d'une « non-défense » à une permission est inacceptable. En l'absence d'une règle précise à opposer à l'extension de la loi territoriale turque, le respect des droits de la personnalité humaine, les principes du droit naturel, forment, avec les principes généraux du droit international positif, un faisceau de motifs propres à montrer la vanité de la prétention impérialiste de la Turquie.

CHAPITRE II

Le juge naturel et la répression de la faute en matière d'abordage

Un délit a été commis à bord d'un navire se trouvant en haute mer et ses conséquences se sont produites sur un autre navire, de nationalité différente.

Quel sera, des deux Etats mis fortuitement en présence, à la suite d'un abordage en pleine mer, celui dont les tribunaux seront compétents pour connaître ce délit.

On se trouve devant un conflit de juridiction, sur le terrain du droit international.

De l'examen des faits, il ressort qu'une faute est à l'origine du délit et qu'elle se situe sur le navire abordeur. C'est une hypothèse. Il a y en présence, d'une part, un officier pilotant le navire abordeur et qui s'est rendu coupable d'une fausse manœuvre ou d'une négligence, d'autre part, des victimes de même nationalité que le navire abordé sur lequel elles se trouvaient au moment de l'accident.

Le tribunal compétent sera-t-il celui du lieu du délit, c'est-à-dire celui de l'Etat dont dépend le navire abordeur ? Doit-il être, au contraire, celui du navire abordé ?

En d'autres termes, la responsabilité de l'officier du navire abordeur sera-t-elle mise en jeu en ne s'attachant qu'à la faute elle-même, abstraction faite de toute autre considération, ou ne

devra-t-elle être examinée qu'au point de vue des résultats du délit et du préjudice causé.

On voit que la question ne se pose pas sous la forme d'une indemnité aux victimes ou aux propriétaires du navire coulé. C'est un point de droit pénal pur à étudier.

Dans le cas envisagé, seule la responsabilité de l'officier du navire abordeur retiendra l'attention et si l'existence de cette responsabilité est démontrée, une sanction pénale interviendra. L'examen de la faute commise semble s'imposer, avant toute chose, étant donné que le préjudice causé constitue un problème tout différent : celui de la réparation. Certes, il devra recevoir aussi une solution, mais postérieurement.

Il faut, en premier lieu, examiner la répression de la faute délictuelle ; le but de cette répression consistant à sanctionner la violation d'une règle établie.

En tenant toujours compte que le prétendu coupable se trouve à bord du navire abordeur, deux questions se posent. La règle transgressée est-elle nationale, c'est-à-dire son respect est-il garanti par les mêmes autorités que celles dont dépend ce navire, ou bien est-elle déterminée par le législateur de l'Etat auquel appartient le navire abordé ? Deux dispositions sont ainsi en présence : dispositions nationales qui semblent devoir obliger l'officier coupable, dispositions extra-nationales qui ont, peut-être, subi une atteinte, mais auxquelles l'officier du navire abordeur n'est pas soumis, car il les ignore.

Mais pourquoi va-t-on punir l'auteur de l'infraction, sans se préoccuper du préjudice que celle-ci a pu entraîner ? En voici la raison : il convient, en effet, de défendre, avant tout, l'intégralité de la loi et il est nécessaire de donner également un avertissement au coupable et à ceux qui seraient tentés de l'imiter.

Or, il est indéniable que cet avertissement aura toute sa portée et toute son efficacité au lieu même où se trouve l'auteur du délit.

Celui-ci sait, en effet, au moment où il accomplit son acte, qu'il encourt une sanction à l'endroit précis où la loi est mise en échec.

On est amené ainsi à faire intervenir la notion de territorialité de la répression qui, sans dominer tout le droit pénal, y occupe une place très large.

Elle se rattache surtout à une idée de saine équité : « La justice du juge naturel ». Le juge naturel n'est-ce pas celui qui est connu du délinquant, au moment et à l'endroit où il commet son acte ? C'est le juge dont le coupable pouvait redouter la rigueur. Avant l'acte, il n'ignorait donc pas qu'il serait puni et qui plus est, il pouvait déjà connaître la personne à laquelle serait dévolu le soin d'établir sa culpabilité et de prononcer sa condamnation.

Dans le cas présent, affirmer la compétence du juge naturel, c'est reconnaître la compétence des tribunaux de l'Etat, dont le navire abordeur porte le pavillon. L'officier de ce navire, par hypothèse, a engagé sa responsabilité à la suite d'une fausse manœuvre, d'une maladresse ou d'une négligence. Il a méconnu des règlements propres à la navigation et essentiellement nationaux. Il est donc absolument logique de faire intervenir pour constater et apprécier ce manquement grave, les juges nationaux. Eux seuls sont à même d'atteindre le but assigné à la répression : donner un avertissement et sauvegarder les règles qui obligent tous les membres d'une Société dans l'intérêt même de celle-ci.

La compétence du juge naturel sera à la fois territoriale et personnelle. Les membres de la Société auxquels il est fait allu-

sion, ce sont les nationaux, mais ce sont aussi les étrangers qui habitent le même territoire. Se trouvant sur le territoire de tel Etat, ils en acceptent les lois. Ils sont censés connaître au même titre que les ressortissants, la peine qui, le cas échéant, pourra les frapper.

Connaissant le but nécessaire de la répression, sachant aussi qu'un délinquant doit en bonne justice, être déféré à ses juges naturels, quelle est la situation de l'officier d'un navire naviguant en haute mer ?

D'après notre droit maritime, le commandant d'un navire français et ses officiers doivent être français.

Le commandant maître à son bord après Dieu, selon la très vieille formule encore employée sur les connaissements, représente les autorités nationales. Il exerce sur son navire, au nom des lois françaises, un pouvoir administratif et disciplinaire. Il est responsable devant les juges de son pays, de même que les lieutenants agissant sous sa responsabilité. Si un délit est commis sur un navire français, ce délit entraîne les mêmes sanctions que s'il avait eu lieu sur le territoire français. C'est le cas du *Lotus*.

La détermination du juge naturel ne présente en l'espèce aucune difficulté.

CINQUIEME PARTIE

L'affaire du « Lotus » et le droit pénal international

En se plaçant plus spécialement sur le terrain du droit pénal, la Turquie a tenté de trouver un titre de compétence à ses tribunaux :

1° Dans le système de « la protection des nationaux » ou « de la personnalité passive » ;

2° Dans la détermination du lieu du délit sur le navire turc ;

3° Dans la « connexité » des poursuites engagées, simultanément contre l'officier du navire abordeur et le commandant du navire abordé.

Or, le système « de la protection des nationaux » ne peut se justifier en l'état actuel du droit des gens. Le délit d'homicide par imprudence retenu contre le lieutenant Demons, s'est produit sur le *Lotus* et non sur le *Boz-Kourt*. La connexité des poursuites ne trouve pas d'application en matière de droit international.

§ 1. — *Théorie de la protection des nationaux en droit pénal*

La protection des intérêts particuliers des ressortissants d'un Etat implique, d'après cette théorie, l'intervention des tribunaux répressifs nationaux, alors même que les délits, susceptibles de léser ces intérêts, aient été commis hors de cet Etat. Mais la

notion d'intérêt tend de plus en plus à disparaître, devant l'idée nouvelle de justice qui a déjà trouvé sa place dans le Pacte de la Société des Nations. Cette notion, comme le fait remarquer M. Donnedieu de Vabres, « n'apporte qu'un critérium bien vague, quand l'Etat veut régler sa compétence pénale en considération de son propre intérêt » (1). Cette évolution ne semble pas avoir été suivie par la Turquie. Sa thèse puise encore son inspiration dans cette doctrine réaliste, égoïste, pour laquelle la base de la compétence est l'intérêt supérieur de l'Etat et des éléments qui le composent.

a) *Fondement du droit de punir.*

Si on considère l'Etat dans ses rapports avec ses ressortissants, le droit de punir est la sanction d'un devoir d'obéissance inhérent à toute communauté d'individus. Mais en présence de délits commis à l'étranger, par des étrangers et préjudiciables à des nationaux, la juridiction répressive de l'Etat, dont ils dépendent, pourra-t-elle intervenir, au nom de ce même devoir d'obéissance ? Non, puisqu'aucun lien de dépendance n'existe entre ces étrangers et cet Etat. Deux souverainetés sont en présence. Il faudra rechercher celle des deux qui, en bonne justice, doit réprimer l'infraction commise. Est-ce celle dont les lois ont été violées ? Est-ce plutôt celle dont les ressortissants ont été victimes de cette violation ?

Il semble à ce point de vue, que l'on puisse se mettre d'accord pour déterminer le lieu où la répression aura le maximum d'efficacité. La répression a un but utilitaire certain. Son efficacité ne sera-t-elle pas plus certaine, si elle atteint le délinquant à

(1) Principes modernes du droit pénal international, page 131.—

l'endroit même où il pouvait escompter la rigueur de la loi répressive, c'est-à-dire, où il a commis son délit. C'est dans une certaine mesure le problème du juge naturel qui a déjà été examiné.

b) *La répression et la nationalité de la victime.*

La répression, basée sur la nationalité de la victime, est fonction d'un résultat, elle n'existe que s'il y a eu préjudice causé. Si l'infraction a lésé deux personnes de nationalités différentes, le coupable devrait être soumis aux juridictions de deux Etats distincts, pour une même faute; ce qui est inadmissible. Même en envisageant la présence d'un seul juge, on est en droit de redouter sa partialité, en raison des liens de nationalité qui le rapprochent de l'une des parties.

A première vue, une compétence pénale s'appuyant sur la seule nationalité de la victime, paraît insuffisamment étayée. Cependant, autrefois, on estimait que la victime devait être regardée comme le lieu du délit. Cette assimilation avait, d'ailleurs, été jugée excessive par Bartole (1). Existe-t-il toujours, en effet, un rapport entre l'infraction et la personne qui en a été victime? Plus particulièrement dans un cas d'homicide par imprudence, on chercherait, en vain, à découvrir l'existence de ce rapport. La personnalité de la victime ne peut dans ce cas, expliquer le délit. Comment alors déterminer à ce seul point de vue, le degré de gravité, la nature particulière de la faute? L'Etat qui s'inspire de cette théorie, obéit-il à des sentiments humanitaires, ou craint-il l'impunité d'un délit qu'il connaît, étant donné que la victime est un de ses ressortissants? Rien n'est moins fondé. Aujourd'hui, les risques d'impunité dès que le coupable est

(1) Introduction à l'étude du droit pénal international. H. Donnedieu de Vabres, page 141.

connu, sont réduits au minimum. Tous les Etats civilisés possèdent à l'heure actuelle une organisation judiciaire très poussée. Aussi l'Etat qui ne prend en considération que la personnalité de la victime qui est un de ses ressortissants, suit-il une inspiration égoïste. Il attache, en effet, plus d'importance à l'intérêt de la victime, qu'à la punition du coupable. Il est à craindre cependant que les circonstances dont le crime ou le délit a été entouré, lui aient totalement échappé.

L'intérêt que l'Etat de la victime prétend avoir dans la répression, est de ce fait, une notion incertaine. Est-ce un droit naturel de légitime défense ou de conservation ? Cela est assez invraisemblable dans la majorité des cas. Tout d'abord, parce qu'une infraction revêt bien rarement, un caractère tellement dangereux, que l'intérêt même de l'Etat puisse être compromis. En second lieu, il est probable que de toutes façons, le coupable sera puni et mis, momentanément, hors d'état de nuire. Cette notion de « protection » manque de précision ; elle fait naître une incertitude quant à l'efficacité de la répression, et ne correspond pas à une saine compréhension de l'idée de justice. Elle a été condamnée par l'Institut de droit International dans sa session de Munich (1883), en ces termes : « la justice pénale d'un pays dans le territoire duquel se réalisent ou devaient se réaliser, selon l'intention du coupable, les effets de son activité, n'est pas compétente à raison de ces effets seuls » (1). Le système de la « protection des nationaux » ou de la « personnalité passive » a trouvé un appui dans les écrits de certains auteurs. M. Travers, par exemple, que le représentant de la Turquie, a cité à l'appui de sa thèse, s'exprime ainsi : « La loi pénale d'un

(1) Citation, M. Donnedieu de Vabres. Article de la Revue de droit international, 1928. « *Le Lotus et le droit international* ».

Etat a pour but et pour raison d'être la protection de ses intérêts généraux ». Et dans le contre-mémoire turc, on relève cette autre citation : « La loi pénale d'un groupement, étant une loi de défense sociale, ne doit pas cesser d'être compétente par cela seul que la loi répressive d'un autre groupement réclame également le droit d'agir, chaque loi pénale doit accomplir le rôle qui lui est dévolu : les compétences se superposent en principe (1)... « Toute loi répressive décide en toute liberté des questions de qualification; il n'appartient, en effet, qu'à la loi de chaque groupement de dire si un acte donné va à l'encontre de ses conditions essentielles de vie et de prospérité » (2). Malheureusement, la Cour de justice permanente n'a pas cru « nécessaire d'examiner la thèse » combattant la théorie de la protection des nationaux. Elle s'est contentée d'émettre des doutes quant à son exactitude (3). Elle ne l'a pas condamnée.

La critique générale qui est à adresser à l'argumentation turque, visant la protection, c'est de vouloir confondre les intérêts généraux de l'Etat et ceux de ses ressortissants pris individuellement, et de considérer comme secondaire le but de la répression.

c) *L'article 6 du Code pénal turc.*

L'article 6 du Code pénal turc qui consacre le système de la protection des nationaux, est ainsi rédigé :

« *L'étranger qui commet à l'étranger au préjudice de la Tur-*

(1) Publications de la Cour permanente. Série C., n^{os} 13-11. Contre-mémoire turc, page 301.

(2) Publications de la Cour permanente. Série C., n^{os} 13-11. Contre-mémoire turc, page 300. (Citation de M. Travers. Droit pénal international, tome I, pages 12 et suivantes).

(3) Publications de la Cour. Série A., n^o 10, page 23.

quie ou d'un turc, un délit pour lequel la loi turque prononce une peine restrictive de la liberté, dont le maximum ne soit pas inférieur à une année, est puni, d'après le Code pénal turc, pourvu qu'il soit arrêté en Turquie, etc.... ».

Il en résulte, notamment, qu'en cas d'un abordage survenant en haute mer, le capitaine, les officiers ou les marins du navire abordeur, considérés comme fautifs, encourrent des poursuites pénales. Ces poursuites pourront d'ailleurs, avoir lieu, non seulement dans l'Etat du navire coulé, mais aussi dans les Etats, dont ressortissent les victimes et qui admettent, de ce fait, la compétence extraterritoriale de leurs tribunaux à l'égard des étrangers.

Les pays qui paraissent avoir adopté cette compétence sont notamment :

L'Italie (art. 6, al. 1 et 2 du Code pénal);

Le Japon (art. 3 du Code pénal);

Le Mexique (art. 186 du Code pénal);

La Norvège (art. 12, al. 4 du Code pénal de 1902);

La Suède (art. 2 du Code pénal);

La Turquie (art. 6, al. 1 et 2 du Code pénal de 1926).

Les dangers de l'extension d'une législation interne, sont susceptibles de croître, étant donné que la possibilité des poursuites, subsiste au cours du voyage, pendant lequel la collision a eu lieu, mais aussi jusqu'à la prescription légale de l'action.

Enfin, l'article 6 nécessite une interprétation. Que signifie, en effet : « l'étranger qui commet à l'étranger... » ? Pour les tribunaux répressifs turcs, la haute mer devait être assimilée à un territoire étranger, ce qui est, pour le moins, contestable. La haute mer n'étant susceptible d'aucune souveraineté ne consti-

tue pas « un pays étranger ». La presse turque (1) a, d'ailleurs, souligné l'imprécision de cet article du Code. Mais, puisqu'il y avait matière à interprétation, les autorités turques n'auraient-elles pas du faire preuve de plus de modération à l'égard du lieutenant Demons ?

§ 2. — *Le problème de la détermination du lieu du délit*

La localisation du délit a une importance capitale dans la solution du différend, né à la suite de l'abordage du *Lotus-Boz-Kourt*. C'est, en réalité, la première question qui se pose à ceux qui donnent la prépondérance à la compétence territoriale des tribunaux répressifs. La Turquie prétend qu'un délit d'homicide par imprudence a été commis, à bord du navire turc ; alors qu'au nom de la France, on estime que s'il y a un délit, imputable au lieutenant français, ce délit s'est produit sur le *Lotus*.

Selon la première thèse, le délit a été consommé sur le *Boz-Kourt*, donc en territoire turc ce qui entraîne la compétence des tribunaux turcs. Ainsi l'endroit où se sont manifestés les effets de l'acte fautif retient seul l'attention, on ne tient compte que du résultat ; c'est une idée voisine du système dit de « protection ». D'après la thèse française le lieu de perpétration du délit, en matière d'abordage, est le lieu de l'activité de l'agent. D'un côté, la répression sera déterminée par le seul résultat, de l'autre on s'efforcera de sanctionner une faute. « Prendre l'effet d'un acte pour base de compétence, dit M. Gauvain, serait faire abstraction en quelque sorte du principe de culpabilité » (2) Dans

(1) Le *Vakit*. Constantinople, 2 septembre 1926 : « L'article du nouveau Code pénal appliqué à l'égard du lieutenant Demons est imprécis. Il importait de spécifier explicitement si l'expression « pays étranger » peut s'appliquer à la pleine mer.

(2) De l'effet extraterritorial de la loi pénale. M. Gauvain, édition 1887, page 713.

de telles conditions, la sanction de la loi et des règlements qui ont été violés atteindra-t-elle son but ! Cela est douteux. En ne considérant que les effets d'une action fautive, on se rapproche surtout de la notion de réparation ; la notion de répression reste au second plan. Précédemment il a été indiqué que l'idée de répression était cependant inséparable de la personnalité du délinquant. La théorie du « but immédiat et du résultat » situe le « lieu du délit à l'endroit où l'intérêt lésé avait son siège ». Ce système déjà ancien, a surtout à l'heure actuelle des partisans en Allemagne, comme le mentionne M. Donnedieu de Vabres dans un récent ouvrage (1). Cet auteur reproche à cette conception de ne plus être conforme « aux buts modernes de la répression et, notamment, à sa tendance subjective » (2). Et il cite à ce sujet l'observation si juste présentée au cours des débats devant la Cour permanente, par M. le professeur Basdevant, agent du Gouvernement français : « Si l'on voulait préciser la prétention, on serait bien amené à constater que le résultat du délit s'est produit beaucoup moins sur le navire qu'en haute mer, puisque c'est là que les victimes ont péri ».

Quant à la Cour, elle s'est prononcée en faveur de la « théorie du résultat » en ces termes : « On a cherché à faire valoir que le délit d'homicide par imprudence ne saurait être localisé dans le lieu où l'effet mortel se produit, car cet effet *n'est pas voulu* et l'on ne saurait dire qu'il y ait intention délictueuse dirigée, dans la pensée du délinquant, vers le territoire où l'effet mortel s'est produit. Contre cette thèse, on pourrait faire observer que

(1) Les principes modernes du droit pénal international. (M. Donnedieu de Vabres), page 103.

(2) Les principes modernes du droit pénal international. (M. Donnedieu de Vabres), pages 128 et 129.

l'effet a une importance toute particulière dans les délits tels que l'homicide par imprudence qui sont punis justement en considération de leur effet plutôt que de la condition subjective du délinquant » (1). Ce point de vue est à écarter. Même dans le délit d'homicide par imprudence, où il n'y a pas eu intention criminelle, le juge aura à apprécier une faute, une négligence ou une imprudence. On doit reconnaître que la « condition subjective du délinquant » est ici essentielle et qu'elle constitue la seule base rationnelle qui puisse servir à formuler une opinion au regard de la faute.

Les juges dissidents se sont montrés, au contraire, partisans de la « théorie de l'action ». M. Weiss, s'exprime ainsi : « Pour situer un délit dans l'espace, ce n'est pas au lieu où ce délit produit, souvent contre toute prévision raisonnable, ses effets nocifs quant aux personnes et quant aux choses, qu'il faut regarder, mais uniquement au lieu où a été commis l'acte punissable et où se trouvait l'agent responsable de cet acte à l'instant où il a été commis ; c'est là véritablement que le délit a été consommé » (2). M. Finlay condamne l'application du principe du « locus delicti » en ces termes : « Un bateau est un bien meuble, ce n'est pas un lieu ; lorsqu'il navigue, il change de place, jour par jour et heure par heure et dans un port, c'est un bien meuble qui, temporairement, se trouve être dans un endroit déterminé. La compétence pour connaître des crimes commis à bord d'un navire en mer n'est pas du tout de nature territoriale ; elle dépend de la législation qui, par commodité et par consentement mutuel,

(1) Recueil des arrêts. Publications de la Cour permanente de justice internationale. Série A., n° 10. Affaire du *Lotus*, page 24.

(2) Recueil des arrêts. — Publications de la Cour permanente internationale. Série A., n° 10. *Lotus*, page 47.

s'applique dans le cas de ces biens meubles de nature très spéciale que sont les navires » (1). Pour M. Loder, ancien président de la Cour, c'est toujours une fiction que d'assimiler le lieu de l'effet avec le lieu de l'acte. Il admet, toutefois, que cette fiction se justifie « si l'acte et l'effet se confondent et s'il y a un rapport direct entre l'un et l'autre » (2). « Le lieu du délit est celui de l'acte. La compétence fondée sur un autre lieu résulte d'une fiction » telle est enfin, l'avis du juge espagnol Altamira.

On voit quelle unité de vues se dégage des différentes opinions dissidentes exprimées à la suite de l'arrêt de la Cour permanente, et bien qu'elles ne correspondent qu'à une minorité, la netteté et la précision qui les ont imprégnées, leur donnent une valeur considérable. Alors que l'argumentation de la Cour se borne à faire observer que le délit d'homicide par imprudence est « puni justement en considération de son effet » (3). Délibérément elle écarte la question de la culpabilité, qui est ici essentielle. M. Donnedieu de Vabres (4) condamne, à son tour, dans un article, cette théorie du résultat, admise par la Cour, car cette théorie est une « exagération de cette idée de défense pénale, qui doit avoir un caractère exceptionnel ». D'ailleurs, ajoute-t-il, « elle n'est pas entrée dans la coutume internationale ».

Dans son discours, prononcé devant la Cour permanente, M. le professeur Basdevant, fait un rapprochement entre l'affaire du *Lotus* et celle du *Franconia* (5). « On a cherché, dit-il, dans cette

(1) Recueil des arrêts. Cour permanente de justice internationale. Série A., n° 10. *Lotus*, page 53.

(2) Recueil des arrêts. Cour permanente de justice internationale. Série A., n° 10. *Lotus*, page 37.

(3) Recueil des arrêts. Arrêt de la Cour, page 24.

(4) « Le *Lotus* et le droit pénal international », dans la Revue de droit international. Année 1928.

(5) Publications de la Cour permanente. Série C., page 66.

dernière, à justifier la compétence des tribunaux anglais en prétextant que « le décès qui s'est produit à la suite de l'abordage a eu lieu à bord du navire anglais ». Or, ce moyen a été rejeté. Sir Robert Phillimore l'a écarté, soulignant que l'inculpé (le capitaine du *Franconia*) « n'avait pas l'intention de nuire au Strathclyde, à son équipage et à ses passagers ». Une imprudence avait été commise, mais l'événement qui avait causé mort d'hommes n'était ni son fait, ni la conséquence immédiate et directe de son fait ». Le représentant de la France, poursuit, dans sa réplique (1) : « Le délit en cas d'abordage se localise sur le navire dont l'officier est inculpé, cela résulte de cette circonstance que le délit d'abordage consiste en une fausse manœuvre ».

En effet, il y a un enchaînement logique certain. Le lieutenant Demons s'est rendu coupable d'une imprudence, qui a entraîné la mort de plusieurs hommes, mais cette imprudence correspond à une fausse manœuvre ! En conséquence, qu'il s'agisse de répression pénale ou disciplinaire ce sont les autorités françaises qui sont le plus en mesure de faire procéder à toute enquête utile, d'entendre des témoins et surtout d'apprécier le caractère de gravité de cette fausse manœuvre, qui est une faute nautique, professionnelle.

§ 3. — *L'affaire du Franconia et l'affaire du West-Hinder
en ce qui concerne la localisation du délit*

Si dans sa décision la Cour anglaise des cas réservés à la Couronne, a établi une distinction très nette entre le meurtre

(1) Publications de la Cour permanente de justice internationale. Série C., n^{os} 13-11, page 158. Réplique de M. le professeur Basdevant.

intentionnel et l'homicide non intentionnel, et a admis la localisation du délit sur le navire abordeur, le tribunal de Bruges, au contraire, à l'occasion de l'abordage du navire allemand *Ekbātana* et du bateau-phare belge *West-Hinder* l'a repoussée. Voici les faits : Une allège remorquée par le vapeur allemand *Ekbātana*, aborda dans la nuit du 14 au 15 décembre 1912, le bateau-phare belge, *West-Hinder*, ancré en haute mer. Le *West-Hinder* fut coulé et son équipage périt. Le capitaine allemand fut alors poursuivi, devant le tribunal correctionnel de Bruges, sous l'inculpation d'avoir, par défaut de prévoyance ou de précaution, causé la mort de l'équipage du navire belge. Le tribunal de Bruges se déclara compétent, pour connaître de la poursuite pénale. Le mémoire du Gouvernement turc, reproduit le jugement du tribunal belge, soulignant à dessein les attendus suivants :

« Attendu que ce délit se compose de deux éléments essentiels :

1° Le fait d'imprudence à bord de l'*Ekbātana*;

2° La mort de l'équipage du *West-Hinder*; que sans la réunion de ces deux éléments il n'existe pas de délit.....

Attendu qu'il s'en suit que les tribunaux allemand et belge apparaissent bien comme étant également compétents « *ratione loci* » pour connaître des faits... etc... ».

Mais, il néglige de rappeler certains attendus susceptibles de nous éclairer sur l'attitude du tribunal belge.

« Attendu, relève-t-on, dans ce même jugement, que ce navire avait été placé par l'Etat belge dans la mer du Nord pour assurer la sûreté de la navigation le long des côtes belges..... et que son établissement avait été annoncé à l'étranger, à la date du 6 avril 1866 par les soins du Ministre des Affaires étran-

gères... Ainsi, le navire abordé appartenait à l'Etat belge et était destiné à un service de sécurité publique (ce sont les termes de la décision belge). Ce navire représentait une parcelle de la puissance publique, et plus que tout autre bâtiment, il pouvait être comparé, à une portion du territoire belge. En outre, il est à remarquer, que sa présence, en mer du Nord avait été signalée à l'étranger et que tous les navigateurs fréquentant cette mer étaient sensés en avoir été avisés. On ne se trouve donc pas en présence d'un abordage ordinaire. Le navire abordé n'est pas semblable au navire abordeur. Le capitaine allemand a commis une faute professionnelle très lourde, puisqu'il connaissait la présence du bateau-phare. En conséquence il lui appartenait de redoubler de vigilance dans la conduite de son steamer. C'est pourquoi l'agent du Gouvernement français estima très justement que cette espèce n'était pas indentique à celle du *Lotus*. Aussi, insista-t-il dans sa plaidoirie sur ce fait, que le « bateau victime de l'abordage n'était pas un bateau comme les autres, que ce n'était pas un navire de commerce circulant à travers les mers et se trouvant placé vis-à-vis des autres, sur un pied d'égalité » (1).

§ 4. — *Le lien de connexité en matière d'abordage*

C'est cette idée de connexité qui a fait triompher la thèse turque devant la Cour permanente de La Haye. C'est l'argument de la connexité des poursuites qui a été le mieux accueilli par les criminalistes.

Cependant la notion de connexité semble devoir rester en dehors des relations internationales et n'avoir d'application qu'en droit interne. Dans son contre-mémoire, le Ministre de la jus-

(1) Publications de la Cour permanente. Série A., n° 13, page 53.

tice de Turquie conclut : « L'affaire du *Boz-Kourt-Lotus* étant un cas de délit « connexe », le Code d'instruction criminelle qui est emprunté à la France, ordonne que l'officier français soit l'objet de poursuites connexes, en même temps que l'officier turc ». L'article 227 de notre Code d'instruction criminelle, définit comme suit, les délits connexes : « *Les délits sont connexes, soit lorsqu'ils ont été commis en même temps par plusieurs personnes réunies, soit lorsqu'ils ont été commis par différentes personnes même en différents temps et en divers lieux, mais par suite d'un concert formé à l'avance entre elles, soit lorsque les coupables ont commis les uns pour se procurer les moyens de commettre les autres, pour en faciliter, pour en consommer l'exécution ou pour en assurer l'impunité* ». Cette énumération de cas de connexité est purement indicative (1). La connexité entraîne la jonction des procédures, auxquelles les différentes infractions connexes ont donné lieu. Le juge compétent pour connaître l'une de ces infractions « puise dans la connexité une prorogation de compétence » (2) lui permettant de connaître également les autres, alors même qu'elles ne seraient ni de sa compétence « *ratione materiæ* » ou « *ratione personæ* », ni de sa compétence « *ratione loci* ».

On a dit également, que la connexité était un lien qui permettait dans l' « intérêt d'une bonne administration de la justice » de grouper plusieurs crimes ou délits et d'établir une sorte de cohésion entre ces poursuites. Mais la connexité ne doit pas être confondue avec *l'indivisibilité*, qui suppose un seul délit commis par plusieurs personnes ou plusieurs délits offrant entre eux, une liaison telle, qu'ils paraissent ne constituer qu'un seul délit.

(1) Code d'instruction criminelle annoté par G. Le Poittevin.

(2) Code d'instruction criminelle annoté par G. Le Poittevin.

D'après M. Garraud « la connexité a pour conséquence immédiate, une jonction de procédure et pour conséquence plus éloignée, une prorogation de compétence » (1). Il convient de rapprocher l'indivisibilité de la connexité; en effet, si l'acte commis par un individu est connexe à celui qui a été perpétré par une autre personne, le rapprochement des deux actions constitue un tout indivisible. Dans un cas analogue à l'abordage du *Lotus-Boz-Kourt*, on ne peut pas dire qu'un « but commun » était prévu, il suffit qu'entre les délits, il y ait une unité de temps et une unité de lieu. Mais l'indivisibilité n'est pas définie dans le Code français. Quoi qu'il en soit, il est admis que celle-ci suppose « entre les faits poursuivis, un lien plus étroit que celui qu'implique la connexité rendant l'instruction et le jugement inséparables » (2).

M. le professeur Diena, dans ses « observations » annexées au contre-mémoire turc, veut justifier également la compétence des tribunaux ottomans pour « des raisons de connexité » : « Le droit des gens ne renferme pas de règles pour décider s'il existe ou s'il n'existe pas un rapport de connexité entre deux infractions commises en deux territoires différents, de sorte que faute d'une règle prohibitive du droit des gens, il n'est pas contraire à celui-ci que des autorités judiciaires nationales fassent application d'une règle de droit interne » (3). Assertion contestable. On ne peut conclure d'une non-défense à une permission, ainsi que cela a été souligné, dans les pages qui précèdent. M. Diena,

(1) Précis de droit criminel de M. Garraud.

(2) Cours de droit criminel français. M. Roux. Tome II. « De la connexité ».

(3) Publications de la Cour permanente. Série C. « Observations de M. le professeur Diena », page 331.

invoque à l'appui de son opinion, « la meilleure façon capable de servir les intérêts de la justice ». Il était donc nécessaire à son sens, de faire un seul procès, pour mieux apprécier les culpabilités et les responsabilités respectives.

M. Donnedieu de Vabres, dans un article consacré à l'affaire du *Lotus* et dans un récent ouvrage sur les « Principes modernes du Droit pénal international », précédemment cité, a montré qu'il partageait l'avis de la Cour permanente, en ce qui concerne la connexité des poursuites. A son sens, la thèse turque n'offrait qu'un seul argument pouvant lui être favorable : celui de l'indivisibilité des responsabilités encourues par les deux navires. Une même présomption de faute pèse sur l'officier français et sur le commandant turc. Ces fautes ne doivent pas faire l'objet d'un examen séparé. Les tribunaux français et turcs sont les uns et les autres compétents pour connaître du délit d'abordage. Pour toutes ces raisons, M. le professeur Donnedieu de Vabres est en plein accord avec l'Arrêt de La Haye. L'indivisibilité des faits imputés à ceux qui avaient la charge de diriger les deux navires se justifie, étant donné que ces faits ne constituent qu'une seule et même infraction à la loi pénale : l'homicide par imprudence. L'action pénale qui est consécutive à ce délit devra être une, de même qu'il y a unité du fait matériel : c'est-à-dire l'abordage (1). Un seul argument contraire sérieux existe, quant à lui. Il a été formulé par le juge Altamira. « Il y a atteinte aux droits de la personnalité humaine, si l'on contraint un homme, surtout s'il n'est pas un criminel, à subir les effets d'une législation qui n'est pas celle de la société dont il fait partie, d'une

(1) Principes modernes du Droit pénal international. M. Donnedieu de Vabres, page 191.

législation qu'il ignore... » (1). Mais, ajoute M. Donnedieu de Vabres, cette objection ne peut-être décisive, que si les tribunaux turcs appliquent la loi turque, et elle tombe, si l'on décide que les Turcs, dans le cas présent, font une application de la loi française, pour le délit commis à bord du navire français.

Le Gouvernement turc soutient, dans son contre-mémoire, qu'il est nécessaire « de soumettre aux poursuites connexes tout fait provenant d'une activité des personnes participantes du corps du délit » (2). La jurisprudence française, d'après lui, s'est prononcée à plusieurs reprises dans ce sens. Cette *objection de réciprocité* est à réfuter. Les cas, auxquels l'agent turc fait allusion, se rapportent presque essentiellement à des cas de complicité. La pratique française sur ce point, n'admet la jonction des procédures au profit des tribunaux français, que si le fait principal a eu lieu en France. D'après cette conception, l'activité de l'auteur principal qui s'est rendu coupable d'un délit sur le territoire français forme un « ensemble indivisible » avec l'acte accessoire imputable au complice, même si cet acte a été commis hors de ce territoire.

L'affaire du *Lotus* n'offre aucune analogie avec cette espèce. Il y a bien deux infractions qui ont eu un commun résultat, mais cela n'est pas suffisant pour conclure à la nécessité de joindre les poursuites. En effet, l'officier français, par exemple, demeure exclusivement soumis à sa loi nationale, tandis que le commandant du *Boz-Kourt* ne relève que de la juridiction turque. Les infractions commises par l'un et l'autre sont distinctes. Si l'un

(1) Publications de la Cour. Recueil des arrêts. Série A., n° 107, p. 104.

(2) Publications de la Cour. Série C., n° 13. Contre-mémoire turc, page 311.

a violé des règlements français, l'autre a méconnu des règlements turcs. La séparation est nette et à ce sujet, on lit dans le contre-mémoire français : « La culpabilité de l'un est absolument indépendante de celle de l'autre, la première, à la supposer reconnue, n'efface ni ne diminue aucunement la seconde, si l'une est absente, cela n'implique pas que l'autre existe » (1).

Nous sommes ici devant un problème de droit international. La notion de connexité « est étrangère aux relations internationales, et cela à raison des modifications qui en résulteraient, soit pour la loi applicable aux infractions prétendues, soit pour le régime des pénalités dont elles seraient susceptibles » (2). Telle est l'affirmation de M. Weiss. Il insiste également sur ce point que la connexité est une règle d'aménagement intérieur et qu'elle ne dépasse pas les frontières. Le juge Loder précise aussi que : « la jonction pour raison de connexité est une mesure de législation nationale ; connexité ne produit pas compétence » (3). Elle répond à une idée de meilleure organisation de la justice. On ne doit pas admettre la compétence d'un juge étranger, même si ce juge applique la loi du délinquant, car ce dernier ne serait pas entouré de toutes les garanties nécessaires.

La thèse turque ayant posé en principe, la connexité des délits reprochés à l'officier français et au commandant turc, en déduit une extension de la compétence des tribunaux turcs, à l'égard du lieutenant Demons. En admettant même que les autorités turques aient pensé qu'il était opportun, dans l'affaire du *Lotus*, de confier au tribunal de Constantinople, la connaissance du

(1) Publications de la Cour permanente. Série C., n^{os} 13-11. *Lotus*, page 252.

(2) Publications de la Cour permanente. Série A., n^o 10. Recueil des arrêts. Affaire *Lotus*, page 48.

(3) Recueil des arrêts. Affaire *Lotus*, page 38.

délit d'homicide par imprudence, ces considérations n'étaient pas suffisantes pour justifier la substitution de la loi territoriale à la loi du pavillon.

En résumé, bien qu'une même présomption de responsabilité pesait à la fois sur l'officier de quart du *Lotus* et sur le commandant du *Boz-Kourt*, il était prématuré, en l'état actuel de droit international, des conventions et des accords qui le consacrent, de vouloir justifier la compétence des tribunaux turcs au moyen de la notion de connexité. Reconnaître l'existence d'une telle base de compétence c'était ne pas attacher l'importance qu'il convenait, en matière de répression, à la personnalité du coupable. C'était encore oublier les circonstances particulières qui avaient entouré l'abordage du *Lotus-Boz-Kourt*.

SIXIEME PARTIE

CHAPITRE I

L'abordage en haute mer

§ 1. — *Des différentes sortes d'abordage*

Le Code de commerce français distinguait autrefois les abordages fortuits, fautifs et douteux (1). La loi du 15 juillet 1915 assimila les abordages fortuits et douteux et distingua un cas nouveau : l'abordage par faute commune (2). Notre législation ne faisait qu'adopter une distinction prévue par la Convention de Bruxelles de 1910.

Les faits qui se sont produits après la collision du *Lotus-Baz-Kourt*, montrent que la Turquie a considéré cet abordage, comme consécutif à une faute commune aux deux commandants. Ceux-ci ont été emprisonnés peu de temps après leur arrivée à Constantinople, à une date, où il était encore impossible de déterminer avec précision, quel était l'auteur responsable de l'abordage, et même quelle était l'importance des fautes présumées. Il semble bien qu'on se trouvait alors dans le cas d'un abordage douteux, ce qui aurait dû, en toute équité, empêcher l'arrestation du lieutenant Demons.

(1) Art. 407 du Code de commerce.

(2) Art. 407, paragraphe 2 et paragraphe 4, du Code de commerce.

§ 2. — *De la présomption des fautes dans l'abordage
Lotus-Boz-Kourt.*

Ainsi il faut admettre qu'une présomption a influencé les autorités turques. Présomption d'une faute nautique commise par le navire abordeur.

En réalité, l'arrestation et les poursuites dirigées contre le lieutenant Demons ont été effectuées au nom de l'article 6 du Code pénal turc, consacrant le principe de la « personnalité passive » ou « de la protection des nationaux ». Il n'est cependant pas sans intérêt d'examiner aussi cette affaire, en se plaçant plus spécialement au point de vue de l'abordage. Dès l'origine de ce conflit, aucun doute ne pouvait subsister sur l'attitude de la Turquie. Elle négligeait sciemment un point de droit maritime.

§ 3. — *Le non-partage des fautes et des responsabilités*

La collision du *Lotus-Boz-Kourt* était certainement à l'arrivée à Constantinople, du navire français, un cas d'abordage douteux. S'il y avait eu faute, l'auteur ne pouvait être identifié. La Turquie a donc assimilé l'abordage par faute commune à l'abordage douteux, estimant sans doute, que le rapport de cause à effet, entre la faute de l'un des deux coupables et l'abordage, ne pouvait être défini, leurs fautes ne pouvant être examinées indépendamment l'une de l'autre. Mais alors, ne fallait-il pas déclarer que les préjudices consécutifs à l'abordage devaient être supportés par ceux qui les avaient subis. Pas de partage des responsabilités, que celles-ci soient pénales ou civiles; le navire abordeur et le navire abordé ayant l'un et l'autre contribué d'une façon certaine aux dommages causés. Pénalement, ce non-partage des fautes se justifie. Celui qui a commis une faute entraî-

nant un préjudice, est tenu de le réparer; mais aucun doute ne doit alors subsister au sujet de l'existence d'un rapport étroit entre la faute commise et le préjudice causé. Si ce rapport n'existe pas ou s'il ne peut être établi avec certitude, l'imputation de la faute est chose impossible. Dans le cas de l'abordage chaque navire doit alors supporter les dommages que le hasard lui a fait subir. Quant à la question de réparation des dommages causés par faute commune, elle est réglée de façon différente suivant les législations. Les unes qui ne laissent place, comme autrefois celle de l'Angleterre, à aucun recours, avaient admis, depuis la fin du siècle dernier, la division des dommages par moitié. Les autres, parmi lesquelles figurait le Code allemand de 1900, concevaient une répartition, desdits dommages, proportionnelle aux fautes des navires en présence. Enfin, certaines législations telles que celle de la Turquie, avaient prévu le partage dans la proportion de la valeur des navires (1). L'intérêt d'une unité de vues, est évident; mais cette unité serait peut-être plus désirable encore en matière de répression. Bien des conflits de juridictions seraient ainsi évités.

Dans le cas d'un abordage par fautes communes, les circonstances ne permettent toujours pas d'isoler, à fin d'examen, chaque faute, et de déterminer ainsi la part de responsabilité incombant à tel ou tel coupable. *A fortiori* en cas de doute, sur les causes de l'abordage, impossibilité absolue de procéder à une discrimination quelconque. En conséquence, ni une action civile en réparation, ni une action pénale ne peuvent se justifier.

(1) Article 249 du Code de commerce turc, aux termes duquel, « lorsque la collision entre deux navires est due à des fautes communes, le dommage qui en est résulté est réparé à frais communs par les navires qui l'ont fait et souffert proportionnellement à leurs valeurs respectives... »

Dans l'affaire du *Lotus*, que l'on considère l'abordage comme consécutif à des fautes commises à la fois par le lieutenant Demons et le commandant turc, ou qu'un doute subsiste et empêche de désigner comme étant le coupable, soit le navire abordeur, soit le navire abordé, l'officier français et le commandant turc devaient être laissés en liberté. Leur arrestation a été sans conteste pour l'un d'eux tout au moins, une mesure excessive, inutile et vexatoire.

§ 4. — *Délits internes et délits externes*
par rapport aux délits d'abordage en haute mer

M. Noël-Henry (1) considère que le délit d'abordage doit être classé dans la catégorie des délits externes.

A son avis et dans le cas actuel, le délit d'abordage est un délit dont les éléments constitutifs se réalisent non pas sur deux souverainetés différentes, mais en un endroit où aucune souveraineté ne commande : la haute mer. C'est donc un délit externe, alors que le délit interne serait consommé sur le navire lui-même.

La compétence exclusive du pavillon est admise sans restriction en matière de délits internes; le navire sur lequel une infraction a été commise étant intégralement soumis à sa législation nationale. Mais lorsqu'on se trouve en face de délits externes, la question devient plus délicate. Le point essentiel est alors la détermination du lieu du délit. Un conflit de compétence est toujours possible. L'élément capital de ce délit est la volonté, l'intention de nuire qui anime l'auteur au moment de

(1) L'affaire du *Lotus*. Article de M. Noël Henry, Consul de France à Genève, paru dans la Revue de droit international, 2^e année, n^o 1.

son acte. Ainsi il s'agit bien d'un délit ordinaire, caractérisé par la préexistence d'une volonté et d'une intention.

Or, on ne peut ranger l'abordage parmi les délits internes, ni au nombre des délits externes. Le délit d'abordage est d'une nature particulière. A l'inverse des délits internes, ses effets ne se produisent généralement pas sur un même navire. Quant à la différence qui le sépare du délit externe, elle réside dans le caractère de l'acte initial. Le délit externe est punissable parce qu'il a été commis volontairement, en toute connaissance de cause. Le coupable n'ignorait rien du caractère illicite de l'acte qu'il accomplissait; son action était dirigée vers un but déterminé. Par contre, dans l'abordage et en particulier lorsqu'il a lieu en pleine mer, ces éléments constitutifs font défaut. On ne conçoit pas un capitaine lançant à toute vapeur le navire qu'il commande, contre un autre navire. Un tel acte ne constituerait plus un abordage, mais une manœuvre criminelle, un crime, dont l'instrument serait le navire lui-même. L'abordage type suppose une faute. Cette faute « consiste dans une inobservation des règlements, une omission, une imprudence pour la sécurité publique » (1). Dans l'affaire du *Lotus-Boz-Kourt* les autorités turques se sont considérées comme pénalement compétentes en raison d'un délit d'homicide par imprudence, imputé simultanément au lieutenant Demons et au commandant du navire turc. C'est une faute d'imprudence qui a été commise et étant donné ce caractère spécial, ne faudrait-il pas « pour engendrer une responsabilité pénale qu'elle présente une certaine gravité ? » (2). Le mot gravité nécessite ici une explication. Doit-on considérer

(1) G. Vidal et Magnol. Cours de droit criminel. 6^e édition, p. 187 et suivantes.

(2) M. Roux. Cours de droit criminel français.

la gravité des conséquences de la faute ou s'en tenir à la faute elle-même ? La Cour de justice permanente précise dans son arrêt, à ce sujet, que : « l'effet a une importance toute particulière dans les délits tels que l'homicide par imprudence, qui sont punis justement en considération de leur effet plutôt que de la condition subjective du délinquant » (1). Ce point de vue est difficilement admissible. La faute qui a précédé un abordage revêt une forme particulière. C'est une violation de règlements établis à l'usage des navigateurs. La qualité de navigateur implique que la personnalité du coupable doit être examinée tout spécialement.

§ 5. — *Les sanctions du délit d'abordage*

L'abordage peut donner lieu à trois actions :

- 1° Une action publique qui tend à sanctionner un délit ;
- 2° Une action civile en vue de la réparation des dommages consécutifs à l'abordage ;
- 3° Enfin, une action administrative pour contravention aux règlements de la navigation.

Seules les actions publiques et administratives présentent ici un intérêt. Mais pour bien comprendre leur portée, il est nécessaire de considérer le navire en haute mer comme un tout qui obéit à des règles extrêmement complexes, étant donné la qualité des personnes qui « participent » à un voyage maritime (ce point sera développé d'autre part). La loi du pavillon, seule, définit les obligations des armateurs, du capitaine, de l'équipage, des chargeurs et des passagers.

Au point de vue administratif, le responsable d'un abor-

(1) Publications de la Cour. Recueil des arrêts. Série A., n° 10, page 24.

dage (1) doit répondre de sa faute devant ses commettants qui pourront le suspendre et même le révoquer ou devant le Ministre de la Marine après avis de la Commission des Naufrages. Pénalement, l'ordre public international est en jeu. Mais qui pourra prendre une décision quelconque et se considérer comme le défenseur de la Communauté internationale ? L'état actuel du droit des gens ne permet pas de désigner ce juge supérieur. La sécurité internationale en haute mer doit, malgré tout, être assurée ; elle l'est par l'observation rigoureuse de règles internationales de la navigation et des règlements nationaux (2), mais à un seul juge doit incomber le soin de les faire respecter ; c'est au juge du pavillon.

L'admission du juge de la victime doit être repoussée dans l'affaire de l'abordage du *Lotus-Boz-Kourt* parce qu'étant donné l'organisation actuelle de la Justice internationale, l'action administrative, disciplinaire et l'action publique doivent se confondre entre les mains des autorités nationales. Ces autorités sont les seules, à posséder une connaissance suffisante de l'acte délictueux de leur ressortissant et, par conséquent, à pouvoir sanctionner le plus rationnellement, ce manquement à une réglementation à la fois internationale et nationale.

(1) C'est le cas le plus défavorable à la thèse soutenue ici, c'est-à-dire celui où on admet que la responsabilité du navire abordeur a été établie sans équivoque.

(2) En France, c'est la loi du 10 mars 1891 qui sanctionne toute infraction aux règles « sur la route à suivre où les manœuvres à exécuter au cas de rencontre d'un bâtiment ».

CHAPITRE II

De la faute professionnelle et de ses conséquences au point de vue pénal

Après avoir noté les raisons qui devaient faire considérer l'abordage comme un délit spécial, il serait nécessaire de procéder à l'étude de la faute elle-même commise à bord d'un navire, et ayant provoqué un abordage.

Mais auparavant, il convient d'étudier et de mettre en relief, ce qu'est le navire dans ses rapports avec l'Etat dont il porte les couleurs ? C'est à un capitaine assisté de ses officiers dont il est responsable, qu'incombe la gestion administrative et la conduite de ce navire. Ces personnes ne sont-elles pas dans une situation juridique exceptionnelle ? Et ne devrait-on pas considérer la faute commise par l'un d'eux, comme revêtant également un caractère exceptionnel ?

§ 1. — *Le navire et l'Etat*

Le navire est un bien meuble, qui a une nationalité. Des règles, variables suivant les pays, précisent les conditions de cette nationalité, en s'attachant soit à la construction du navire, soit à la nationalité de ses propriétaires ou à celle du capitaine et des officiers du bord, etc... Malgré cette diversité, tous les Etats ont compris la nécessité de donner en quelque sorte, un « état civil » à chacun de leur bâtiment de commerce. Une corrélation certaine existe entre cette pratique et le principe,

universellement admis aujourd'hui, de la liberté des mers, car si la nationalité d'un navire est une garantie pour les bâtiments des autres Etats, inversement, le navire révélant, à tous ceux qui le rencontrent sur leur route, l'Etat dont il dépend, assure sa propre protection. C'est ce que M. H. Bonfils a indiqué sous cette forme : « Les navires doivent relever d'un Etat, offrant à sa propre marine, une protection légale et des garanties aux autres Etats maritimes » (1). Mais, en raison de la liberté de la haute mer, nulle autorité n'a le droit de s'immiscer dans l'organisation interne d'un navire qui n'est soumise qu'aux lois de l'Etat dont le navire porte le pavillon, signe de sa nationalité. Les juridictions civiles, administratives, répressives, sont au même titre compétentes pour connaître des actes dont l'accomplissement se produit à bord, car ces actes participent de la vie même de l'organisme complexe qu'est le navire.

Celui-ci constitue un tout qui se suffit à lui-même qui, à lui seul, forme un groupement social et qui, à ce titre, doit nécessairement obéir à des lois. On a critiqué la fiction d'après laquelle le navire devait être considéré comme une portion flottante, détachée du territoire dont il porte le pavillon. Cette comparaison a le tort de ne pas montrer suffisamment qu'il existe des liens solides, des rapports sociaux fortement établis entre le navire et l'Etat. Qui présidera aux destinées de ce groupement, de cette communauté « maritime », sinon le droit interne de l'Etat. Les chargeurs ont signé les connaissements de la Compagnie de navigation, établis conformément aux règles maritimes de l'Etat où cette Compagnie a son siège social. Les passagers ont accepté un contrat de transport d'après le droit interne de ce

(1) Manuel de droit international public de M. H. Bonfils, 5^e édition, page 368.

même Etat, enfin le capitaine, les officiers et l'équipage, ont signé un contrat d'engagement, relevant également dudit droit. Avant que le navire ne quitte son port, on voit que trois contrats essentiels prennent naissance sous la sauvegarde d'une même législation. Ces contrats seront exécutés intégralement soit à destination, soit au retour, sans que la loi, qui en garantit la parfaite exécution ne puisse varier. On ne peut concevoir, en effet, que ces contrats synallagmatiques obéissent à des lois différentes suivant les eaux territoriales où passe le navire, au cours de son voyage. Les contrats qui interviennent à bord, les délits qui y sont commis, sont soumis également à la loi du navire assurant à tous, cette garantie essentielle, la fixité légale. On a d'ailleurs placé sur chaque navire, une personne qui consacre cette unité de législation.

§ 2. — *Le capitaine — Ses attributions*

Le capitaine, de par la loi, est le chef du groupement vivant sur son navire. Il doit faire régner l'ordre à bord et imposer à tous l'observation des règlements. C'est, pour remplir cette fonction essentielle, qu'il est investi d'un pouvoir disciplinaire. D'autre part, les naissances, les décès doivent donner lieu à des constatations, à des formalités légales; c'est encore le capitaine qui remplit les fonctions d'officier d'état civil.

Il a, en outre, à assurer la marche et la conduite de son navire avec l'aide des officiers, composant son Etat-Major, et dont il est responsable, à la fois vis-à-vis de la Compagnie dont il dépend, et à l'égard des autorités publiques. En cette matière, on remarque très fréquemment, une pénétration réciproque entre le droit privé et le droit public interne. Cela souligne le caractère exceptionnel des attributions du capitaine et permet d'en-

trevoir le caractère très particulier que revêtira sa responsabilité. Parlant de ces attributions d'officier public, M. Ripert a dit : « Les fonctions du capitaine dépassent le droit privé » (1). En effet, si le capitaine est le représentant des chargeurs, il est aussi celui des armateurs; il représente, en outre, l'autorité publique. Ce dernier point est fondamental, dans la présente Etude.

Le capitaine d'un navire est plus qu'un simple représentant, étant détenteur d'une autorité qu'il exerce au nom de l'Etat, dont dépend le navire qu'il commande. Il remplit des *fonctions publiques*. Il importe, en outre, de ne pas oublier que le capitaine est encore le maître absolu de la direction technique du bâtiment qui lui a été confié.

La détermination des fautes commises à bord et des responsabilités, qui en sont la conséquence, fera sentir l'importance des distinctions faites plus haut.

§ 3. — La « faute professionnelle » du capitaine du navire et de ses officiers

En droit administratif, on reconnaît généralement l'existence de deux fautes très différentes : la faute personnelle et la faute de service.

Pour M. Barthélemy, il y a faute personnelle « quand le fonctionnaire se sert de sa fonction pour accomplir la faute; il commet, au contraire, une faute de service, lorsqu'il croit accomplir sa fonction en commettant la faute » (2). En d'autres termes, le « fait personnel ne fait pas corps avec l'acte administratif, il en est détachable »; alors que la faute de service est

(1) Le droit maritime de M. Ripert.

(2) Droit administratif de M. Berthélémy.

« l'œuvre de la puissance publique par l'intermédiaire de l'agent » (1).

Cette distinction est faite, notamment, lorsqu'on étudie la responsabilité du fonctionnaire envers les tiers. Le fonctionnaire a une mission déterminée à remplir, mais il peut faillir à son devoir, plus ou moins gravement. S'il commet une faute, c'est cette faute en elle-même qu'on doit examiner, pour en préciser le degré de gravité, mais, sans se préoccuper de l'importance du préjudice et des dommages qu'elle a sans doute entraînés. L'idée de répression doit seule guider cette recherche. C'est un point capital à préciser. En effet, le préjudice causé ne peut servir uniquement de base à la mise en œuvre de la responsabilité. Une faute a produit un préjudice, c'est à elle qu'il faut remonter dans le cas présent, avec d'autant plus de soin que l'affaire du *Lotus Boz-Kourt*, soulève un conflit de lois. Or, équitablement, on ne saurait « déclarer responsable d'un dommage, un étranger qui, d'après sa loi nationale, n'a manqué à aucune obligation et qui, par conséquent, n'est pas en faute » (2). Telle était cependant la situation du lieutenant français Demons, vis-à-vis des autorités turques.

Nous sommes en présence d'une collision, en pleine mer, entre deux navires, deux sortes de groupements sociaux, distincts, quant à leur nationalité. L'un et l'autre sous l'autorité d'un chef — capitaine assisté de ses officiers — investi de fonctions spéciales, véritables délégations de l'autorité publique. Quelle est la situation juridique de ce capitaine vis-à-vis de ses commettants ? Une situation contractuelle ; à la base d'un accord de deux

(1) Droit administratif de M. Moreau.

(2) Théorie de la faute comme source de la responsabilité en droit privé. Fromageot.

volontés, un contrat. Et cette même situation contractuelle, subsiste à l'égard de la puissance publique. On peut admettre que l'acceptation du contrat initial entraîne l'acceptation tacite des pouvoirs disciplinaires et des attributions d'officier public. Les officiers, placés sous les ordres directs du capitaine, se trouvent, eux aussi, dans une situation identique. Ils ont donné, en s'embarquant, leur pleine et entière adhésion au contrat de base, mais le capitaine reste responsable de tous leurs actes.

Si on admet que la nature propre de cette société flottante — le navire — a quelque parenté avec un service public, après avoir reconnu qu'il y avait délégation de l'autorité publique entre les mains du capitaine du navire entouré des officiers, qui constituent son « état-major », on arrive à cette conclusion que le capitaine et ses officiers sont susceptibles de se rendre coupables de fautes personnelles et de fautes de service. Un commissaire du Gouvernement (M. Blum) avait, devant le Conseil d'Etat, singulièrement étendu la notion de faute de service; selon lui « la responsabilité de service doit être la règle, parce que même dans les hypothèses où l'agent a commis un fait personnel, c'est le service qui a mis la victime en contact avec l'agent coupable » (1). Ainsi le « service » serait responsable de tous les actes commis par l'agent à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, alors même que ces actes seraient des faits personnels « œuvre du particulier se cachant sous le fonctionnaire » (2). Il est excessif d'assimiler ainsi deux fautes dont les éléments constitutifs sont si opposés, bien que ce rapprochement correspondrait plus à la réalité, en matière d'abordage maritime. Le lieu-

(1) Arrêt Carretier, 25 juin 1909. Conseil d'Etat.

(2) Précis de droit administratif de M. Moreau, n^o 714, p. 1.088.

tenant Demons, officier de quart, au moment de l'abordage du *Lotus-Boz-Kourt*, a commis, d'après l'accusation turque, une faute engageant sa responsabilité personnelle et pénale. Nous pensons, au contraire, que cet officier, s'il est vrai qu'une faute puisse lui être imputée, a commis une « faute de service », une « faute professionnelle » inhérente à l'exercice de sa profession et que sa responsabilité personnelle et pénale n'aurait pas dû être mise en cause.

Dans le cas présent, la faute professionnelle est une faute nautique, négligence, omission ou erreur non « détachable » de la profession. C'est un fait matériel d'exécution ou d'inexécution. Il est indifférent, au point de vue juridique, qu'à la suite de cette collision, il y ait eu mort d'hommes et dommages matériels, la faute n'en conserve pas moins son caractère professionnel très net. De plus, cette faute a eu lieu alors que son auteur remplissait des obligations contractuelles, définies ci-dessus. En s'appuyant sur la notion de faute professionnelle, il est possible de prétendre que l'arrestation du lieutenant français a été irrégulière. Comme cela a été montré plus haut, le capitaine du navire était responsable des actes de son subordonné et devait, le cas échéant « endosser » sa responsabilité vis-à-vis de l'autorité publique nationale ou étrangère. En effet, le capitaine, chef supérieur à bord, répond de tous ses officiers et hommes d'équipage, lorsque ceux-ci accomplissent des actes de navigation, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de leur *activité professionnelle*.

Ce raisonnement conduit à cette conclusion que les autorités turques auraient dû jeter en prison le capitaine commandant le *Lotus*, à la place de son inférieur, le lieutenant Demons.

C'est, en effet, la seule solution logique, si toutefois il est admis que l'abordage du *Boz-Kourt* devait déclencher une ac-

tion pénale de la juridiction turque contre le navire abordeur. Les conséquences, qu'une pareille arrestation permet d'envisager, suffisent à montrer que ces poursuites doivent être considérées comme impossibles, car elles entraveraient tout le voyage maritime d'un navire et léseraient de ce fait, des intérêts parfois considérables. Trop de devoirs s'imposent au capitaine pour qu'un Etat étranger puisse l'arracher à son poste le priver de sa liberté, alors que la Compagnie à laquelle il appartient est, parfois, à des milliers de kilomètres, dans l'impossibilité d'agir.

Le droit administratif ne devrait pas être seul à connaître une telle discrimination des fautes. La sécurité des gens de mer est un important problème à résoudre et l'introduction de cette notion de « faute professionnelle » en droit international privé, rendrait de réels services à la cause des navigateurs placés de plus en plus, par suite du large développement des relations maritimes, devant des législations internes différentes. Cette notion de « faute professionnelle » est, en outre, une garantie sérieuse pour l'individu auquel elle assure une indépendance, dans l'exercice de sa profession, indispensable au respect de sa liberté individuelle. Les risques de la navigation augmentent chaque jour. La réglementation des abordages et en particulier des abordages en haute mer, s'impose aux législateurs nationaux au même titre qu'à l'organisation compétente au sein de la S. D. N.



SEPTIEME PARTIE

CHAPITRE I

L'affaire du « Lotus » et l'opinion publique

L'affaire du *Lotus* eut un grand retentissement dans les milieux maritimes. Un certain émoi s'était déjà manifesté à l'annonce de l'incarcération du lieutenant Demons, mais l'arrêt de Cour permanente, reconnaissant le bien-fondé de cette arrestation, enleva aux marins tout espoir de voir affirmer, par un tribunal international, la nécessité d'une protection efficace des gens de mer. Aussi, non seulement la grande presse et différentes publications s'intéressant aux questions maritimes, se firent l'écho de l'opinion publique, mais M. Rio, ancien Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande, évoqua cette affaire, à la tribune du Sénat. Enfin, l'Association internationale des officiers de la Marine marchande en saisit le Bureau international du travail de la Société des Nations.

La réprobation suscitée par l'arrestation à Constantinople de l'officier de quart du *Lotus*, ne fut pas seulement le fait de l'opinion française, à l'étranger aussi, on fut surpris d'un pareil manquement aux usages maritimes internationaux. La conscience humaine s'était, en quelque sorte, révoltée contre un abus, qui s'était manifesté par l'arrestation d'un officier de notre marine marchande. Réaction inévitable, profonde, qui participe peut-

être d'une « connaissance vulgaire » des faits, mais qui prouve cependant qu'en l'état actuel de la civilisation un Etat ne peut impunément violer des usages établis et que cette violation implique au moins une sanction morale, dont la valeur certaine aura une importance toujours plus grande étant donné les progrès de la diffusion des idées.

Ainsi, dans le domaine des idées pratiques prend naissance un sentiment naturel de protection de la liberté individuelle, au regard des usages internationaux. Le seul geste de l'Association internationale des officiers de la Marine marchande dénote cet état d'esprit nouveau. Ce groupement montre qu'il croit à l'établissement possible de règles qui s'imposeront à tous en tous les points du globe où les marins sont susceptibles de se trouver. Le journal de la Marine marchande publiait, le 15 septembre 1927, un article de son directeur, M. René Moreux, intitulé : « *L'inévitable et injuste arrêt de la Cour permanente de justice internationale dans l'affaire du « Lotus »* ». Un sous-titre caractéristique suivait : « *La S. D. N. doit étudier d'urgence les moyens de donner la sécurité aux marins* ».

Cet appel à la Société des Nations prouve qu'une conception nouvelle du droit international a pris naissance, et notamment parmi les « gens de mer » qui, de par leur profession, sont constamment appelés à entrer en contact avec des législations diverses et qui sentent tout l'intérêt et toute la nécessité d'une unification des usages maritimes. L'article est rédigé en termes précis et ne manquant pas de fermeté. Parlant de l'arrêt de la Cour, M. René Moreux dit : « Les marins du monde le considèrent comme un déni de justice ». Il indique, faisant allusion à l'arrestation à Constantinople du lieutenant Demons, que si dans un événement de mer, où dix ressortissants de dix nations

différentes trouvent la mort, l'officier de quart présumé responsable, se verra interdire les ports de ces dix nations, sous peine d'emprisonnement et de condamnation. Telle serait, en effet, la conséquence logique de l'initiative turque si elle se généralisait. On voit le danger; il faut y parer. « L'initiative turque a démontré que des textes étaient indispensables à la sécurité des gens de mer et de la navigation », c'est à cette conclusion qu'est amené l'auteur de l'article.

Au cours de son interpellation, M. Rio montra quelle avait été l'attitude des Turcs vis-à-vis du lieutenant Demons. Celui-ci fut mandé à terre, tout apaisement et toutes garanties lui ayant été donnés quant à sa sécurité. Malgré cela et au mépris de la parole donnée, il fut emprisonné en sortant du cabinet du juge d'instruction. Une enquête judiciaire fut alors effectuée par des juges, assistés d'experts. Le rapport d'expertise, qui le termina, indiquait que le charbonnier turc avait effectué une fausse manœuvre *créant ainsi un danger d'abordage*, et qu'il ne fit rien pour éviter la collision. Le *Lotus*, par contre, avait fait la manœuvre réglementaire, en s'éloignant sur tribord, mais les experts lui reprochaient de n'avoir pas sifflé pour indiquer qu'il allait sur tribord et faisait machine arrière, afin d'éviter le *Boz-Kourt*.

Il est exact que les règlements internationaux prescrivent de siffler en pareil cas. Mais, le fait qui peut être retenu contre l'officier français est une simple omission, tandis que le capitaine turc est responsable d'une faute lourde, cause de l'abordage. Le commandant du *Boz-Kourt* n'offrait, de plus, aucune garantie de capacité, ne possédant aucun diplôme. L'interpellateur ne manqua pas de souligner ces faits, en s'étonnant que le

jugement du tribunal de Constantinople considère comme coupables, au même titre, les deux commandants de navire.

M. Rio faisait ressortir dans son exposé, la nécessité de déterminer des règles internationales, en matière de droit maritime et plus spécialement en ce qui concerne les abordages. Et, il proposait de saisir à cet effet, la Commission permanente du transit et des communications au sein de la S. D. N., dont le rôle et le but avaient été précisés par la résolution suivante de la S. D. N., en date du 21 octobre 1921 : « L'Assemblée donne son approbation générale aux méthodes employées par la Commission des communications et du transit, pour la poursuite de ses études et pour la solution des litiges soumis à son examen, incite les Gouvernements intéressés à faciliter, comme par le passé, l'œuvre de la Commission en vue de l'amélioration générale du régime des transports et du progrès du droit des gens, dans le domaine des communications internationales conformément à l'article 29 du Pacte ainsi conçu : « Les membres de la S. D. N. prendront les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit ».

Le ministre des Travaux publics, M. Tardieu, intervint et estima que la France n'avait pas intérêt à saisir cette Commission, car beaucoup de représentants des Nations, en faisant partie, n'avaient pas de marine marchande. Il préconisa, par contre, la rédaction d'un avant-projet de convention internationale, qui serait présenté par la France, à l'assentiment des autres Nations maritimes, en spécifiant que cette rédaction pourrait être confiée à un organisme particulièrement qualifié : le Comité Maritime International d'Anvers.

Le 9 février 1928, le Journal de la Marine marchande, faisait

savoir que l'affaire du *Lotus* entrait dans une phase nouvelle et qu'elle venait d'être portée devant le Bureau International du Travail à Genève. Le *Temps* publiait également, à cette époque, l'entrefilet suivant : « Genève, 4 février. — L'affaire du *Lotus* a été évoquée ce matin devant le Conseil d'administration du Bureau International du Travail, saisi d'une requête de l'Association internationale des officiers de la Marine marchande :

« L'arrestation de l'officier français M. Demons par les autorités turques de Constantinople, a soulevé une vive émotion dans les milieux maritimes et l'arrêt du tribunal de La Haye a encore accru cette anxiété. Si cette jurisprudence devait se généraliser, il serait impossible à chaque pays d'appliquer des lois nationales, là où, seules, des conventions internationales devraient intervenir lorsqu'il s'agit de faits qui se sont produits en haute mer, et qui sont donc du domaine international. La démarche de l'Association internationale des officiers de la Marine marchande ne tend nullement à remettre en question l'arrêt de la Cour de Justice qui est définitif. Elle demande qu'une Conférence du travail maritime élabore des dispositions d'ordre international qui suppléeraient à certaines lacunes du droit international. Il s'agirait, d'une part, de définir des règles internationales concernant les sanctions et les juridictions en cas de *faute professionnelle en haute mer* et, d'autre part, d'exiger des conditions d'aptitude professionnelle suffisantes pour l'exercice des fonctions d'officier de quart.

« La première de ces propositions se rattache évidemment aux conditions dans lesquelles le lieutenant Demons a été arrêté à Constantinople et la seconde a pour origine le fait que le com-

mandant du navire turc n'était titulaire d'aucun brevet de navigation.

« Le Conseil d'administration du Bureau International du Travail a décidé d'accueillir la demande qui lui a été présentée et d'envisager l'inscription de la question de l'aptitude professionnelle des officiers, à l'ordre du jour de la Conférence maritime du travail prévue en 1929. Pour les sanctions et juridictions, le Bureau International du Travail entrera en rapport avec le Secrétariat de la Société des Nations, car il s'agit d'un problème *complexe et délicat de droit international*. »

§ 1. — *Les conséquences de l'affaire du « Lotus »
et les Messageries Maritimes*

A la suite de l'arrestation du lieutenant Demons la Compagnie des Messageries Maritimes fut à plusieurs reprises en difficulté, d'ordre administratif, avec les autorités turques; à tel point qu'elle dut modifier son organisation en Turquie et en Orient. Elle avait autrefois des agents à Constantinople, Smyrne et Mersina. Leur suppression devint une nécessité. La Compagnie des Messageries Maritimes les remplaça par de simples correspondants, en ne conservant, au Pirée, qu'un seul agent général pour le Proche-Orient.

Ces quelques précisions font apparaître les répercussions que peuvent avoir sur les relations commerciales des froissements provoqués par des incidents tels que celui du *Lotus*.

Faisant allusion à la Compagnie des Messageries Maritimes, M. François Mas, président de la Fédération des capitaines au long cours, écrit sur ce point dans un très intéressant article de l'*Observateur Européen*: « La position de cette Compagnie française, délicate depuis les événements d'août 1926, peut

devenir difficile, voire même intenable, si le Gouvernement d'Angora tire de l'Arrêt de La Haye, toutes les conséquences qu'il comporte » (1).

D'autre part, il est certain que la Compagnie des Messageries Maritimes a subi un préjudice matériel du fait de l'arrestation du lieutenant Demons. Le *Lotus* a été retardé à Constantinople, puis à Marseille par suite de grèves qui ont éclaté en signe de protestation contre l'arrestation, dans un port étranger, d'un officier de la Marine marchande. Ce navire a dû être détourné de sa route, il y a là un « trouble d'exploitation » qui a dû léser de nombreux intérêts. Au point de vue moral, également, une campagne tendancieuse de la presse turque fut de nature à lui causer un sérieux préjudice, auprès de sa clientèle orientale.

Aussi, comme le faisait remarquer M. Georges Ripert dans un journal de Marseille : « Ces poursuites sont pratiquement déplorables ; elles risquent de créer des incidents fâcheux. Elles entravent l'expédition maritime » (2).

Les faits sont là, pour prouver que ces prévisions se sont, hélas pleinement réalisées.

(1) « L'Observateur Européen » du 3-12-27.

(2) Le Sémaphore de Marseille du 28 septembre 1927.

CHAPITRE II

L'affaire du « Lotus » devant la S. D. N. et les organismes privés internationaux

Le Bureau International du Travail a été saisi de cette affaire suivant une lettre en date du 20 janvier 1928 qui lui fut adressée par les représentants de l'Association internationale des officiers de la Marine marchande.

Voici le texte de cette lettre, venant d'Anvers :

*« Monsieur le Président du Conseil
d'Administration du Bureau International
du Travail — Genève (Suisse).*

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« L'arrestation à Constantinople de l'officier de marine français, M. Demons, du navire français *Lotus*, après la collision de ce navire avec le vapeur turc *Boz-Kourt*, a causé dans les milieux marins du monde entier, une profonde émotion. En premier lieu, parce que c'était la première fois qu'un membre de l'équipage d'un navire ayant eu une collision en haute mer était, de ce fait emprisonné dans un pays étranger, et, en second lieu, parce que sur un des deux navires impliqués dans la collision, les membres de l'Etat-Major n'étaient pas régulièrement diplômés.

« L'arrêt rendu plus tard par le Tribunal international de La

Haye en cette affaire, a encore accru cette émotion. Cet arrêt constitue un dangereux précédent tant pour les armements que pour les navigateurs. En effet, si cette juridiction devait se généraliser il serait possible à chaque pays d'appliquer des lois nationales là où, seules, des conventions internationales devraient intervenir lorsqu'il s'agit de faits qui se sont produits en haute mer et qui sont donc du domaine international.

« C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous estimons que cette question ne peut laisser le Bureau International du Travail indifférent.

« Ce qui intéresse la responsabilité pénale des gens de mer en cas de faute professionnelle est certainement lié très étroitement au travail maritime proprement dit; nous sommes aussi d'avis qu'il appartient à la Conférence internationale du travail de définir les conditions d'aptitude professionnelle que doivent présenter les différentes catégories d'équipages pour assurer la sécurité du travail maritime dans son ensemble.

« Devant l'importance que présentent ces questions et vu les suites graves qui peuvent découler dans l'avenir du précédent créé par le cas du *Lotus*, nous vous serions très obligés, Monsieur le Président, de bien vouloir examiner la possibilité d'en saisir la prochaine Conférence internationale maritime de 1929, par une ajoute à l'ordre du jour de cette Conférence, ajoute comportant la définition des règles internationales des sanctions et des juridictions en cas de faute professionnelle en haute mer et des certificats ou brevets d'aptitude professionnelle nécessaires pour pouvoir exercer des fonctions d'officier, chef de quart.

« Un ou deux projets de convention pourraient être établis par le Bureau International du Travail à ce sujet.

« Espérant, Monsieur le Président, qu'il vous sera possible de soumettre notre suggestion à la prochaine séance du Conseil d'administration du Bureau International du Travail et qu'un accueil favorable pourra y être réservé, nous vous prions d'agréer l'assurance de notre haute considération.

« Au nom de l'A. I. O. M.

« *Le Président,*
« F. MAS.

« *Le Secrétaire,*
« A. BRANDT. »

Il est bon d'indiquer aussi les passages essentiels de la résolution votée par le Syndicat des capitaines au long cours de Marseille et de la Méditerranée; étant donné qu'elle intéresse également l'Organisation Internationale du Travail.

« Le Syndicat...

« Demande d'une façon instante aux Gouvernements dont les juges se sont prononcés contre ce jugement inique du Tribunal de La Haye, d'intervenir auprès de la Société des Nations pour que le Comité de codification des règles internationales dépose son rapport au plus tôt, afin que soient avalisées sans retard, les décisions prises...

« Déclare... qu'au cas où le Gouvernement resterait passif devant l'attentat monstrueux contre la liberté et la jurisprudence des Nations maritimes que constitue l'arrêt de La Haye, il ferait appel à tous ses commettants et aux équipages de toutes les nations pour la sauvegarde de leurs intérêts et de leur dignité professionnelle;

« Considérant enfin que le capitaine du *Boz-Kourt* n'était titulaire d'aucun brevet, que la manœuvre effectuée par lui montre péremptoirement qu'il ignorait tout des règles internationales sur les abordages;

« Le Syndicat rappelle que, à la dernière conférence internationale du travail maritime, l'Association internationale des officiers de la marine marchande avait déposé une motion, aux termes de laquelle nul ne pourrait embarquer, comme officier, s'il n'était titulaire d'un diplôme attestant ses capacités professionnelles ;

« Que les armateurs délégués à la Conférence ont voté contre ce vœu qui n'était inspiré que par le souci de renforcer la sécurité en mer,

« Considérant que l'abordage *Lotus-Boz-Kourt* illustre d'une façon tragique l'utilité de la motion présentée à la Conférence par l'A. I. O. M.

« Le Syndicat demande au Bureau de demander à l'Association internationale des officiers de porter à nouveau la question devant le Bureau International du Travail, afin qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine conférence maritime.

« Déclare que le jugement de La Haye ayant transporté la question sur le terrain international, l'A. T. O. M. a le devoir de soutenir par tous les moyens, l'action de ses camarades français pour que le jugement inique de la Cour internationale soit, sinon révisé, tout au moins sans conséquences immédiates et passe à l'ordre du jour. »

Des réserves peuvent être faites, quant à la forme de cette résolution, qui qualifie un peu vivement l'arrêt rendu par la Cour de La Haye. Quoi qu'il en soit, on peut établir un parallèle entre les desiderata qu'elle exprime et le sens de la lettre de l'Association internationale des officiers de la Marine marchande.

Dans l'ensemble, les questions à résoudre se résument ainsi :

1° Déterminer les juridictions compétentes et prévoir les

sanctions à appliquer en cas de faute professionnelle, commise sur un navire se trouvant en haute mer.

2° Exiger que tout officier de la Marine marchande appelé à diriger la marche d'un navire soit muni d'un diplôme ou d'un brevet attestant qu'il possède les aptitudes professionnelles nécessaires et indispensables, pour assurer la sécurité de la navigation.

Ainsi l'arrêt lui-même, de la Cour permanente de justice internationale, n'est pas remis en cause. Il est, en effet, définitif. Mais les milieux intéressés vont au-devant des conséquences qu'une décision, telle que celle de La Haye, pourrait entraîner. Ce qu'il est important de noter, c'est que l'A. I. O. M. et le Syndicat des capitaines au long cours se placent strictement sur le terrain professionnel. Le Bureau International du Travail a logiquement été saisi, puisqu'il est l'organe de défense des intérêts des travailleurs. Sa compétence découle du préambule de la partie XIII du Traité de Versailles. Dans ce préambule, il est indiqué qu'il convient « d'améliorer le sort des travailleurs » et les « conditions du travail », notamment en ce qui concerne les accidents résultant du travail, l'article 427 du Traité de Paix, consacré aux principes généraux, affirme que le bien-être, physique, moral et intellectuel des travailleurs salariés, est d'une importance essentielle au point de vue international. Ainsi l'Organisation internationale du travail a pleinement qualité pour veiller à la sécurité des travailleurs, dans leur travail.

Il est certain que cette « sécurité » a fait défaut au lieutenant Demons, arrêté, à la suite d'un abordage survenu dans l'exercice de sa profession et dont la responsabilité n'incombait pas, au navire qu'il dirigeait. Assurer la sécurité des gens de mer, cela veut dire aussi que toute personne appartenant à l'équipage

d'un navire, doit être à même de remplir correctement les fonctions qui lui sont confiées.

Quant à présent, ces questions de sécurité n'ont fait l'objet d'aucun examen, d'aucune étude approfondie de la part des Gouvernements. Il y a là une lacune qui surprendra si l'on pense que la navigation maritime met fréquemment en présence deux ou plusieurs Etats, à la suite d'incidents de mer.

En novembre 1920, la Commission paritaire maritime avait approuvé un rapport, présenté par le Bureau International du Travail, envisageant la possibilité de créer le statut international du marin. Ce rapport prévoyait, entre autres choses, la réglementation et le contrôle du contrat d'engagement, ainsi que l'établissement de règles concernant la sécurité des navires.

Cependant, en 1925, en prévision de la session de la Conférence de Genève (1926), qui devait être consacrée aux problèmes du travail maritime, un questionnaire fut envoyé aux différents Gouvernements. On y attirait spécialement leur attention sur les « conditions d'aptitudes physiques et professionnelles nécessaires pour l'engagement en qualité de marin ou d'officier ». Le Bureau International du Travail avait même pris soin de préciser les conditions de l'aptitude professionnelle, sous forme de questions précises, telles que :

« Quelles sont les garanties qui pourraient internationalement assurer que la composition des équipages ne peut compromettre la sécurité de la navigation ? » — « Quelles garanties d'expérience proposeriez-vous de fixer ? » — « Y a-t-il lieu de stipuler que des brevets ou certificats d'aptitude professionnelle doivent être exigés pour l'engagement en qualité de capitaine, d'officier du pont, de la machine... ? »

Aucun Gouvernement ne fit d'opposition de principe, aux

mesures proposées. Les Gouvernements qui s'abstinrent ou qui manifestèrent leur opposition, n'invoquèrent, en effet, que des raisons d'opportunité. Raisonnablement, personne ne peut se désintéresser des mesures propres à assurer le maximum de sécurité à ceux qui naviguent, en raison même de l'augmentation continue du trafic maritime.

A ce sujet, le rapport publié, avant la 9^e session, présente un réel intérêt; en voici les termes (1) :

« En ce qui concerne l'aptitude professionnelle, un certain nombre de Gouvernements ont répondu d'une manière affirmative (Argentine, Belgique, Esthonie, Lettonie, Pologne, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes). Toutefois, la majorité des Gouvernements, tout en approuvant le principe d'une réglementation, sont d'avis de laisser aux législations nationales le soin d'en fixer les détails. C'est le cas notamment pour les Gouvernements du Danemark, de l'Espagne, de la Finlande, de la France, de l'Irlande, du Japon, de la Norvège et des Pays-Bas. Le Gouvernement britannique a émis une réponse négative. Le Gouvernement allemand indique qu'une réglementation internationale, sur ce point, n'apparaît pas possible. »

« A l'égard des titres des officiers du pont et des machines, le Gouvernement de la Grande-Bretagne et le Gouvernement des Pays-Bas ont fait connaître que cette question, à leur avis, leur paraissait en dehors des règles relatives au contrat d'engagement. Les Gouvernements de l'Allemagne et du Danemark, ont émis également une réponse négative, en indiquant que ce problème devait être laissé à l'appréciation des législations nationales.

« Les autres pays approuvent le principe des certificats d'ap-

(1) Rapport I. Neuvième session, pages 196-198 (S. D. N.).

titude pour les officiers. Trois d'entre eux, la République Argentine, l'Espagne et la France, sont d'avis que l'application de ce principe devrait être réglé par les législations nationales.

« D'autre part, l'Etat libre d'Irlande et la Pologne demandent des dérogations pour les navires de petit tonnage. »

Lors de la Conférence (1926), les délégués des travailleurs tentèrent de remettre en question les conditions d'aptitude professionnelle. Ils rencontrèrent l'opposition des délégués patronaux. La question fut ajournée.

L'affaire du *Lotus* donne à ces questions une actualité nouvelle. L'arrestation du lieutenant Demons, à Constantinople, avant qu'une enquête sérieuse établisse, soit son intention criminelle, soit à sa charge une faute professionnelle grave, peut être qualifiée d'arbitraire. Pendant de longs jours, cet officier a « été mis dans l'impossibilité matérielle d'exercer sa profession » et son arrestation, irrégulière, a pu lui causer un préjudice moral professionnel réel. La conclusion qui s'impose, c'est la nécessité d'organiser la protection internationale du travail des gens de mer.

Mais, alors que l'officier français offrait la garantie de posséder des aptitudes professionnelles certaines, le commandant du charbonnier turc ne possédait aucun brevet de pilote. En outre, l'enquête a montré qu'il avait commis une faute lourde, cause directe de l'abordage. Le *Boz-Kourt*, dirigé par un officier inhabile et incapable, constituait donc un danger pour la navigation internationale. On peut s'étonner qu'un navire affrontant la haute mer, fut confié à un chef n'offrant aucune garantie professionnelle. Et, il apparaît donc comme tout à fait désirable que le problème de la sécurité fasse aussi l'objet d'une réglementation entre les différents Etats.

A notre sens, cette question est la première à résoudre. Elle revêt un caractère d'urgence et ne doit rencontrer aucune opposition de principe, ainsi que le fait prévoir le rapport publié à la veille de la Conférence de Genève de 1926. Par contre, la question relative aux sanctions et aux juridictions compétentes en cas d'accidents survenus en haute mer, est susceptible de soulever des discussions d'ordre juridique que le Bureau International du Travail ne serait pas seul à connaître.

L'arrêt de la Haye n'est visé qu'indirectement. La Cour avait à remplir une mission très restreinte, définie par les termes d'un compromis, dont la rédaction n'est pas exempte de critiques. Elle avait été invitée à rendre un arrêt au sujet d'un conflit de juridiction, sans avoir à examiner le fond même du litige, son rôle était étroitement délimité, mais pratiquement, son arrêt est gros de conséquences, celles-ci ont été mises en lumière dans l'ordre du jour suivant du Syndicat des capitaines au long cours, à la date du 21 novembre 1927 :

« Considérant que l'arrêt de la Cour de La Haye blesse non seulement les officiers de la Marine marchande, en ce qu'ils ont de plus cher, leur honneur professionnel et le respect rigoureux des traditions et des règles internationales, mais constitue un précédent dont les juges n'ont pas aperçu toutes les conséquences et dont peuvent avoir à souffrir les états-majors des navires marchands, en supposant, par exemple, que dans un abordage, les victimes pouvant appartenir à plusieurs nations, chacune d'entre elles pourra à l'avenir, se prévaloir de l'arrêt de la Cour de La Haye, pour exercer ses poursuites contre les capitaines ou officiers et membres de l'équipage de l'un des navires et les faire condamner par leurs tribunaux, même si, comme dans l'affaire du *Lotus*, leur responsabilité n'est pas engagée », etc...

§ 1. — *De la délivrance des certificats de capacité
en matière de navigation*

L'enquête faite à Constantinople, à la suite de l'abordage du *Lotus-Boz-Kourt* a révélé, notamment, que le commandant du navire turc ne possédait aucun brevet de navigation, attestant ses capacités professionnelles. Son manque d'expérience (1) et ses connaissances rudimentaires de la navigation en haute mer, faisaient donc du navire qui lui avait été confié, un *danger pour la navigation*. D'ailleurs n'est-elle pas significative cette phrase d'un article d'un journal turc, à l'occasion de différents accidents survenus à des navires ottomans : « Le degré d'instruction de nos capitaines, ainsi que la solidité des navires, doivent être rigoureusement contrôlés par les autorités compétentes » (2).

De l'enquête à laquelle on procéda en Turquie, il résultait que le commandant Hâiri bey avait commis une lourde faute, *créant un risque d'abordage*. Voici à ce sujet, quelques extraits de deux rapports de la Commission d'experts navals, présidée par l'amiral Vassif pacha, en date respectivement du 4 et du 16 août 1926.

Les conclusions de ces rapports, qui furent lus à l'audience du tribunal de Stamboul, précisaient : « Que la manœuvre entreprise par le *Lotus* est conforme aux articles 19 et 20 du règlement international relatif aux abordages, mais qu'elle a été effectuée

(1) A l'audience du tribunal de haute pénalité de Stamboul, le commandant turc avait déclaré détenir un certificat donnant droit à la navigation de cabotage et avoir effectué deux voyages sur Smyrne. « *La République* », journal publié à Constantinople, n° du 30 août 1926..

(2) Le *Vakit* du 3 septembre 1926.

trop tard. Que l'accident eut pu encore être évité si le *Boz-Kourt* avait poursuivi sa route sans se livrer à aucune manœuvre. » (1).

C'est donc la manœuvre effectuée par le charbonnier turc qui a rendu l'abordage inévitable, engageant ainsi gravement la responsabilité de celui qui avait mission de diriger ce navire.

La question de la capacité professionnelle en matière de navigation, est apparue comme essentielle afin d'assurer la sécurité des navires en mer. D'où la nécessité d'envisager la délivrance d'un certificat, d'un brevet, consacrant les aptitudes professionnelles de son titulaire. Aussi constate-t-on que dans la plupart des grands pays maritimes, une telle réglementation a été prévue, pour tout officier de marine, susceptible d'assurer la direction technique d'un navire.

En France, par exemple, les article 2 et 3 du décret du 2 novembre 1920 stipulent que nul ne peut être admis au commandement d'un navire de commerce sans être titulaire d'un brevet (2). Les conditions d'aptitudes doivent naturellement varier suivant le genre de navigation et le tonnage du navire. Un minimum de capacités professionnelles est exigé. Les épreuves portent à la fois sur des questions théoriques et pratiques. L'admission à ces épreuves est subordonnée elle-même à un stage de navigation maritime effective. Des règles analogues ont été prévues par le législateur anglais (3).

Peut-on amener dans cette voie de réglementation des Etats

(1) Audience du 11 septembre 1926, reproduite dans le journal *La République*, du 12 septembre.

(2) Cette obligation s'étend également aux bateaux de pêche (décret du 3 mars 1927).

(3) Lois sur la marine marchande de 1894 et de 1906.

réfractaires ? Cela est certainement possible. Mais quelle seront les autorités qualifiées pour délivrer ce brevet de capacités professionnelles ? Offriront-elles toutes une garantie suffisante ? La valeur attachée à ce brevet reste toujours, en effet, fonction de la compétence de ces autorités. Il serait sans doute préférable de prévoir la création d'un organisme international, aux multiples ramifications, qui serait chargé de procéder à la délivrance de ces brevets. La solution est aussi complexe qu'importante : elle mérite une étude approfondie, au sein de la S. D. N. qui possède tous les éléments propres à l'éclairer.

APPENDICE

Des projets français en vue d'internationaliser les règles fixant la compétence des tribunaux en matière d'abordage

M. le professeur Ripert a rédigé le rapport suivant sur un projet de convention concernant la compétence en matière d'abordage et tendant à compléter la convention de Bruxelles de 1910.

I. — Rapport au Comité maritime international sur un projet de convention concernant la compétence en matière d'abordage

« La Convention internationale de Bruxelles de 1910 a unifié les règles en matière d'abordage. A l'heure actuelle, tous les pays qui ont ratifié cette convention connaissent les mêmes règles pour la détermination de la responsabilité et l'exercice de l'action. Beaucoup de pays ont conformé leurs lois internes aux dispositions de la Convention internationale et l'on peut dire qu'une loi uniforme régit en ce moment les principales nations maritimes pour ce qui concerne les collisions en mer.

« Malheureusement, la Convention internationale laisse complètement de côté la détermination des tribunaux compétents pour connaître de l'action d'abordage. Le Comité maritime international, dans les réunions qui ont préparé la conférence diplomatique, avait commencé à s'occuper de cette question de compétence; le projet a été abandonné, peut-être simplement parce qu'il a paru utile de discuter une question de compétence,

qui paraissait devenue d'une moindre importance lorsque tous les tribunaux saisis devraient appliquer la même loi.

« L'expérience a démontré qu'il y avait, à cet égard, dans la Convention de 1910, une lacune certaine. Tout d'abord, il n'est pas absolument exact que la détermination du Tribunal compétent soit indifférente en ce qui concerne la loi applicable, car la Convention de 1910 réserve sur deux ou trois points l'application de la loi du Tribunal saisi. Mais surtout, il n'est pas indifférent à une Compagnie de navigation d'être assignée dans un pays ou dans un autre en réparation des conséquences de l'abordage; cette Compagnie ne trouvera pas partout les mêmes juges et ne pourra pas partout défendre utilement ses intérêts de la même façon; mieux encore, elle risque de voir son navire arrêté dans un port lointain jusqu'au jugement de l'action et ses intérêts économiques compromis par cet arrêt; enfin, elle n'a aucune garantie que l'action introduite dans un pays déterminé ne sera pas, au cas de réussite insuffisante ou d'échec, reprise dans un autre pays et que le tribunal saisi en second lieu reconnaitra l'autorité de la première décision rendue.

« Ces difficultés deviennent encore plus graves si l'on considère que l'abordage ne constitue pas seulement un cas de responsabilité civile, mais encore dans la législation de tous les pays, un délit, lorsque l'on peut relever une faute contre le capitaine ou l'officier de quart. En tous cas, même si la législation locale ne reconnaissait pas le délit d'abordage, il resterait que, de droit commun, un homicide ou des blessures par imprudence constituent un délit. Le capitaine incriminé à tort ou à raison peut être poursuivi devant le tribunal d'un port lointain qui se déclarerait compétent, parce que l'abordage se serait produit dans les eaux territoriales ou dans les eaux des ports et rades, ou encore parce

que la victime de cet abordage aurait la nationalité du pays où la poursuite est intentée, ou encore pour toute autre cause. Un exemple récent a attiré l'attention de l'Association française du Droit maritime sur les dangers de ces actions pénales. Un officier de la Compagnie des Messageries Maritimes a été poursuivi devant le tribunal ottoman sous le prétexte qu'un abordage s'était produit, en haute mer, entre le navire *Lotus* qu'il dirigeait, et un navire ottoman et que, dans cet abordage, des hommes de nationalité turque avaient trouvé la mort. La Cour permanente de justice de La Haye, par un arrêt du 7 septembre 1927, a décidé qu'aucun principe de droit international ne s'opposait à cette poursuite devant le tribunal ottoman, bien que le fait se soit passé hors des eaux territoriales turques. Il résulte de cette décision que les tribunaux de l'Etat dans le port duquel un navire est entré peuvent toujours se déclarer compétents pour statuer sur la poursuite et même arrêter l'officier qui serait présumé coupable du délit commis.

« Il apparaît clairement que ces poursuites civiles ou pénales, possibles dans tous les pays, sont de nature à entraver très sérieusement la navigation. Celles qui ont été intentées contre l'officier du *Lotus* ont ému les syndicats des gens de mer, au point que ceux-ci ont sollicité l'intervention de l'Organisation permanente du travail. Mais s'il peut entrer dans les attributions de cette Organisation de prendre certaines précautions pour éviter les poursuites abusives contre les gens de mer, la solution complète du problème ne peut être trouvée que dans une convention générale relative à la compétence en matière d'abordage et qui serait un complément nécessaire de la Convention de 1910.

Sans doute, les questions soulevées sont complexes et diffi-

ciles à résoudre. Dès que l'on touche aux questions de compétence, on se trouve en présence de dispositions générales du droit qui ne concordent pas dans tous les pays et imposent des règles différentes. Mais s'il apparaissait que, pris dans son ampleur, le problème serait difficile à résoudre d'une façon complète et dans un délai assez court, il serait toujours possible de prendre successivement les différentes questions qui peuvent se poser pour en faire l'objet de conventions distinctes, l'Association française du droit maritime estime que la question la plus urgente à résoudre serait, dans ce cas, la détermination de la compétence pénale en cas d'abordage, et elle accepterait, pour le moment, de réduire à la solution de cette difficulté, le projet de convention. Mais il ne lui paraît pas impossible que les différentes Associations nationales et le Comité maritime international veuillent bien se consacrer à l'étude complète du problème. Il ne saurait être question, pour l'instant, de proposer un avant-projet de convention, mais il importerait, toutefois, que les travaux du Comité fussent poussés avec assez de rapidité pour que cette question puisse être discutée par la prochaine Conférence internationale et qu'une Conférence diplomatique puisse être réunie dès que le Comité maritime international se sera prononcé sur le projet de convention. Dès maintenant, il paraîtrait possible de consulter les différentes associations nationales sur la manière dont elles envisagent la solution du problème.

« Nous suggérerions, dans ce cas, de leur poser les questions suivantes :

« 1° Estimez-vous utile de rédiger un projet de convention réglant la compétence des tribunaux sur les actions à intenter en matière d'abordage, et ce projet de convention devrait-il régler à la fois la compétence sur l'action pénale et la compétence sur

l'action civile, ou l'une de ces deux compétences seulement ?

« 2° Ce projet, qui doit certainement viser le cas où l'abordage se produit en pleine mer et où il n'y a par conséquent, aucune loi territoriale compétente ni aucune juridiction saisissable à raison du lieu du délit, ne doit-il pas viser également le cas où un abordage s'est produit dans les eaux territoriales d'un pays ? déterminé et même dans les ports, havres et rades de ce pays ? Convient-il de distinguer dans ce cas, suivant que les deux navires entrés en collision sont de même nationalité ou de nationalités différentes, ou suivant que l'un des navires a la nationalité du pays dans les eaux duquel l'abordage s'est produit ?

« 3° Quelle est la juridiction qui vous paraîtrait la mieux qualifiée pour connaître de l'action d'abordage, soit au point de vue pénal, soit au point de vue civil ?

N'y aurait-il pas lieu, au point de vue de la poursuite pénale, de laisser le soin de juger l'action aux tribunaux du pays dans lequel le navire est immatriculé et de défendre, par conséquent, la poursuite pénale devant les tribunaux de tous les autres pays, quelles que soient les règles de compétence qui peuvent exister dans ces différents pays ?

« En ce qui concerne l'action civile d'abordage, y a-t-il lieu de déterminer un seul tribunal compétent ou plusieurs tribunaux compétents. Dans ce dernier cas, faut-il accorder compétence au tribunal du pays dans les eaux territoriales duquel l'abordage s'est produit, quelle que soit la nationalité des navires entrés en collision ? Faut-il accorder compétence au Tribunal du lieu de la saisie (*forum arresti*) ?

« L'Association française du droit maritime est prête à donner sous forme de réponse, à ce questionnaire, un avant-projet de

convention internationale susceptible d'être discuté utilement par les associations nationales. Elle demande au Bureau du Comité international, de vouloir bien saisir d'urgence les différentes associations et si la chose rentre dans ses attributions, de désigner une Commission chargée de préparer le travail de la prochaine Conférence maritime internationale, afin que l'on soit assuré d'aboutir dans cette Conférence, au vote d'un projet. Elle appelle l'attention du Comité international sur l'urgence que présente la solution de ce problème. A l'heure actuelle, en effet, beaucoup de corporations se sont attachées, à la suite de l'incident qui a été rappelé, à trouver la solution des difficultés graves qui ont ému l'opinion publique. Si le Comité maritime international ne prenait pas l'initiative de proposer, lui qui est le mieux qualifié pour le faire, un projet de convention, il serait à craindre que cette question fût portée devant les organisations qui ne paraissent pas avoir une compétence égale à la sienne. »

Signé : Georges RIPERT.

Dans sa séance du 22 mars 1928, l'« Association Française du Droit Maritime » a entendu le présent rapport qui lui a été soumis par M. le professeur Ripert. Elle l'a approuvé et l'a converti en délibération.

II. — *Séance de l'Association française du droit maritime*

(EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 22 MARS 1928)

Proposition

*de règles internationales en matière de compétence
en cas d'abordage*

M. Ripert, président et rapporteur de la Commission chargée de cette matière, expose que la Convention internationale de 1910, qui a établi l'unification en matière d'abordage, quant à la détermination de la responsabilité et à l'exercice de l'action, a laissé en dehors de ses prévisions, la détermination des tribunaux compétents pour connaître de l'action d'abordage. Il y a là une lacune dont le rapporteur montre les inconvénients, notamment lorsqu'il s'agit de la compétence pénale. Sur ce dernier point, il rappelle l'émotion soulevée dans les milieux maritimes par la décision rendue, le 7 septembre 1927, par la Cour permanente de justice de La Haye, dans l'affaire du *Lotus*. Des poursuites civiles ou pénales, fait-il remarquer, possibles dans tous les pays, sont de nature à entraver gravement la navigation. Il importe que le Comité maritime international, qui est le mieux qualifié pour résoudre les difficultés relatives à la compétence, soit en matière pénale, soit en matière civile, se saisisse de l'ensemble des problèmes soulevés en vue de préparer les solutions à soumettre à la Conférence diplomatique. M. Ripert donne lecture du rapport qu'il a préparé pour justifier les vues de la Commission. Ce rapport est converti en délibération et il est décidé qu'une ampliation en sera adressée au Président du Comité maritime international ainsi qu'au Ministre des Travaux publics, des Ports et de la Marine marchande.

(EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 10 MAI 1928)

*Avant-projet de Convention internationale en matière
de compétence en cas d'abordage* (M. Ripert, Rapporteur)

Le Secrétaire général signale que, conformément à la décision de l'Association prise à la séance du 22 mars, des ampliations du rapport de M. Ripert sur cette matière, ont été envoyées, d'une part, au Président du Comité maritime international, afin de saisir ce Comité et, d'autre part, à titre d'information, à l'Administration de la Marine marchande. Le Président du Comité maritime international est d'accord en principe. Quant à l'Administration de la Marine marchande, elle a accusé réception à l'Association de son envoi en félicitant celle-ci en même temps que son Rapporteur et elle a marqué l'intérêt qu'elle prenait à la question.

M. Lyon-Caen, président honoraire, indique qu'il partage le sentiment du Rapporteur sur l'importance de la matière, mais il exprime l'avis que la question soulevée par l'affaire du *Lotus* est beaucoup plus large que celle qui est développée dans le rapport. Cette affaire, selon lui, n'est pas seulement une affaire d'abordage, mais elle pose la question de compétence pour tous les délits commis à bord des navires de commerce, par exemple, quant à la responsabilité pénale découlant du défaut d'assistance aux personnes en péril.

M. Ripert répond qu'il s'est attaché au cas qui offre le plus grand intérêt pratique immédiat. Il indique, sur surplus, que la question élargie fera sans doute l'objet d'un examen intéressant de la part de la Conférence de codification de la Société des Nations dont l'ordre du jour comporte la matière de la compétence pour les faits accomplis dans les eaux territoriales. Il si-

gnale, par ailleurs, que, pour l'examen des questions mises à l'ordre du jour de cette Conférence, une Commission a été nommée en France, par le Ministre des Travaux Publics. Le Bureau est chargé de suivre les incidents se rattachant à la matière, en tenant compte des diverses indications ainsi fournies ..

CONCLUSION

On doit regretter que la Cour permanente de justice internationale de La Haye n'ait pas cru devoir prendre nettement position, dans cette délicate affaire du *Lotus*, au nom des principes généraux du droit international. Elle s'est bornée à constater qu'aucune règle précise ne s'opposait, sur le terrain du droit international, à l'exercice de la compétence des tribunaux répressifs turcs, dans l'espèce qui était soumise à son appréciation. Son arrêt est empreint d'une certaine réserve que ne peut expliquer la nouveauté du cas qu'elle avait à résoudre. Ainsi, un précédent fâcheux a été créé. Même si on approuve le sens de l'arrêt rendu par la Cour de La Haye, on est en droit d'estimer que ce tribunal international aurait mieux compris son rôle et mieux rempli sa mission en motivant sa décision d'une façon plus conforme au droit des gens. Il a également laissé échapper l'occasion d'indiquer une « orientation à la solution des conflits de juridictions criminelles » (1). Tout ce qui est susceptible de retarder l'évolution déjà lente du droit international doit être évité. Le développement de ce droit est fonction de l'interdépendance des Etats qui chaque jour s'accroît davantage et constitue la règle de la vie internationale. Mais cette interdépendance même, ainsi

(1) M. Charles de Visscher. *Revue de droit international et de législation comparée*, 1928, nos 1-2; « Justice et Méditation internationale ».

que le note M. Le Fur, dans son étude, sur la « nécessité d'un droit international pour coordonner les diverses activités nationales » (1) est propre à faire naître des conflits. Pour parer à cette éventualité, les Etats devront se rendre à cette évidence qu'il est de leur intérêt bien compris, de se conformer aux règles imposées par cette solidarité internationale, qui peu à peu, prend corps. Du point de vue du droit pénal international, cela est peut-être plus vrai encore. On parle de codification du droit international. Mais, les principes internationaux fondamentaux actuellement et surtout depuis la guerre, participent d'un état d'esprit nouveau et sont sans cesse en évolution. Peut-être serait-il imprudent de vouloir assigner à ces principes « en mouvement » une fixité, une rigidité funeste à leur essor. Quoi qu'il en soit, l'effort de chaque Etat doit tendre vers la réglementation de certaines questions, dont l'importance grandit avec l'extension croissante des relations économiques. La France, notamment, doit songer à la sauvegarde des intérêts de sa marine marchande et la sécurité de ses marins. Ces premières bases étayées par la « conscience publique universelle » contribueront à cette œuvre idéale, mais lointaine encore : l'unification du droit pénal international. Pour atteindre ce but, les Etats devront s'efforcer d'atténuer leurs susceptibilités si vives, lorsqu'on touche à leur souveraineté, et les individus devront penser alors comme des membres d'une communauté internationale. Le mouvement qui se dessine et qui tend à saper à sa base le dogme de la souveraineté et à créer un esprit international, prend de larges

(1) M. Le Fur. Nécessité d'un droit international pour coordonner les diverses activités nationales, page 4.

proportions. Les idées font leur chemin soutenues par la foi en une ère de relations pacifiques, qui anime la majorité des êtres humains.

Vu le Doyen :

H. BERTHÉLEMY.

Vu le Président de thèse :

L. LE FUR.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — *Publications de la Cour permanente de justice internationale de La Haye :*

- 1° Recueil des arrêts. Série A., n° 10, 1927. « Affaire du *Lotus* ».
- 2° Actes et documents relatifs aux arrêts et aux avis consultatifs de la Cour Série C., n°s 13-11. Douzième session 1927. Documents relatifs à l'arrêt n° 9. « Affaire du *Lotus* ».

II. — *Ouvrages :*

- BERNARD. — Les conflits de souveraineté en matière pénale.
- BERTHÉLEMY. — Manuel de droit administratif.
- BONFILS. — Manuel de droit international public.
- CALVO. — Droit international pratique et théorique.
- DONNEDIEU DE VABRES. — Introduction à l'étude du droit pénal international.
- DONNEDIEU DE VABRES. — Les principes modernes du droit pénal international.
- DUGUIT. — Le droit social, le droit individuel et la transformation de l'Etat.
- FAUCHILLE. — Traité de droit international.
- FIGE. — Droit pénal international.
- FROMAGEOT. — Théorie de la faute comme source de la responsabilité en droit privé.
- GARÇON. — Fondement du droit pénal.

- GARRAUD. — Précis de droit criminel.
- GARRAUD. — Droit pénal français.
- HAURIOU. — Manuel de droit administratif.
- JELLINEK. — L'Etat moderne et son droit.
- LAPRADELLE (DE). — Droit international public. Cours de Doctorat 1923-1924.
- LAWRENCE. — Principes de droit international.
- LECOUTURIER. — Etude de droit comparé sur la compétence en matière d'abordage.
- LE FUR. — Philosophie du droit international. (Extrait de la Revue générale de droit international public).
- LE FUR. — Nationalisme et internationalisme au regard de la morale et du droit naturel.
- LE FUR. — Le fondement du droit.
- LE FUR. — Nécessité d'un droit international pour coordonner les diverses activités nationales.
- LOUTER. — Le droit international positif.
- MARTENS. — Traité de droit international.
- MONTESQUIEU. — De l'esprit des lois.
- MOREAU. — Précis de droit administratif.
- ORTOLAN. — Diplomatie de la mer.
- PILLET. — Les droits fondamentaux des Etats.
- POLITIS. — Les tendances nouvelles du droit international.
- RIPERT. — Droit maritime.
- ROUX. — Cours de droit criminel français.
- SIBILLE. — Jurisprudence en matière d'abordage.
- TRAVERS. — Le droit pénal international.
- TRIEPEL. — Le droit pénal international et le droit interne.
- VALENSIN. — Traité de droit naturel.
- VIDAL et MAGNOL. — Cours de droit criminel.

III. — *Revue* :

DONNEDIEU DE VABRES. — Revue internationale de droit pénal 1928. « L'affaire du *Lotus* ».

LAPRADELLE (DE). — Revue de droit international public 1898. « La mer territoriale ».

NOEL-HENRY. — Revue de droit international 1928. « L'affaire du *Lotus* ».

ROLIN. — Revue de droit international et de législation comparée. « L'affaire Cutting ».

ROUX. — Revue internationale de droit pénal 1928. « L'affaire du *Lotus* ».

RUZE (R.). — Revue de droit international et de législation comparée, 1928, n^{os} 1 et 2. « L'affaire du *Lotus* ».

VALÉRY. — Revue générale du droit international public. « L'affaire du Costa Rica Packet ».

VERZIJL (H.-W.). — Revue de droit international et de législation comparée, 1928, n^{os} 1-2. « L'affaire du *Lotus* devant la Cour permanente de justice internationale ».

VISSCHER (Charles). — Même revue. « Justice et Médiation internationale ».

IV. — *Journaux* :

A) Français : *Journal Officiel*. Débats parlementaires (interpellation de M. RIO).

Journal de la Marine marchande
(M. René MOREUX).

L'Observateur Européen (M. MAS).

Le Sémaphore de Marseille.

Le Temps.

B) Turcs : *L'İkdam*.

Le Vakit.

La République.

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION.	9

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I

<i>Exposé des faits</i>	13
-----------------------------------	----

CHAPITRE II

<i>Le Compromis d'arbitrage de Genève</i>	16
§ 1. — La rédaction du Compromis. — Sa forme..	17
§ 2. — La charge de la preuve d'après le Compromis	22
§ 3. — La Cour et le Compromis	24

CHAPITRE III

<i>L'Affaire du « Lotus » devant la Cour de La Haye</i>	27
SECTION I. — <i>La thèse française. — Le mémoire français</i>	28
§ 1. — Délit commis par un étranger à l'étranger.	28
§ 2. — Délit commis en haute mer à bord d'un navire français	33
§ 3. — La poursuite se fonde sur un fait d'abordage	35
SECTION II. — <i>La thèse turque. — Le mémoire turc</i>	35

	Pages
SECTION III. — <i>Le contre-mémoire français</i>	39
§ 1. — Compétence pénale en cas d'abordage....	39
a) Opinion des jurisconsultes	39
b) Décisions judiciaires	40
§ 2. — Compétence pénale des Etats	42
§ 3. — Compétence déterminée d'après le pavillon..	42
§ 4. — Le risque d'impunité des coupables	43
§ 5. — Résumé de l'argumentation sur le point de droit	43
SECTION IV. — <i>Le contre-mémoire turc</i>	45
§ 1. — L'article 6 du Code pénal turc	46
§ 2. — Le lieu du résultat du délit	48
§ 3. — Délits connexes	48
§ 4. — Abordage	48
SECTION V. — <i>L'Arrêt de la Cour permanente de jus- tice internationale</i>	49
§ 1. — La notion de connexité	50
§ 2. — L'article 15 de la Convention de Lausanne.	50
§ 3. — Le titre de compétence	51
§ 4. — Le principe de la territorialité du droit pénal.	52

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE I

Les Précédents

Leur valeur respective dans l'Affaire du <i>Lotus</i> et plus généralement au regard du droit international	57
§ 1. — L'Affaire du <i>Franconia</i>	57
§ 2. — L'Affaire <i>Cutting</i>	61
§ 3. — L'Affaire du <i>Costa Rica Packet</i>	66

CHAPITRE II

Les Opinions dissidentes

Leur importance et leur caractère particulier.....	71
--	----

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE I

<i>Le principe de la souveraineté des Etats et la Turquie..</i>	89
---	----

CHAPITRE II

<i>Les principes généraux du droit international venant à l'appui de la thèse française</i>	93
§ 1. — De l'interprétation des traités.....	93
§ 2. — Ce que contiennent les notions de souveraineté et d'indépendance	95
§ 3. — Le principe de la territorialité de la juridiction	99
§ 4. — La liberté des mers et la loi du pavillon..	100

QUATRIEME PARTIE

CHAPITRE I

<i>D'un principe qui ne peut être valablement admis en droit international ..</i>	105
§ 1. — L'individu, sujet de droit.....	107
§ 2. — De la liberté individuelle	111
a) Le droit interne.....	111
b) Le droit international	115
§ 3. — Le droit naturel et le droit international..	116

CHAPITRE II

<i>Le juge naturel</i>	120
------------------------------	-----

CINQUIEME PARTIE

<i>L'Affaire du « Lotus » et le droit pénal international...</i>	125
§ 1. — Théorie de la protection des nationaux....	125
a) Fondement du droit de punir	126
b) La répression et la nationalité de la victime	127
c) L'article 6 du Droit pénal turc	129
§ 2. — Le problème de la détermination du lieu du délit	131
§ 3. — L'Affaire du <i>Franconia</i> et l'Affaire du <i>West-Hinter</i> en ce qui concerne la locali- sation du délit	135
§ 4. — Le lien de connexité en matière d'abor- dage	137

SIXIEME PARTIE

L'abordage en haute mer et la faute professionnelle du capitaine ou de ses officiers

CHAPITRE I

<i>L'Abordage en haute mer.....</i>	145
§ 1. — Différentes sortes d'abordage	145
§ 2. — De la présomption des fautes	146
§ 3. — Le non-partage des fautes et des responsabi- lités	146
§ 4. — Délits internes et délits externes	148
§ 5. — Les sanctions du délit d'abordage	150

CHAPITRE II

<i>De la faute professionnelle et de ses conséquences au point de vue pénal</i>	152
---	-----

	Pages
§ 1. — Le navire et l'Etat.....	152
§ 2. — Le capitaine	154
§ 3. — La faute professionnelle du capitaine	155

SEPTIEME PARTIE

CHAPITRE I

<i>L'Affaire du « Lotus » et l'opinion publique.....</i>	161
§ 1. — Les conséquences de l'Affaire du <i>Lotus</i> et les Messageries Maritimes	166

CHAPITRE II

<i>L'Affaire du « Lotus » devant la Société des Nations et les organismes privés internationaux.....</i>	168
§ 1. — De la délivrance des certificats de capa- cité en matière de navigation	177

APPENDICE.

Projets français en vue d'internationaliser les règles fixant la compétence des tribunaux en matière d'abor- dage.	181
CONCLUSION	191
BIBLIOGRAPHIE	195

Angoulême. — S. A. Imprimerie Centrale
